

29 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
15. Juli 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	7
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	8
FÖDERALREGIERUNG	58
BELGISCHE NATIONALBANK	62
VLAAMSE REGERING	62
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	64
BELGISCHES STAATSBLETT.....	65
QUELLENVERZEICHNIS	67

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Zusammenarbeit

Gemeinsame Sitzung mit dem Flämischen Parlament



Am Freitag, 3. Juli 2026 kamen die Vertreter der für die interparlamentarische Zusammenarbeit zuständigen Ausschüsse des Flämischen Parlaments und des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu einem Arbeitstreffen in Brüssel zusammen. Parlamentspräsidentin Freya Van Den Bossche – gleichzeitig Vorsitzende des Ausschusses für Zusammenarbeit – hieß die ostbelgische Delegation im Flämischen Parlament herzlich willkommen. ... [weiter lesen](#)

Preisverleihung

Gute Leistungen im Unterrichtsfach Deutsch werden belohnt



Wie in jedem Jahr vergab das Parlament am Samstag, 27. Juni 2026 die Schülerpreise für gute Leistungen in Deutsch. ... [weiter lesen](#)

Dokument Nr. [159](#) (2025-2026) Nr. 1 19.06.2026

Bericht der Regierung an das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Zusammenarbeit zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft - Auswertung des Arbeitsprogramms 2023 und Arbeitsprogramm der Jahre 2025-2028



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 13 au 17 juillet 2026

Mercredi, 15/07/2026

Minute de silence en mémoire des victimes de la crise climatique

Projets de loi et propositions

1. Projet de loi visant à assurer la transposition de la directive (UE) 2024/1619 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales de pays tiers et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen, la directive (UE) 2024/2994 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 modifiant les directives 2009/65/CE, 2013/36/UE et (UE) 2019/2034 en ce qui concerne le traitement du risque de concentration découlant d'expositions sur des contreparties centrales et du risque de contrepartie des transactions sur instruments dérivés faisant l'objet d'une compensation centrale, et portant dispositions diverses, n°s [56K1489](#)/1 à 6.
2. Projet de loi portant l'introduction d'un pourcentage de limitation dans le régime de pension des travailleurs salariés, n°s [56K1538](#)/1 à 7.
3. Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs, n°s [56K1626](#)/1 à 6.
4. Proposition de loi insérant le livre 7 "Les contrats spéciaux" dans le Code civil, n° s [56K0743](#)/1 à 9.
5. Projet de loi portant des mesures supplémentaires visant à réduire la surpopulation carcérale, n°s [56K1613](#)/1 à 9.
6. - Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public et la loi du 4 mai 2016 relative aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public, n°s [56K1574](#)/1 à 6.

- Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public, afin de prévoir une alternative non numérique, n°s [56K0406](#)/1 et 2.

7. - Projet de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services et la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, n°s [56K1590](#)/1 à 7.

- Proposition de loi visant à promouvoir la flexibilité des heures d'ouverture et à lutter contre les commerces qui dévalorisent le paysage urbain, n°s [56K0813](#)/1 à 3.

- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'extension des heures d'ouverture, la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, n°s [56K0818](#)/1 à 4.

8. Projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, n°s [56K1607](#)/1 à 5.

9. Proposition de résolution visant à l'introduction du téléTRAINvail, n°s [56K0987](#)/1 à 4.

10. - Proposition de résolution relative à l'accélération de la mise en place d'une industrie européenne de défense intégrée et dynamique, à la suppression des obstacles entravant l'industrie belge de défense et l'innovation, et au renforcement de l'autonomie stratégique européenne et de la PSDC, n°s [56K0584](#)/1 à 4.

- Proposition de résolution visant à supprimer les obstacles rencontrés en Belgique par l'industrie de la défense et l'innovation en matière de défense, n°s [56K0780](#)/1 à 3.

- Proposition de résolution visant à accroître la contribution belge à l'autonomie stratégique européenne, n°s [56K0796](#)/1 et 2.

- Proposition de résolution visant à soutenir les initiatives diplomatiques belges en vue de renforcer la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne 2024-2029 à la suite des réunions du Conseil européen des 6 et 20 mars 2025, n°s [56K0843](#)/1 et 2.

11. Proposition de résolution visant à renforcer la législation belge et européenne sur la traçabilité des minerais afin de prévenir leur contribution aux conflits armés et aux violations des droits humains, n° [56K0931](#)/1 à 6.

12. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants visant à réformer les comptes rendus des travaux et à remplacer le règlement relatif aux comptes rendus intégral, numérique, provisoire et analytique des réunions de la Chambre des représentants, n°s [56K1634](#)/1 à 4.

13. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants relative à la recevabilité des questions, n°s [56K1549](#)/1 à 2.

14. Proposition de résolution relative à l'optimisation de la politique en matière d'achats militaires, n°s [56K1051](#)/1 et 2.

Jeudi, 16/07/2026

Reprise éventuelle de la séance du 15 juillet 2026

Questions orales

Interpellations

1. - Interpellation de M. Jeroen Van Lysebetens (Ecolo-Groen) au ministre de l'Énergie sur "les conséquences et les coûts du report prolongé de la ZPE1" (n° **283**).

- Interpellation de Mme Natalie Eggermont (PVDA-PTB) au ministre de l'Énergie sur "les conséquences et les coûts du report prolongé de la ZPE1" (n° **288**).

- Interpellation de M. Sam Van Rooy (VB) au ministre de l'Énergie sur "la zone Princesse Elisabeth 1" (n° **289**).

- Interpellation de M. Steven Coenegrachts (Anders.) au ministre de l'Énergie sur "le report pour la ZPE1 (conséquences, coûts et possible explication)" (n° **291**).

2. - Interpellation de M. Steven Coenegrachts (Anders.) au ministre de l'Énergie sur "le rendement insuffisant, la stratégie d'investissement et la crise de gouvernance chez Hedera" (n° **285**).

- Interpellation de M. Kurt Ravyts (VB) au ministre de l'Énergie sur "les procédures de nomination laborieuses pour le fonds public Hedera" (n° **286**).

- Interpellation de M. Jeroen Van Lysebetens (Ecolo-Groen) au ministre de l'Énergie sur "l'absence de gouvernance au sein de Hedera: nominations et conséquences financières" (n° **290**).

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal en ce qui concerne la délimitation de l'infraction d'"incitation à la haine", n° [56K1656](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs et l'arrêté royal du 27 septembre 1966 déterminant, pour le secteur privé, les renseignements que doit contenir le décompte remis au travailleur lors de chaque règlement définitif de la rémunération, afin d'inclure les cotisations patronales et le coût salarial total dans la fiche de salaire, n° [56K1657](#)/1.

3. Proposition de résolution visant à améliorer l'accessibilité aux centres spécialisés pour les maladies neuromusculaires en Wallonie, n° [56K1661](#)/1.

4. Proposition de résolution relative à la crise humanitaire à Cuba dans le contexte du renforcement de l'embargo économique et énergétique aggravé par l'administration de Donald Trump, n° [56K1663](#)/1.

5. Proposition de résolution relative à la lutte contre les abus liés à l'accès sans visa au moyen de "passeports verts" et au renforcement du contrôle du court séjour, n° [56K1664](#)/1.

Votes nominatifs

sur les projets de loi et les propositions terminés.

Dokument Nr. [56K1661](#) 08.07.2026

Proposition de résolution visant à améliorer l'accessibilité aux centres spécialisés pour les maladies neuromusculaires en Wallonie.

Dokument Nr. [56K1647](#) 29.06.2026

Publication des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes (exercices 2025)- Volume 1.



SEANCE PLENIERE: 15/07/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE DÉCRET

1. Projet de décret modifiant le Code forestier en ce qui concerne la prise en compte des phénomènes sanitaires forestiers (Doc. [563](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

2. Projet de décret relatif au soutien du chercheur d'emploi dans sa remise au travail par la création de son activité en tant qu'indépendant à titre principal (Doc. [601](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

3. Projet de décret modifiant le décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) (Doc. [602](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

4. Projet de décret relatif au portail d'information câbles et canalisations souterrains (Doc. [603](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

5. Projet de décret insérant un Livre VI dans la Première Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à organiser la participation des services, organisations et structures relevant des compétences ou de la tutelle de la Région wallonne aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme (Doc. [606](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

Projet de décret modifiant le chapitre 1er du Livre Ier de la Septième Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à organiser la participation des services, organisations et structures relevant des compétences ou de la tutelle de la Région wallonne aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, pour les matières relevant de l'article 138 de la Constitution (Doc. [607](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

Éventuellement :

6. Projet de décret modifiant l'article 275 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, transposant partiellement la directive 2024/1346 du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale et clarifiant les conditions d'admissibilité aux prestations visées au Livre IV (Doc. [614](#) (2025-2026) N° 1)

3 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Mugemangango à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur l'avenir du site de Thy-Marcinelle et la sidérurgie wallonne par M. Mugemangango (Doc. [616](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. [617](#) (2025-2026) N° 1)

Projets de motion déposés en conclusion des interpellations de Mme Greco à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur l'avenir de l'entreprise Thy-Marcinelle et de Mme Özen à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur l'avenir de Thy-Marcinelle par Mmes Greco, Özen et Morreale (Doc. [618](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. [619](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Mockel à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur la réforme du secteur de l'innovation économique et les craintes liées à l'effacement du développement durable par M. Mockel (Doc. [620](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. [621](#) (2025-2026) N° 1)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [940](#) (2025-2026) nr. 1 09.07.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een sterker en toekomstgericht verkeerseducatiebeleid voor jongeren

Dokument Nr. [939](#) (2025-2026) nr. 1 09.07.2026

Motie tot besluit van de op 7 juli 2026 in commissie gehouden interpellatie door Freija Van den Driessche aan minister Caroline Gennez over de plaats van actieve koeling en airconditioning in een klimaatweerbare zorg

Dokument Nr. [937](#) (2025-2026) nr. 1 08.07.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 7 december 2007 houdende de oprichting van een Adviescommissie voor Voorzieningen van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en (Kandidaat-)pleegzorgers, wat betreft de actualisering, de uitbreiding van de opdrachten, de verwerking van persoonsgegevens, de vertrouwelijkheid van documenten en de publicatie van adviezen

Dokument Nr. [934](#) (2025-2026) nr. 1 08.07.2026

Voorstel van resolutie over een onkostenvergoeding voor bachelors in de verpleegkunde

Een feestelijke 11 juli in het hart van Brussel 11 juli 2026

Op 11 juli vierde het Vlaams Parlement de Vlaamse feestdag in het stadhuis van Brussel. Op het programma stonden een welkomstwoord van Brussels burgemeester Philippe Close en de officiële 11 juli-toespraak van Freya Van den Bossche, voorzitter van het Vlaams Parlement. Radiomaker Tom De Cock leidde de aanwezigen doorheen de plechtigheid. Muzikale intermezzo's van Biezebaaze zorgden voor een feestelijke sfeer, waarna de viering traditioneel werd afgesloten met De Vlaamse Leeuw. ... [verder lezen](#)

Wat werd er beslist in de plenaire vergaderingen van 8 juli? 09 juli 2026

Het Vlaams Parlement kwam op 8 juli twee keer samen. In de ochtend bespraken de volksvertegenwoordigers de aanpassing van de begroting 2026. In de middag stelden ze hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over de begrotingsaanpassing, drie andere ontwerpen van decreet, een voorstel van decreet en een voorstel van resolutie.

[Aanpassing van de begroting 2026](#)

Het Vlaams Parlement keurde drie ontwerpen van decreet goed over de aanpassing van de begroting 2026.

Het gaat om de aanpassing van de middelenbegroting, de aanpassing van de uitgavenbegroting en het programmadecreet bij de aanpassing van de begroting 2026.

[Nieuwe regels voor radio-omroeporganisaties](#)

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat het decreet over radio-omroep en televisie wijzigt.

Het ontwerp gaat over de radio-omroeporganisaties.

[Omzetting van Europese regels over industriële emissies](#)

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed dat het decreet over het algemeen milieubeleid en het decreet over de omgevingsvergunning wijzigt.

Het ontwerp zet Europese regelgeving om over industriële emissies en over het storten van afvalstoffen. Daarnaast bevat het ook diverse wijzigingen ter optimalisatie.

[Aanpassingen aan het jeugddelinquentierecht](#)

Daarnaast keurde het Vlaams Parlement een ontwerp van decreet goed dat het decreet over het jeugddelinquentierecht wijzigt.

Het gaat over de harmonisatie met het nieuwe Strafwetboek en over enkele andere wijzigingen.

[Wijzigingen aan het Groeipakketdecreet](#)

Het Vlaams Parlement keurde ook een voorstel van decreet goed dat het Groeipakketdecreet van 2018 wijzigt.

Het voorstel wijzigt daarnaast ook regelgeving over het Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid, private uitbetalingsactoren en Kind en Gezin.

[Taaltrajecten van leerlingen en ouders beter afstemmen](#)

Tot slot keurde het Vlaams Parlement een voorstel van resolutie goed over het afstemmen van taal- en integratietrajecten van leerlingen en hun ouders.

Met de resolutie vraagt het parlement om de samenwerking tussen het basis- en het volwassenenonderwijs structureel te versterken.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de vergaderingen vind je hier ([Voormiddagvergadering](#) / [namiddagvergadering](#)).

Hoe kunnen ondernemingen medewerkers aan boord houden bij forse toename van het gebruik van AI?

08 juli 2026

Artificiële intelligentie (AI) breekt steeds meer door in ondernemingen, op het vlak van administratieve processen, klantencontact, planning, rekrutering,... AI kan ook aanleiding geven tot een actief transitiebeleid voor werknemers. ... [verder lezen](#)



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

Dokument Nr. [303](#) (2025-2026)

07.07.2026

Projets de motion en conclusion de l'interpellation de Mme De Re à la ministre Lescrenier ayant pour objet "Canicules dans les milieux d'accueil de la petite enfance"

Dokument Nr. [302](#) (2025-2026)

07.07.2026

Projets de motion en conclusion des interpellations de Mme Vidal à la ministre Glatigny ayant pour objet "Réponses à l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur les 7TQ" et de Mme Linard à la ministre Glatigny ayant pour objet "Annulation par la Cour constitutionnelle d'une partie de la réforme des 7e TQ"

Dokument Nr. [301](#) (2025-2026)

07.07.2026

Projets de motion en conclusion de l'interpellation de M. Lefebvre à la ministre-présidente Degryse ayant pour objet "Quelles mesures pour préparer les conséquences du réchauffement climatique en Fédération Wallonie-Bruxelles"

Dokument Nr. Fiche [A-290/1-25/26](#)

07.07.2026

Proposition de résolution relative à l'examen de la mise en place d'un Fonds de lutte contre les expulsions domiciliaires et d'une procédure de prévention des expulsions domiciliaires moyennant une convention d'accompagnement entre le CPAS, le locataire et le bailleur.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche [B-71/1-25/26](#)

30.04.2026

Proposition de résolution visant à mettre fin aux infractions persistantes à la législation linguistique dans le cadre des nominations et promotions au sein des CPAS de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.



**Parlement de la Région de
Bruxelles-Capitale (PRB)**

Dokument Nr. Fiche [A-299/1-25/26](#)

17.06.2026

Proposition visant à modifier la décision du 5 juin 2026 instituant une commission d'enquête parlementaire sur les irrégularités au sein du Foyer anderlechtois.

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

95. Sitzung vom 09. Juli 2026

TOP 3: Vorentwurf des Programmdekrets 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf des Programmdekrets 2026.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Gesundheit einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Seniorenunterstützung einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Rats für Familienleistungen einzuholen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 12 §2 Absatz 1 des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung die Stellungnahme der Gleichbehandlungsstelle in 60-Tage-Frist zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Jugendrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Raumordnung zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Wohnungswesen und Energie einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Mediendienste einzuholen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 26 §1 Absatz 2 Nummer 2 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Schaffung der Datenschutzbehörde das Gutachten der Datenschutzbehörde in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Wie es in den letzten Jahren zur gängigen Praxis geworden ist, liegt auch dieses Jahr ein Programmdekret vor. Weil der Dekretentwurf Bestimmungen in den verschiedenen Zuständigkeitsbereichen der Deutschsprachigen Gemeinschaft beinhaltet, wird auf den Kommentar zu den einzelnen Artikeln hingewiesen.

Die einzelnen Artikel können wie folgt erläutert werden:

Angleichung der Rechtsgrundlagen der Deutschsprachigen Gemeinschaft an das neue Strafgesetzbuch (Artikel 27, 41, 42, 43, 46, 47, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 75, 76, 82, 83, 84, 85, 94, 95, 96, 97, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110-119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 152, 161, 163, 164, 165, 191, 193, 227, 228, 229 und 230)

Das neue Strafgesetzbuch, das im Jahr 2024 vom Föderalparlament verabschiedet wurde, tritt am 1. September 2026 in Kraft und ersetzt das Strafgesetzbuch vom Jahr 1867.

Mit dem neuen Strafgesetzbuch wird die bisherige Unterscheidung zwischen Verbrechen, Vergehen und Übertretungen aufgegeben. An ihre Stelle tritt ein System von Strafstufen. Auf dieser neuen Einteilung beruhen künftig auch die allgemeinen Regeln von Buch I des Strafgesetzbuches, insbesondere in Bezug auf die Strafzumessung, das Zusammentreffen von Straftaten und den Rückfall.

Für bestehende Strafbestimmungen sieht Artikel 78 des neuen Strafgesetzbuches einen subsidiären Umwandlungsmechanismus vor. Dieser Mechanismus dient dazu, ältere Strafbestimmungen, die noch nicht an das neue System angepasst wurden, einem Strafniveau zuzuordnen, damit die allgemeinen Regeln des neuen Buches I weiterhin angewandt werden können. Er soll ausdrücklich auch für Dekrete der Gemeinschaften gelten, sofern diese ihre einschlägigen Bestimmungen nicht rechtzeitig selbst anpassen.

Vor diesem Hintergrund müssen bestehende Verweise und Strafandrohungen überprüft werden. Zum einen ist sicherzustellen, dass Verweise auf Bestimmungen des alten Strafgesetzbuches nicht

fehlerhaft oder gegenstandslos werden. Zum anderen ist inhaltlich zu entscheiden, welche Verhaltensweisen weiterhin strafrechtlich geahndet werden sollen, welchem Strafniveau sie künftig zuzuordnen sind und in welchen Fällen eine Verwaltungsstrafe angemessener erscheint. Da der föderale Umwandlungsmechanismus nur subsidiär greift, ist es zweckmäßig, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft diese Entscheidungen selbst trifft, anstatt sie dem Auffangmechanismus des Föderalstaates zu überlassen.

Besonders bedeutsam ist dies bei geringfügigen Zuwiderhandlungen. Da das neue Buch I die Kategorie der Übertretungen nicht mehr kennt, könnten Tatbestände, die in nicht angepassten besonderen Bestimmungen lediglich mit einer Geldbuße von höchstens 25 Euro oder mit einer Freiheitsstrafe von höchstens sieben Tagen bedroht sind, künftig nicht mehr strafbar sein.

Soweit die Deutschsprachige Gemeinschaft solche Verhaltensweisen weiterhin ahnden möchte, muss daher festgelegt werden, dass die strafrechtliche Sanktion beibehalten werden soll.

Die Artikel 27, 41, 43, 47, 49, 51, 52, 53, 57 Nummer 1, 58, 59, 60, 61, 62, 75, 76, 82, 83, 84, 85, 94, 95, 96, 105 Nummern 1 und 2, 106 Nummern 1 und 2, 107, 108, 111, 112, 113, 114 Nummer 1, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 126, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 140 Nummer 1, 141 Nummer 2, 142, 149, 163, 164, 165, 181, 228 und 230 verfolgen das Ziel, die bisher in den Dekreten der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen an das neue System der Strafstufen anzupassen.

Zur Umsetzung dieser Zielsetzung wird nach einem einheitlichen Schema vorgegangen. Strafbestimmungen, die bislang ausschließlich eine strafrechtliche Geldstrafe vorsahen, werden einer Strafe der Stufe 1 zugeordnet. Bestimmungen, die eine Kombination aus Geldstrafe und Gefängnisstrafe vorsahen, werden durch eine Strafe der Stufe 2 ersetzt. Soweit bestehende Dekrete eine Verdopplung des Strafmaßes vorsehen, wird künftig festgelegt, dass die Strafstufe in diesen Fällen um eine Stufe erhöht wird.

Die übrigen Artikel verfolgen folgende Zielsetzungen:

1. Die bestehenden Verweise in den Dekreten der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf das Strafgesetzbuch von 1867 werden durch Verweise auf die entsprechenden Bestimmungen des neuen Strafgesetzbuches ersetzt.

2. Die Sanktionierung von Verstößen gegen die Kontrollbefugnisse von Inspektoren wird harmonisiert.

Eine Besonderheit bilden Verstöße gegen die Befugnis von Inspektoren, Kontrollen durchzuführen. Zahlreiche Dekrete der Deutschsprachigen Gemeinschaft betrauen Inspektoren mit der Kontrolle der

Einhaltung der jeweiligen Bestimmungen. Die Sanktionierung von Verhaltensweisen, durch die Bürger die Ausübung dieser Kontrollbefugnisse behindern oder die Durchführung einer Kontrolle verweigern, ist in den verschiedenen Dekreten bislang jedoch nicht einheitlich geregelt. Mit der zweiten Zielsetzung soll daher sichergestellt werden, dass in allen Dekreten, die ein Inspektionsrecht vorsehen, die Behinderung der Ausübung dieser Befugnis künftig mit einer Strafe der Stufe 2 des Strafgesetzbuches geahndet wird. Dies gilt auch für Dekrete, in denen bislang keine ausdrückliche Sanktion für diesen Tatbestand vorgesehen ist.

Eine Ausnahme gilt für Dekrete, die für einen solchen Verstoß sowohl eine strafrechtliche Sanktion als auch eine Verwaltungsstrafe vorsehen. In diesen Fällen wird der bestehende Sanktionskatalog beibehalten. Auch künftig kann der Verstoß somit entweder strafrechtlich oder administrativ geahndet werden, wobei der strafrechtlichen Verfolgung Vorrang zukommt.

Artikel 1 bis 5

Durch die Artikel 1 bis 5 werden die Bezuschussungsmöglichkeiten im Bereich Gesundheitsförderung im Sinne der Verwaltungsvereinfachung aktualisiert und mit den bestehenden Bedingungen in den Bereichen mentale Gesundheit und Senioren harmonisiert.

Die Artikel 1 und 2 legen die Rahmenbedingungen für die Bezuschussung von Angeboten im Bereich der Gesundheitsförderung fest. Sie bestimmen die möglichen Angebotsformate sowie deren inhaltliche Ausgestaltung.

Es werden drei Bezuschussungsmöglichkeiten vorgesehen: die allgemeine Bezuschussung (Artikel 3), die Bezuschussung von Pilotprojekten (Artikel 4) und die Bezuschussung von punktuellen Kleinstprojekten mit maximal 5.000 EUR (Artikel 5). Die jeweiligen Bestimmungen definieren die Voraussetzungen für die Gewährung eines Zuschusses und enthalten eine Ermächtigung der Regierung die weiteren Bedingungen und Modalitäten festzulegen.

Artikel 6

Dieser Artikel, der einen Artikel 4.2 in das Dekret einfügt, schafft einen finanziellen Anreiz zur Teilnahme an professionellen Maßnahmen zur Raucherentwöhnung. Er legt die Anspruchsvoraussetzungen, die Höhe der Kostenbeteiligung sowie besondere Regelungen für schwangere Frauen fest. Das Verfahren zur Antragstellung wird standardisiert, einschließlich der einzureichenden personenbezogenen Daten und der vom Leistungsgeber auszustellenden Bescheinigung. Die Bestimmung regelt zudem die Entscheidungsbefugnis des Ministers und die Form der Mitteilung an den Leistungsempfänger. Schließlich werden die datenschutzrechtlichen Grundlagen, die zulässigen Verarbeitungszwecke

sowie die Aufbewahrungsdauer der Daten im Einklang mit der Datenschutz-Grundverordnung festgelegt.

Artikel 7 bis 9

Durch die Artikel 7 bis 9 wird das Kapitel II (Kataster der Fachkräfte der Gesundheitspflege sowie der Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind) abgeändert.

Mit dem Programmdekret 2025 (II) vom 22. Dezember 2025 wurde in das Dekret vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention das Kapitel II erneut eingefügt.

Diesbezüglich wurde am 18. Juli 2025 ein Gutachten der Datenschutzbehörde eingeholt, das jedoch erst am 18. November 2025 abgegeben wurde und somit im Rahmen des Programmdekrets 2025 (II) nicht mehr berücksichtigt werden konnte.

Im Rahmen des Programmdekrets 2026 werden daher verschiedene Textanpassungen vorgenommen, um den gerechtfertigten Anmerkungen der Datenschutzbehörde Rechnung zu tragen. Vorschläge zu ergänzenden Erläuterungen können hingegen nicht mehr berücksichtigt werden.

Folgende Textanpassungen wurden vorgenommen:

- In sämtlichen Artikeln, in denen der Begriff CoBRHA+, CoBRHA(+) vorkommt, wird einheitlich auf CoBRHA+ verwiesen. Dies ist die Bezeichnung, die auch im Zusammenarbeitsabkommen vom 22. Dezember 2023 über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit CoBRHA+ benutzt wird.
- Mit Artikel 7 werden in Artikel 7 des Dekrets vom 1. Juni 2004 die Zweckbestimmungen umformuliert, um zwischen Zweck und Mittel zu unterscheiden und um die Zwecke weiter zu präzisieren. Insofern möglich wurden, die jeweilig notwendigen Daten eingeschränkt.
- Mit den Artikeln 7, 8 und 9 wird das Wort „Regierung“, in den Artikeln 7, 8 und 9 des Dekrets vom 1. Juni 2004 durch die Wortfolge „den für das Gesundheitswesen zuständigen Fachbereich des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ ergänzt oder ersetzt.
- Mit Artikel 8 wird in Artikel 8 §2 Absatz 1 Nummer 1 des Dekrets vom 1. Juni 2004 die detaillierte Liste der Daten (mit Ausnahme der Adresse des Hauptwohnsitzes und des Sterbedatums) der unter Artikel 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. Dezember 2023 verarbeiteten Daten aufgenommen. Da sich darunter bereits die beruflichen Kontaktangaben befinden, wurde Artikel 8 §2 Absatz 1 Nummer 3 gestrichen.
- Mit Artikel 8 wird Artikel 8 §2 Absatz 2 des Dekrets vom 1. Juni 2004 vervollständigt, um zu verdeutlichen, dass die Verarbeitung automatisch stattfindet. Im gleichen Absatz

werden die verschiedenen Quellen weiter hierarchisiert und präzisiert.

- Mit Artikel 9 wird die Formulierung von Artikel 9 Absatz 2 Nummer 2 abgeändert, um zu verdeutlichen, dass der Zugang zu Daten durch Mitarbeiter jeweils nur im Rahmen der Umsetzung der definierten Zwecke erfolgen kann.

Artikel 10 bis 21

Die Artikel 10 bis 21 zielen auf eine Abänderung von Kapitel IIbis Abschnitt 2 (aktuell „Impfstrategie“, künftig „Impfungen“) des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention ab und sind im Zusammenhang mit der Einführung des Kapitels IIquinqüies über den elektronischen Austausch von Gesundheitsdaten zu lesen.

Die Abänderung zielt darauf ab, geimpften Personen einen gesicherten Zugang zu ihren Impfdaten zu ermöglichen und den in therapeutischer Beziehung/Pflegebeziehung stehenden Fachkräften den fachlich notwendigen Datenaustausch zu erlauben. Die Impfdaten werden hierzu in einem gesicherten elektronischen Gesundheitstresor zentralisiert, der über eine digitale Plattform zugänglich ist.

Die Dekretrevision ist zudem notwendig, um die für die Deutschsprachige Gemeinschaft aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 in der flämischen Datenbank Vaccinnet+ gespeicherten COVID-19 Impfdaten in den besagten Gesundheitstresor der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzuerkennenden Plattform für den elektronischen Austausch von Gesundheitsdaten zu überführen. Hierzu wird eine entsprechende Übergangsbestimmung eingeführt.

Während die Föderalbehörde für verpflichtende Impfungen zuständig ist, sind die Gemeinschaften gemäß Artikel 5 §1 I Absatz 1 Nummer 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen für freiwillige Impfungen zuständig. Gemäß dieser Bestimmung sind die Gemeinschaften auch für die Organisation von Impfungen zuständig, unabhängig davon, ob diese freiwillig oder obligatorisch sind, unter der Voraussetzung, dass hierdurch die Durchführung der obligatorischen Impfungen in keiner Weise beeinträchtigt wird. Der Dekretentwurf enthält keine Bestimmungen hinsichtlich der Impfpflicht, der Zusammensetzung der Pflichtimpfstoffe oder der Kontrolle ihrer Verabreichung. Die vorgesehene Registrierungspflicht der Impfungen, die auch verpflichtende Impfungen betrifft, für die die Föderalbehörde zuständig ist, dient auch nicht dazu, die Einhaltung dieser Impfpflicht zu kontrollieren.

Artikel 11, der Artikel 10.1.1 des Dekrets vom 1. Juni 2004 abändert, zielt auf die Einführung neuer Begriffsbestimmungen und überarbeitet bestehende Begriffsbestimmungen, um die Kohärenz mit anderen föderalen und gemeinschaftlichen Rechtstexten

sicherzustellen. Hier werden unter anderem die Begriffe „Plattform“ und „Gesundheitsresor“ eingeführt, um den Entwicklungen im Bereich der Verarbeitung von Gesundheitsdaten und den Fortschritten im Bereich der digitalen Gesundheit Rechnung zu tragen.

Mit Artikel 12 wird in Artikel 10.1.2 des Dekrets vom 1. Juni 2004 der Begriff „Impfschema“ durch den Begriff „Impfkalender“ ersetzt, um eine Verwechslung mit dem persönlichen Impfschema, der geimpften oder zu impfenden Person, welches in Artikel 10.1.7 erwähnt wird, zu vermeiden.

Der durch Artikel 13 abgeänderte Artikel 10.1.3 des Dekrets vom 1. Juni 2004 führt eine Registrierungspflicht für alle auf dem Gebiet der deutschen Sprache verabreichten Impfungen ein. Die Impfungen müssen im Impfregister, welches Teil des Gesundheitsresors ist, registriert werden, es sei denn die Regierung erlaubt die Nutzung eines anderen Registrierungssystems. Grund für die Nutzung von verschiedenen Registrierungssystemen ist, dass je nach Zielgruppe unterschiedliche Systeme mit unterschiedlichen Funktionalitäten genutzt werden können. So können aktuell die Impfungen von Kindern, Schülern und Schwangeren aufgrund eines Zusammenarbeitsabkommens im Bestell- und Registrierungssystem des wallonischen Office de la naissance et de l'enfance (ONE) namens „eVax“ registriert werden. Die Impfungen von anderen Personen, sollen verpflichtend im Gesundheitsresor, der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzuerkennenden Plattform für den elektronischen Austausch von Gesundheitsdaten, registriert werden.

Die Artikel 14 und 15 nehmen technische Anpassungen vor.

Mit Artikel 16 wird in Artikel 10.1.6 des Dekrets vom 1. Juni 2004 präzisiert, dass die Impfberechtigten für die Richtigkeit der von ihnen registrierten Daten verantwortlich sind.

Mit Artikel 10.1.21 werden die in Artikel 10.1.7 des Dekrets vom 1. Juni 2004 erwähnten Datenkategorien, die in einem Bestell- und/oder Registrierungssystem verarbeitet werden können, ergänzt und somit an den auf föderaler Ebene durch das Konsortium LIKIV-HL7 festgelegten Standard, der im Rahmen der Erarbeitung der „caresets“ definiert wurde, angepasst. Die „caresets“ dienen der Standardisierung der erhobenen Daten und ermöglichen eine Interoperabilität im Rahmen des elektronischen Austauschs von Gesundheitsdaten.

Die Zwecke der Verarbeitung werden erweitert. Sowohl die Patienten als auch die Impfberechtigten, Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte erhalten Zugang zu den Impfdaten im Impfregister. Die in Artikel 10.1.7 erwähnte Synchronisierung stellt sicher, dass ebenfalls Impfdaten, die in anderen von der Regierung bestimmten Registrierungssystemen registriert werden, im Impfregister vermerkt und somit über die Internetseite bzw. das Portal der Plattform zugänglich sind. Zudem

wird die Ausstellung eines digitalen Impfbescheinigungszertifikats zu den Verarbeitungszwecken hinzugefügt.

Die Einführung des Artikels 10.1.7.1 in das Dekret vom 1. Juni 2004 durch Artikel 18 regelt die Voraussetzungen, unter denen Impfberechtigte sowie andere Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte auf die Impfdaten zugreifen dürfen. Diese Voraussetzungen sind die informierte Einwilligung des Patienten, im Sinne von Artikel 36 des Gesetzes vom 22. April 2019 über die Qualität der Ausübung der Gesundheitspflege und die therapeutische Beziehung oder Pflegebeziehung, je nachdem ob es sich um eine Fachkraft der Gesundheitspflege oder eine Pflegefachkraft handelt.

Artikel 19 ändert Artikel 10.1.8 des Dekrets vom 1. Juni 2004 ab. Die Änderung von Artikel 10.1.8 legt fest, wer und unter welchen Bedingungen Zugriff auf anonyme oder pseudonymisierte Impfdaten zur Erstellung von Analysen, Statistiken und Studien hat. Die Daten werden in der Regel anonymisiert zur Verfügung gestellt. Pseudonymisierte Daten sind lediglich erhältlich, wenn eine Anonymisierung die Durchführung der Analyse/des Auftrags/der Studie nicht ermöglichen würde.

Mit Artikel 20 wird in Artikel 10.19 des Dekrets vom 1. Juni 2004 die minimale und maximale Dauer der Datenverarbeitung im Einklang mit Artikel 35 des Gesetzes vom 22. April 2019 über die Qualität der Ausübung der Gesundheitspflege festgelegt. Anschließend dürfen die Daten nur noch in einer Form aufbewahrt werden, die eine Identifizierung der betroffenen Person nicht ermöglicht.

Artikel 10.1.10 des Dekrets vom 1. Juni 2004 wurde durch das Dekret vom 26. April 2021 eingeführt, um die Organisation und Durchführung eines Impfangebotes gegen Covid-19 an die Gesamtbevölkerung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu ermöglichen. Artikel 21 der Artikel 10.1.10 abändert, verfolgt das Ziel, den bestehenden rechtlichen Rahmen für Impfstrategien so weiterzuentwickeln, dass er nicht ausschließlich auf die konkrete Situation der Coronavirus Pandemie (COVID-19) zugeschnitten bleibt, sondern auch im Falle zukünftiger Epidemien oder Pandemien unmittelbar anwendbar ist. Die Erfahrungen aus der COVID-19-Pandemie haben deutlich gemacht, dass bei neuen, rasch eskalierenden Gesundheitskrisen ein klarer, bereits bestehender und operativ nutzbarer Rechtsrahmen entscheidend ist, um zeitnah, effizient und rechtssicher handeln zu können. Die vorliegende Abänderung dient daher der präventiven Vorsorge und der Stärkung der Krisenresilienz. Der bisherige Artikel 10.1.10 bezog sich ausschließlich auf Impfungen gegen das Coronavirus (COVID-19). Durch die Abänderung wird der Anwendungsbereich erweitert auf Impfungen zur Eindämmung der Ausbreitung epidemischer oder pandemischer Infektionskrankheiten, die nicht oder situationsbedingt nicht ausreichend durch die allgemeine Impfstrategie abgedeckt sind. Damit wird klargestellt, dass der Artikel nicht auf eine konkrete Krankheit beschränkt, sondern krankheitsun-

abhängig formuliert ist und gezielt als Sonderregelung für außergewöhnliche epidemiologische Lagen dient.

Artikel 22

Mit Artikel 22 wird ein Artikel 10.1.12 (Begriffsbestimmungen) in das Dekret vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention eingefügt mit dem Ziel, die Klarheit, Verständlichkeit und einheitliche Auslegung der Bestimmungen sicherzustellen.

Artikel 23

Artikel 23 ändert 10.2 des Dekrets vom 1. Juni 2004 ab. Die in § 1 eingefügten Wortlaute präzisieren die Bedingungen der Meldepflicht. Durch die in § 2 hinzugefügten Nummern 7, 8 und 9 wird die Meldepflicht auf das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen, auf den Leiter einer Personengemeinschaft und auf den Verantwortlichen einer zeitweiligen Freizeitgestaltung ausgeweitet. Durch den Erlass der Regierung über meldepflichtige Infektionskrankheiten vom 6. Juni 2024, Artikel 4, sind diese Einrichtung und Personen zur Meldung einer meldepflichtigen Infektionskrankheit berechtigt. Durch die nun in § 2 hinzugefügten Nummern 7, 8 und 9 wird aus der Berechtigung eine Verpflichtung.

Der Zusatz in § 3 erweitert die Möglichkeit einer Meldung von einer direkten Meldung bei der Hygieneinspektion auf eine zusätzliche Möglichkeit einer Meldung über eine zur Verfügung gestellte Meldeplattform. Des Weiteren werden die verarbeiteten Daten bei einer Meldung aus diesem Paragraphen entfernt, um sie im Artikel 10.5 aufzunehmen.

Artikel 24

Artikel 24 ändert den Artikel 10.3 des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Befugnisse der Hygieneinspektion ab.

Um Infektionsketten wirksam unterbrechen zu können, benötigt die Hygieneinspektion die Möglichkeit, abhängig von der fachlichen Bewertung der gemeldeten Infektionskrankheit und deren potenzieller Ausbreitung, eine gezielte Kontaktrückverfolgung durchzuführen.

Eine Umbenennung im Titel von Artikel 10.3 ist erforderlich, um den inhaltlichen Umfang und Zweck der Bestimmung klarer und umfassender zum Ausdruck zu bringen. Der bisherige Titel „Befugnisse der Hygieneinspektion“ legte den Fokus ausschließlich auf die zuständige Behörde, während die Bestimmung tatsächlich Maßnahmen zur Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten regelt. Der neue Titel verdeutlicht daher präziser, dass es im Kern um die Maßnahmen und deren Zielsetzung im Bereich des Gesundheitsschutzes geht.

Die Ergänzung in § 1 „nach Notwendigkeit und Möglichkeit“ stellt klar, dass eine Zusammenarbeit mit dem Bürgermeister der Gemeinde, in der die Maßnahme umgesetzt werden muss, dann umgesetzt wird, wenn sie fachlich geboten und möglich ist. Damit wird dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit Rechnung getragen, wenn sie epidemiologisch geboten ist.

Die Ergänzung „zur Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten“ konkretisiert zudem den Zweck der vorgesehenen Maßnahmen. Sie stellt klar, dass diese nicht lediglich präventiver Natur sind, sondern gleichermaßen der aktiven Eindämmung bereits bestehender Infektionsgeschehen dienen können. Dies trägt zur inhaltlichen Kohärenz mit den übrigen Bestimmungen des Abschnitts bei und verdeutlicht den umfassenden Auftrag der Hygieneinspektion im Bereich des Gesundheitsschutzes.

Unter § 1 Nummer 3 wird der Anwendungsbereich der Maßnahme inhaltlich erweitert. Während sich die bisherige Fassung ausschließlich auf bereits angesteckte Personen beschränkte, die die Infektion übertragen könnten, umfasst die neue Fassung zusätzlich Personen mit einem konkreten Infektionsverdacht.

Die Abänderung dient damit der frühzeitigen Unterbrechung von Infektionsketten und ergänzt die bisherige Regelung um einen präventiven Ansatz, der insbesondere in epidemischen oder pandemischen Lagen von zentraler Bedeutung ist.

Mit der Einführung von Nummer 9 unter § 1 wird der Hygieneinspektion ausdrücklich die Möglichkeit eingeräumt, eine Kontaktrückverfolgung durchzuführen. Diese Maßnahme ist ein zentrales Instrument zur systematischen Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten, insbesondere in epidemischen oder pandemischen Lagen. Die Kontaktrückverfolgung ermöglicht es, infizierte oder vermutlich infizierte Personen sowie betroffene Personen-gemeinschaften frühzeitig zu identifizieren und bei diesen gezielt die erforderlichen Schutz- und Eindämmungsmaßnahmen zu ergreifen. Sie dient damit der frühzeitigen Unterbrechung von Infektionsketten und ergänzt die bestehenden Einzelmaßnahmen zu einem kohärenten Gesamtkonzept des Gesundheitsschutzes.

Zudem wird in diesem Artikel ein § 3 eingefügt. Dieser Paragraph ermöglicht der Hygieneinspektion, sich bei der Vorbereitung und Umsetzung besonders komplexer oder ressourcenintensiver Maßnahmen fachlich unterstützen zu lassen. Insbesondere in epidemischen oder pandemischen Lagen kann es notwendig sein, zusätzliche Expertise oder operative Kapazitäten in Anspruch zu nehmen, um Maßnahmen wirksam und zeitnah umzusetzen. Durch die Einbindung von der Regierung beauftragter Dienstleister oder Einrichtungen bleibt die Qualität und fachliche Kompetenz der Unterstützung gewährleistet, während zugleich sichergestellt wird,

dass sämtliche Maßnahmen unter der Weisungsbefugnis und Verantwortung der Hygieneinspektion erfolgen. Dadurch wird die Steuerung und Verantwortung nicht delegiert, sondern gezielt ergänzt. Die Festlegung eines Beauftragungsverfahrens durch die Regierung schafft zudem Rechtsklarheit. §3 stärkt somit die Handlungsfähigkeit der Hygieneinspektion, ohne Abstriche bei Verantwortung, Kontrolle und Qualität der Maßnahmen.

Artikel 25

Artikel 25 ändert Artikel 10.4 des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung der Befugnisse ab.

Die Umbenennung von Artikel 10.4 ist erforderlich, um den Inhalt und Zweck der Bestimmung klarer und eindeutiger widerzuspiegeln. Der neue Titel „Befugnisse zur Umsetzung der Maßnahmen zur Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten“ stellt klar, dass sich der Artikel auf konkrete Umsetzungsbefugnisse bezieht. Dadurch wird verdeutlicht, dass die Bestimmung unmittelbar der Durchführung der im vorangehenden Artikel vorgesehenen Maßnahmen dient.

Der gleiche Artikel wird um die Nummern 8 und 9 erweitert. Dies ist erforderlich, um eine wirksame, systematische und zielgerichtete Unterbrechung von Infektionsketten zu ermöglichen.

Mit Nummer 8 wird ausdrücklich festgelegt, dass die Hygieneinspektion befugt ist, das Ausbreitungsrisiko einer gemeldeten Infektionskrankheit zu bewerten. Dies umfasst insbesondere die Erhebung zusätzlicher epidemiologisch relevanter Informationen sowie die aktive Suche nach weiteren möglichen Fällen. Diese Risikoanalyse bildet eine unverzichtbare Grundlage, um zu entscheiden, ob und in welchem Umfang eine Kontaktrückverfolgung notwendig ist.

Nummer 9 konkretisiert die Befugnisse der Hygieneinspektion im Rahmen einer Kontaktrückverfolgung. Sie stellt klar, dass die Hygieneinspektion alle geeigneten Kommunikationswege nutzen kann, um rasch und effizient mit betroffenen Personen, behandelnden Ärzten sowie Personengemeinschaften in Kontakt zu treten. Die Möglichkeit des Hausbesuchs ist dabei auf Fälle beschränkt, in denen andere Kommunikationsformen nicht möglich oder nicht ausreichend sind, und dient der Sicherstellung der Effektivität der Maßnahme.

Die Erweiterung trägt dazu bei, die Kontaktrückverfolgung als strukturierte und zentrale Maßnahme der Krankheitsbekämpfung rechtlich abzusichern. Sie stärkt die Handlungsfähigkeit der Hygieneinspektion, erhöht die Rechtsklarheit und gewährleistet, dass notwendige Maßnahmen zur Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten zeitnah und koordiniert umgesetzt werden können.

Artikel 26

Artikel 26 ersetzt Artikels 10.5 des Dekrets vom 1. Juni 2004 über das Melderegister.

Die Abänderung von Artikel 10.5 verfolgt das Ziel, den rechtlichen Rahmen für die Erfassung, Verarbeitung und Nutzung personenbezogener Daten im Bereich des Infektionsschutzes zu präzisieren, zu modernisieren und an die praktischen Erfordernisse einer wirksamen Krankheitsbekämpfung anzupassen. Durch die ausdrückliche Festlegung eines elektronischen Melderegisters in §1 wird der tatsächlichen Praxis Rechnung getragen und eine effiziente, strukturierte und sichere Verarbeitung der Meldungen sowie der im Rahmen der Kontaktrückverfolgung erhobenen Daten ermöglicht. Gleichzeitig wird die Rolle der Hygieneinspektion als zentrale verantwortliche Stelle klar definiert.

Die Neufassung und Präzisierung der verarbeiteten Datenkategorien führt eine abschließende und transparente Auflistung der personenbezogenen Daten ein, die im Rahmen der Meldepflicht und der Kontaktrückverfolgung verarbeitet werden dürfen. Damit wird dem Grundsatz der Datenminimierung und Zweckbindung entsprochen und zugleich für alle Beteiligten klar ersichtlich, welche Daten zu welchen Zwecken erhoben werden können.

Die Differenzierung zwischen Daten aus den Meldungen (§2) und Daten aus der Kontaktrückverfolgung (§4) trägt zur Rechtsklarheit und Systematik des Artikels bei. Die Zwecke der Datenverarbeitung werden in §5 ausdrücklich festgelegt. Dies dient dazu, Maßnahmen zur Vorbeugung und Bekämpfung ansteckender Krankheiten gezielt umzusetzen, epidemiologische Analysen zu ermöglichen, den Informationsaustausch mit zuständigen Behörden sicherzustellen, sowie wissenschaftliche und statistische Auswertungen unter strikter Einhaltung von Anonymisierung oder Pseudonymisierung zu erlauben. Dadurch wird eine rechtssichere und verhältnismäßige Nutzung der Daten gewährleistet.

§6 präzisiert, unter Bezug von §5 Nummer 1, zu welchem Zweck die Daten aus der Kontaktrückverfolgung (§4) verarbeitet werden dürfen.

§7 trägt der Möglichkeit Rechnung, erhobene Daten, insofern sie zur Ausführung von der in den Artikeln 10.3 und 10.4 angeführten Maßnahmen und Befugnisse notwendig sind, an den Bürgermeister oder einer beauftragten Einrichtung öffentlichen Interesses weitergeleitet werden. Gleichzeitig geschieht dies unter Einhaltung der Datenschutz-Grundverordnung.

Auch wird unter §8 klargestellt, dass personenbezogene Daten unverzüglich zu löschen sind, sobald die Maßnahmen nicht mehr erforderlich sind. Eine weitere Aufbewahrung ist ausschließlich in anonymisierter oder pseudonymisierter Form und nur zu klar bestimmten Zwecken zulässig. Dies stärkt den Schutz der betroffenen Personen und stellt die volle

Einhaltung der Datenschutz-Grundverordnung sicher. Insgesamt dient die Abänderung von Artikel 10.5 dazu, den Melde- und Datenverarbeitungsprozess klarer, transparenter und zeitgemäßer zu gestalten, die Handlungsfähigkeit der Hygieneinspektion zu stärken und einen ausgewogenen Ausgleich zwischen effektivem Infektionsschutz und Datenschutz zu gewährleisten.

Artikel 28

Die Artikel 28 bis 39 zielen auf die Einfügung eines neuen Kapitels *Iiquinquies* mit der Überschrift „Elektronischer Austausch von Gesundheitsdaten“, im Dekret vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und medizinischen Prävention. Zu diesem Zweck soll eine Plattform für den elektronischen Austausch von Gesundheitsdaten anerkannt werden, was voraussetzt, dass das Ziel einer solchen Plattform sowie die Aufgaben und Maßnahmen, die zur Erfüllung dieses Ziels wahrgenommen werden müssen, definiert werden.

Der Artikel 5 §1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in Verbindung mit Artikel 4 §2 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, überträgt der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Zuständigkeit für die Gesundheitspolitik (vorbehaltlich der festgelegten Ausnahmen), für das Gebiet der Gemeinden, die in Artikel 3 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 aufgelistet sind. Der Dekretentwurf zielt darauf ab, und dies nach dem Vorbild des in der Wallonie durch ein Dekret vom 16. Oktober 2015 und in Brüssel durch eine Ordonanz vom 4. April 2019 geschaffenen rechtlichen Rahmens zur Anerkennung einer elektronischen Plattform für den Austausch von Gesundheitsdaten, auch für die Deutschsprachige Gemeinschaft einen solchen gesetzlichen Rahmen zu schaffen. Die Plattform hat zum Ziel den Austausch von Gesundheitsdaten zwischen Akteuren des Gesundheitswesens sicherzustellen. Dazu vernetzt die Plattform die Gesundheitseinrichtungen und Leistungserbringer miteinander, hostet bestimmte Gesundheitsdaten und fungiert als für die deutschsprachige Gemeinschaft zuständiger Gesundheitsdatenhub, um den Datenaustausch mit den anderen Teilgebieten des Landes zu ermöglichen. Die Plattform der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat keineswegs zum Gegenstand, den Gesundheitszustand zu prüfen, Diagnosen zu stellen oder die Behandlung einer tatsächlichen oder vermuteten Pathologiedurchzuführen. Sie zielt auch nicht darauf ab, die Qualität medizinischer Handlungen zu kontrollieren. Der Vorentwurf des Dekrets regelt weder die Zusammensetzung der allgemeinen Krankenakte des Patienten noch die diesbezügliche Kommunikation. Die Ausübung der ärztlichen Praxis wird in diesem Vorentwurf in keiner Weise geregelt und somit werden die diesbezüglichen Zuständigkeiten des Föderalstaats nicht beeinträchtigt.

Artikel 29

Der durch Artikel 29 in das Dekret vom 1. Juni 2004 eingefügte Artikel 10.22 enthält Begriffsbestimmungen und führt unter anderem die Begriffe „Plattform“, „eHealth-Plattform“, „Gesundheitsdatenhub“ und „Gesundheitstresor“ ein, um den Entwicklungen im Bereich der Verarbeitung von Gesundheitsdaten und den Fortschritten im Bereich der digitalen Gesundheit Rechnung zu tragen.

Artikel 30

Der einzufügende Artikel 10.23 legt fest, dass die Plattform und die beteiligten Akteure des Gesundheitswesens gemeinsam an der Verarbeitung von Gesundheitsdaten mitwirken und dabei die Vorgaben der Datenschutz-Grundverordnung einhalten. Er schafft eine Rechtsgrundlage für die Zusammenarbeit und verdeutlicht, dass die Verarbeitung von Gesundheitsdaten im Rahmen der Gesundheitspolitik der Deutschsprachigen Gemeinschaft erfolgen und dem öffentlichen Interesse dienen.

Artikel 31

Der durch Artikel 31 eingefügte Artikel 10.24 definiert als Ziel der Plattform die Bereitstellung der Infrastruktur zum sicheren Austausch und zur telematischen Bereitstellung von Gesundheitsdaten. Dabei handelt es sich um eine Aufgabe öffentlichen Interesses.

Artikel 32

Der vorgeschlagene Artikel 10.25 legt fest, welche Datenkategorien in der Plattform verarbeitet werden dürfen und zu welchen Zwecken diese Verarbeitung geschehen darf. Zu den Datenkategorien gehören Daten zu den Patienten und den Akteuren des Gesundheitswesens sowie technische Daten über die Nutzung der Plattform. Die Daten werden für die Gesundheitsversorgung und Diagnostik, gesundheitspolitische Zwecke, den technischen Betrieb der Plattform, die Bereitstellung für Patienten sowie für Analysen, Statistiken und Studien verarbeitet.

Artikel 33

Artikel 33 fügt einen Artikel 10.26 ein, der die Aufgaben der Plattform festlegt. Diese umfassen insbesondere die Verwaltung eines Gesundheitsdatenhub und die Bereitstellung eines Gesundheitstresors, um den sicheren und effizienten Austausch von Gesundheitsdaten zu gewährleisten.

Artikel 34

Dieser Artikel fügt einen Artikel 10.27, der die Maßnahmen festlegt, die zur Umsetzung der Aufgaben der Plattform erforderlich sind. Hierzu gehören unter anderem die Gewährleistung der Sicherheit des Gesundheitstresors und die Regelung der Zugriffs-

modalitäten, um sicherzustellen, dass die Verarbeitung sensibler Gesundheitsdaten unter Einhaltung hoher Sicherheitsstandards erfolgt.

Artikel 35

Der vorgeschlagene Artikel 10.28 regelt die Anerkennung der Plattform durch die Regierung und legt die hierfür erforderlichen Bedingungen fest.

Artikel 36

Der vorgeschlagene Artikel 10.29 enthält eine Delegation an die Regierung, um die Modalitäten einer finanziellen Unterstützung der Plattform festzulegen.

Artikel 37

Der vorgeschlagene Artikel 10.30 regelt die Aussetzung und den Entzug der Anerkennung der Plattform. Die Regierung kann bei Nichterfüllung der Anerkennungsbedingungen die Anerkennung aussetzen. Der Entzug der Anerkennung ist insbesondere bei schwerwiegenden Pflichtverletzungen möglich.

Artikel 38

Der vorgeschlagene Artikel 10.31 legt eine minimale und maximale Dauer der Verarbeitung der Daten im Gesundheitstresor im Einklang mit Artikel 35 des Gesetzes vom 22. April 2019 über die Qualität der Ausübung der Gesundheitspflege fest. Des Weiteren gilt eine spezifische Frist für die technischen Daten über die Nutzung der Plattform.

Artikel 39

Der vorgeschlagene Artikel 21 definiert, in Übereinstimmung mit der Datenschutz-Grundverordnung, die Datenverantwortlichen und Auftragsverarbeiter.

Artikel 40

Wie in den Abänderungsbestimmungen zu Kapitel II*bis* bereits erläutert, soll diese Bestimmung ermöglichen Impfdaten, die bereits vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erhoben wurden, entsprechend der durch die Artikel 10 bis 20 eingeführten und abgeänderten Bestimmungen zu registrieren und zu verarbeiten.

Artikel 40.1

Durch diesen Artikel wird das Beschwerdemanagements im Bereich des nicht dringenden Krankentransports vereinfacht.

Artikel 41.1 und 41.2

Mit der Abänderung der Artikel 39 und 41 des Dekrets über die mentale Gesundheit wird einer Bemerkung des Rechnungshofes Rechnung getragen.

Artikel 44

Durch diesen Artikel wird den Trägern der Einrichtungen eine größere Flexibilität gegeben. Die vorherige Formulierung verlangte eine genaue Einhaltung der Prozentsätze in den drei Kategorien.

Mit der neuen Formulierung können die Dienstleister auf die steigenden Anfragen der Senioren mit erhöhtem Unterstützungsbedarf eingehen. Gleichzeitig wird den Dienstleistern für die beiden übrigen Kategorien erlaubt, flexibel auf den Bedarf an Plätzen für Senioren mit geringem Unterstützungsbedarf oder Kurzaufenthalte zu reagieren. Dies ist im Sinne der Demographie.

Da kein finanzieller Anreiz besteht, von den bestehenden Vorgaben abzuweichen, kann auch künftig sichergestellt werden, dass in einem Wohn- und Pflegezentrum für Senioren weiterhin eine vielfältige Bewohnerschaft vertreten ist. So wird verhindert, dass solche Einrichtungen zu reinen ‚Sterbehäusern‘ werden. In diesem Sinne haben auch die betroffenen Einrichtungen mitgeteilt, dass sie grundsätzlich den vorherigen Vorgaben der 82-13-5%-Verteilung weiter folgen möchten.

Artikel 45

Die Anpassung der in Artikel 25 vorgesehenen Unterstützungskapazität bringt mit sich, dass die Berechnung des bewohnergezogenen Zuschusses angepasst werden muss.

Es werden weiterhin in den Verträgen eine Anzahl Belegungstage pro Kategorie festgelegt. Diese Belegungstage werden auf Grundlage der vorherigen Unterstützungskapazität von 82-13-5% berechnet. Diese ist für alle Wohn- und Pflegezentren für Senioren gleich. Auch werden für alle Wohn- und Pflegezentren für Senioren durch die Regierung gleiche Tagespauschalen pro Kategorie festgelegt.

Der bewohnerbezogene Zuschuss wird wie bisher anhand der Multiplikation der Anzahl Belegungstage pro Kategorie mit der jeweiligen Tagespauschale berechnet. Dieser errechnete Betrag darf nicht überschritten werden, auch wenn mehr Belegungstage in der erhöhten Kategorie geleistet werden.

Durch die durch Artikel 25 eingeführte Flexibilität, dass mindestens 82 % in der erhöhten Kategorie geleistet werden muss und entsprechend in den beiden anderen Kategorien weniger Belegungstage geleistet werden können, muss ergänzend zur bestehenden Berechnung festgehalten werden, wie die zusätzlich geleisteten Tage in der erhöhten Kategorie finanziert werden. In einem ersten Schritt werden die zusätzlich geleisteten Tage der erhöhten Kategorie mit der Tagespauschale der geringen Kategorie finanziert bis zum Erreichen der maximalen im Vertrag festgelegten Anzahl Belegungstage der geringen Kategorie. In einem zweiten Schritt wird die Tagespauschale der Kurzaufenthalte genutzt.

Artikel 48

Aufgrund der neuen Bestimmungen, die durch die Abänderung der Artikel 25 und 57 des Dekrets eingeführt werden, kann Artikel 100 Absatz 4 gestrichen werden.

Dieser Absatz legte auch eine gewisse Flexibilität in der Unterstützungskapazität fest, indem bis 2029 eine Überschreitung von maximal 3% der 82% in der erhöhten Kategorie ermöglicht wurde. Die neu eingeführten Bestimmungen gehen einen Schritt weiter, da die Begrenzung der Überschreitung auf 3% wegfällt und diese auch nicht mehr zeitlich begrenzt ist.

Artikel 50

Im Kontext der Inspektion der Dienstleister der Kinderbetreuung findet seit einiger Zeit verstärkt Bildmaterial Verwendung. Dienstleister stellen der Inspektion Bildmaterial zur Verfügung und dokumentieren so beispielsweise die Behebung von Verstößen, die die Inspektoren zum Zeitpunkt der Kontrolle der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse festgestellt haben, sodass oftmals auf eine ressourcenintensivere erneute Vor-Ort-Begehung zur Prüfung der Behebung der Verstöße durch die Inspektion verzichtet werden kann. Dies verbessert die Zusammenarbeit zwischen den Dienstleistern und der Inspektion und trägt zur Verwaltungsvereinfachung bei. Gleichzeitig kann es erforderlich werden, Verstöße durch das Anfertigen von Bildmaterial zu dokumentieren. Einerseits dient dieses als Nachweis, da in der Vergangenheit Dienstleister vereinzelt die ausschließlich schriftliche Beschreibung der vorgefundenen Situation im Nachgang angezweifelt haben bzw. darauf verwiesen haben, dass der beanstandete Sachverhalt bereits in der Vergangenheit bestand aber nie beanstandet wurde. Andererseits wurden vereinzelt wiederholt dieselben Beobachtungen bei einem Dienstleister gemacht, ohne dass eine dauerhafte Behebung der Verstöße vorgenommen wurde, obschon teils sogar vom Dienstleister Bildmaterial zur Dokumentation zur Behebung des Sachverhaltes bei der Inspektion nachgereicht wurde. Der Nachweis einer solchen Kontinuität ist ohne entsprechendes Bildmaterial nur schwer möglich, da schriftliche Beschreibungen aufgrund der Wortwahl immer auch einen gewissen Grad an Subjektivität beinhalten.

Hervorzuheben ist hierbei, dass es sich bei diesem Bildmaterial ausschließlich um die Dokumentation der Betreuungsräumlichkeiten und des Außenspielbereiches handelt, also jenen Bereichen, die für die betreuten Kinder und deren Erziehungsberechtigte einsehbar sind, beziehungsweise von diesen genutzt werden. Auf Personenaufnahmen ist, wenn möglich, zu verzichten. Ist dies nicht möglich, beispielsweise weil ein Kind in Anwesenheit der Inspektion demonstriert, dass es trotz vermeintlicher Sicherung in eine gefährliche Situation kommen kann, ist die

Person auf dem Bildmaterial, das dem Bericht beigefügt ist, unkenntlich zu machen.

Die vorliegende Anpassung soll somit Rechtssicherheit in beiden Sachverhalten bringen und das Anfertigen von Bildmaterial auch ohne Zustimmung des Dienstleisters durch die Inspektoren ermöglichen. Hierbei ist es erforderlich, die Mindeststandards hinsichtlich der erforderlichen Angaben bezogen auf das Bildmaterial festzuhalten und hinsichtlich der Dauer der Aufbewahrung zu regeln.

Artikel 64

Mit dem Programmdekret vom 10. Dezember 2020 wurde das Personalkataster für den nichtkommerziellen Sektor geschaffen in Umsetzung des Rahmenabkommens vom 2. Mai 2019. Das Personalkataster dient bisher ausschließlich der Regierung bzw. dem Ministerium zur Kontrolle von Anerkennungs- und Zuschussbedingungen sowie zur Erstellung von Finanzsimulationen zwecks Einschätzung der Auswirkungen von neuen dekretalen oder verordnungsrechtlichen Änderungen u.a. in Folge von Sozialverhandlungen. Seit 2023 fordern die Sozialpartner, Arbeitgeberverbände und Gewerkschaften, ebenfalls einen Zugriff auf dieses Personalkataster, um die Auswirkungen von Forderungen berechnen zu können und proaktiv auf Veränderungen im Sektor einwirken zu können. Aus Datenschutzgründen sollen die Sozialpartner ausschließlich einen anonymisierten Zugriff erhalten und aufgrund der geringen Größe von gewissen Diensten ausschließlich auf Sektorebene definiert durch die Zugehörigkeit zu einer jeweiligen paritätischen Kommission oder Unterkommission.

Artikel 65

Artikel 65 des Programmdekrets 2013 bildete bis zum 31. Dezember 2025 die Grundlage für die Gewährung jährlicher Zuschüsse an soziokulturelle Einrichtungen des nicht kommerziellen Sektors pro Vollzeitäquivalentstelle.

Mit dem vorliegenden Artikel wird ab dem 1. Januar 2026 eine Übergangsregelung eingeführt. Diese Regelung betrifft ausschließlich strukturell durch die Deutschsprachige Gemeinschaft geförderte soziokulturelle Einrichtungen des nicht kommerziellen Sektors, die im Referenzjahr 2023 einen Zuschuss gemäß Artikel 65 erhalten haben.

Der jährliche Zuschuss wird künftig nicht mehr anhand der jeweils aktuellen Anzahl der Vollzeitäquivalentstellen berechnet, sondern entspricht dem Betrag, der der betreffenden Einrichtung im Referenzjahr 2023 in Anwendung von Artikel 65 ausbezahlt wurde. Dadurch wird die bisherige Unterstützung der berücksichtigten Personalaufwendungen fortgeführt, zugleich aber die Berechnungsgrundlage vereinfacht und auf einen festen Referenzzeitpunkt bezogen.

Da die Bezuschussungssystematiken der einzelnen Ressorts sehr unterschiedlich sind, trägt eine Umwandlung der bisher gezahlten Zusatzzuschüsse in ressortspezifische Zuschüsse der Realität des Sektors mehr Rechnung.

Artikel 66 und 67

Im Sinne der Vereinheitlichung mit anderen verwandten Bereichen wie den Wohn-, Begleit- und Pflegestrukturen für Senioren wird ein Sicherheitsbescheid des Bürgermeisters eingefügt, der sich auf das Brandschutzgutachten des zuständigen Feuerwehrdienstes beruft und eine Frist für die maximale Gültigkeit des Sicherheitsbescheides festgelegt.

Darüber hinaus erhalten Bestimmungen, die bisher in der Leitlinie B13-1.0/2016 der DSL zum Brandschutz festgehalten wurden, durch das Einfügen in das Dekret über die Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens eine gesetzliche Grundlage.

Artikel 68

Die in Artikel 16 §2 Absatz 1 und 2 vorgesehene Ausnahmeregelung wurde durch den Wegfall der Beratungsbescheinigung, welche im ehemaligen Art. 15 §2 vorgesehen war, ungewollt aufgehoben. Eine Palliativpflegesituation kann einen kurzfristigen Einzug in ein Wohn- und Pflegezentrum für Senioren (WPZS) erforderlich machen und erlaubt keine sachgerechte Beantwortung der Fragen des BelRAI-Screeners

Die in §2 Absatz 3 vorgesehene Abänderung, zielt darauf ab, dass bei Bedarf die Einstufung mittels BelRAI Screeners von Senioren, die sich vor dem Einzug in ein WPZS außerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft befinden, beispielsweise in einem Krankenhaus in einem anderen Teilstaat, nach dem Einzug in ein WPZS in der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor Ort im direkten Kontakt mit der Person durchgeführt wird.

Artikel 69

Seit der Umwandlung der DSL in einen Dienst mit getrennter Geschäftsführung ist die DSL Teil der Gesamtorganisation des Ministeriums. Aus diesem Grund ist es nicht mehr erforderlich zusätzlich zu dem Vertreter des Dienstes ebenfalls Vertreter anderer Fachbereiche des Ministeriums in den Verwaltungsausschuss zu bestellen.

Artikel 70

Es wird auf die Erläuterungen zu den Artikeln 66 und 67 verwiesen.

Artikel 71 bis Artikel 74

Die derzeitigen rechtlichen Rahmenbedingungen des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt verpflichten die Träger der Sprach- und Integrationskurse zur

Aufrechterhaltung ihrer Anerkennung eine kostenlose Kinderaufsicht zu gewährleisten, d.h. das Angebot bzw. die Gewährleistung einer kostenlosen Kinderaufsicht ist eine dekretale Anerkennungsbedingung. Diese Anerkennungsbedingung – sowohl die Gewährleistungspflicht als auch die Verpflichtung zur Kostenlosigkeit – soll durch die vorgesehenen Änderungen im o.e. Dekret vom 11. Dezember 2017 entfallen.

Dies begründet sich aus mehreren Faktoren:

- Es handelt sich um einen inklusiveren Ansatz in der Kinderbetreuung, der auch durch frühzeitige Kontakte und die Inanspruchnahme allgemeiner Dienstleistungen Hemmschwellen zwischen sozialen Gruppen abbauen soll. Segregative Angebote können – z.B. im Kontext der eigentlichen Sprach- und Integrationskurse – sinnvoll sein und somit eine Daseinsberechtigung haben, in anderen Kontexten – wie der heutigen Kinderaufsicht – sind diese auch aus fachlicher Sicht hingegen weniger geeignet, integrationsfördernd zu wirken;
- Durch die Abschaffung eines Parallelsystems der Kinderaufsicht wird auf die aktuell erforderlichen Abweichungen der Kinderaufsicht im Vergleich zum System der Kinderbetreuung verzichtet. Künftig werden gleiche Rahmenbedingungen und Qualitätsstandards für alle betreuten Kinder in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Anwendung finden;
- Der aktuelle Anbieter der Sprach- und Integrationskurse kann sich somit erneut auf die dekretal festgelegten Kernaufgaben im Bereich der Sprach- und Integrationskurse fokussieren. Die Organisation und die Aufrechterhaltung einer Kinderaufsicht erfordern die notwendige Expertise auf dem Gebiet. Dieses professionelle Umfeld ist auch mit Blick auf die Vulnerabilität der Kinder aufgrund der Migrationserfahrungen und der Situation in der Herkunftsregion relevant;
- Zuletzt ermöglicht diese Anpassung eine weitere Verwaltungsvereinfachung, sowohl für die Verwaltung als auch für den Dienstleister (keine Vertragsausarbeitung, keine separate Abrechnung und Zuschussakte, kein zusätzlicher Begleitausschuss, etc.);
- Hieraus folgt eine effizientere Gestaltung von Prozessen, indem Synergien mit erfahrenen Akteuren der Kinderbetreuung geschaffen werden, sowie ein effizienterer Einsatz der Mittel (Personal-, Funktions-, Mietkosten), indem bereits vorhandene Ressourcen (Personal, Räume, Plätze) bei anerkannten Dienstleistern genutzt werden.

Ab dem 1. Februar 2027 wird somit erforderlich, dass die betroffenen Teilnehmer des Integrationsparcours regulär einen Kinderbetreuungsplatz beantragen.

Für die bezuschussten Dienstleister (ZKB, VoG Kleinkinder Ostbelgien, VoG Bambuschkitz) erfolgt die Antragstellung über das Onlineportal. Die Priorisierungskriterien in der Platzvergabe finden Anwendung. Die Kostenbeteiligung berücksichtigt das tatsächliche Einkommen des Haushaltes, sie trägt somit der realen finanziellen Situation der Familien Rechnung. Somit profitieren alle einkommensschwachen Familien in der DG, egal ob sie Teilnehmer des Integrationsparcours, arbeitssuchend, o. A. sind, in diesem System gleichermaßen von den gleichen niedrigen Beitragssätzen.

Für selbstständige Dienstleister (STM und Co-STM) erfolgen Anfragen zumeist über Telefon/Mail. Es gelten keine Priorisierungskriterien. Die Dienstleister legen die Kostenbeteiligung eigenständig fest. Für einkommensschwache Familien, die eine Betreuung bei einem selbstständigen Dienstleister in Anspruch nehmen, gibt es ebenfalls Kostenvergünstigungen, in dem die DG einen Großteil der Kosten in Form eines Zuschusses an die Tagesmutter übernimmt.

Eine weitere Ergänzung zu dem Portfolio der Kinderbetreuung, das den Teilnehmern des Integrationsparcours offensteht, bilden die Kinderhorte. Diese bieten punktuelle Betreuung zu günstigen Tarifen (es besteht die rechtliche Verpflichtung eines Sozialtarifes). Sowohl in Eupen als auch in Kelmis, zwei Standorten des Integrationsparcours, gibt es das Angebot eines Kinderhortes (Frauenliga/Haus der Familie und Viertelhaus CAB/Cardijn).

Um einen reibungslosen Übergang in das System der Kinderbetreuung zu ermöglichen, werden gezielte Absprachen zwischen dem anerkannten Träger des Integrationsparcours, dem Referenzzentrum sowie den Dienstleistern der Kinderbetreuung stattfinden, um die Antragstellung für die betroffenen Teilnehmer des Integrationsparcours so einfach wie möglich zu gestalten und ihnen bei Fragen zu helfen.

Artikel 77

Die in Folge der BVA-Reform im Jahr 2018 eingefügte Möglichkeit des Abschlusses von Konventionen zwecks Erhalts von Zuschüssen für die strukturelle Förderung umgewandelter BVA-Stellen wird aufgehoben und bei Bedarf anhand von Zuschüssen für besondere Projekte kompensiert. Die unterschiedliche Bezuschussung der Einrichtungen, die ein Resultat der damaligen Regeln zur Beschäftigungsunterstützung ist, ist aus Bildungssicht ungerechtfertigt. Die Projekte, die damals bezuschusst wurden, sind teilweise eingestellt worden. Zudem haben verschiedene damalige Mitarbeitende oder „Nachgänger“ inzwischen andere Aufgaben übernommen oder die Einrichtungen verlassen. Die entsprechenden Mittel werden gleichermaßen unter den zwölf geförderten Erwachsenenbildungseinrichtungen aufgeteilt.

Artikel 78

Artikel 43.3 des Dekrets vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft regelt die Auszahlung der Zuschüsse von Literaturveröffentlichungen. Mit der vorliegenden Abänderung wird beabsichtigt, eine bessere Handhabung über den Zuschuss zu erlangen und zeitintensives Nachfragen nach Belegen zu vermeiden. Eine 80/20-Regelung wird in der Regel auch bei Europäischen Fördergeldern angewandt und seit 2025 bei den besonderen Kulturprojekten, Kulturprojekten Jugendlicher und den Stipendien. Mit der vorgeschlagenen Regelung können die Projektträger zum einen den großen Teil der Projektkosten stemmen und zum anderen hat der Projektträger eine zusätzliche Motivation, die entsprechenden Belege zeitnah nach Projektende einzureichen.

Artikel 79

Es besteht bisher keine dekretale Grundlage, um Zuschüsse für Jubiläen abzusagen, wenn diese nicht im gleichen Jahr beantragt werden. Im Prinzip könnte jeder Verein ein Jubiläum „nachfeiern“ und den Zuschuss erhalten.

Artikel 80

Die Frist zur Anschaffung von Ausrüstungsgegenständen und Einreichen der Belege soll nur einmalig verlängert werden, da die Mittel sonst weiterhin blockiert werden. Antragsteller können den Antrag erneut einreichen, sollten sie weder Frist noch Verlängerung der Einreichfrist einhalten.

Artikel 81

Bei Restaurierungsmaßnahmen in Anwendung des Dekrets vom 20. Februar 2017 zum Schutz des beweglichen Kulturgutes von außerordentlicher Bedeutung wurde bisher keine Gültigkeit der Genehmigung festgehalten. Um kohärent zu den Denkmalgenehmigungen (im Denkmalschutzdekret in Art. 13 §5 Absatz 2) zu sein und da es auch hier inhaltlich sinnvoll ist, soll eine Gültigkeit von 2 Jahren ab Ausstellung vorgesehen werden.

Artikel 86

Die kreativen Ateliers sind verpflichtet, Fachpädagogen einzustellen, um die Qualität der Kurse zu garantieren. Neben Fachpädagogen benötigt ein kreatives Fachatelier Personal, das administrative Aufgaben übernimmt. Dieses sollte mindestens die Qualifikationen haben, die das Personal eines kreativen Ateliers vorweisen muss.

Artikel 87

Durch diese Artikelanpassung wird Kohärenz im Umgang mit Leumundszeugnissen zu folgenden Dekreten geschaffen:

- Dekret vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten
- Sportdekret vom 19. April 2004

Bisher mussten die geförderten Jugendeinrichtungen einmalig bei Einstellung den Auszug aus dem Strafregister einreichen.

Um zu verhindern, dass Straftaten, die nach Einstellung eines Jugendarbeiters begangen wurden, entsprechend geahndet wurden und den Umgang mit Minderjährigen untersagen, nicht systematisch den Arbeitgebern mitgeteilt werden, ist eine jährliche Abfrage durch den Arbeitgeber zwingend erforderlich.

Mit dieser Änderung des Jugenddekrets wird Kohärenz im Umgang mit Leumundszeugnissen zu weiteren Arbeitgebern des soziokulturellen Sektors geschaffen.

Artikel 88

Durch diese Artikelanpassung wird Kohärenz im Umgang mit Leumundszeugnissen zu folgenden Dekreten geschaffen:

- Dekret vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten
- Sportdekret vom 19. April 2004

Darüber hinaus wies die AG Leuchtturm darauf hin, dass im Fachjargon nicht mehr die Rede von "sexueller Gewalt", sondern von „sexualisierter Gewalt“ ist.

Sexuelle Gewalt ist jede Form der sexuellen Penetration, sexualisierte Gewalt hingegen umfasst jede Form von unerwünschtem sexuellem Kontakt.

Artikel 89

Die AG Leuchtturm weist darauf hin, dass im Fachjargon nicht mehr die Rede von "sexueller Gewalt", sondern von „sexualisierter Gewalt“ ist.

Sexuelle Gewalt ist jede Form der sexuellen Penetration, sexualisierte Gewalt hingegen umfasst jede Form von unerwünschtem sexuellem Kontakt.

Artikel 90

Durch diese Änderung im Mediendekret wird verdeutlicht, dass die über den Artikel 92 eingeführte Meldepflicht für alle Anbieter von Mediendiensten gilt.

Artikel 91

Die Bestimmungen in Artikel 7 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und Kinovorstellungen (im Folgenden „Mediendekret“) gelten für alle Anbieter von Mediendiensten, d.h. für nicht-wirtschaftliche sowie wirtschaftliche Mediendienste.

Die Artikel XII.19 und XII.20 des Wirtschaftsgesetzbuches wurden mit dem Gesetz vom 21. April 2024, zur Durchführung der Verordnung (EU) 2022/2065 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG, zur Abänderung von Buch XII und Buch XV des Wirtschaftsgesetzbuches und zur Abänderung des Gesetzes vom 17. Januar 2003 über das Statut der Regulierungsinstanz des belgischen Post- und Telekommunikationssektors¹ aufgehoben beziehungsweise ersetzt. Der Verweis auf diese Artikel wird dementsprechend in Artikel 7 §3 gestrichen.

Artikel 92

Artikel 8 des Mediendekretes verpflichtet private Mediendienstanbieter für jeden Mediendienst, den sie anzubieten beabsichtigen, einer Meldepflicht beim Medienrat nachzukommen. Der Medienrat bestätigt den Empfang der Meldung. Der Anbieter darf die Tätigkeit frühestens am Tag nach dem Empfang dieser Bestätigung aufnehmen. Die Praxis zeigt jedoch, dass zahlreiche Anbieter diese Meldung erst zu einem Zeitpunkt vornehmen, zu dem sie ihre Tätigkeit bereits aufgenommen haben und somit ihre wirtschaftliche Aktivität nachweisen können. Um dieser tatsächlichen Gegebenheit Rechnung zu tragen, wird Artikel 8 §1 dahingehend präzisiert. Dadurch ist es privaten Mediendienstanbietern künftig nicht mehr ausdrücklich untersagt, ihre Tätigkeit bereits vor der Meldung beim Medienrat aufzunehmen.

Derzeit unterliegen ausschließlich wirtschaftliche Mediendienste gemäß Artikel 8 einer Meldepflicht gegenüber dem Medienrat. Künftig sollten auch nicht-wirtschaftliche Mediendienste verpflichtet werden, eine Meldung mit Mindestangaben gemäß der Richtlinie 2010/13/EU über audiovisuelle Mediendienste abzugeben, damit der Medienrat die in Artikel 7 §2 vorgesehenen Verpflichtungen wirksam überprüfen kann. Durch das Hinzufügen eines neuen §1.1 wird also die Überprüfung erleichtert, die der Medienrat bereits derzeit in der Praxis durchführt.

Artikel 93

Durch das Programmdekret 2025 vom 23. Februar 2025 wurde das Dekret vom 17. November 2008 zur Schaffung eines Beirates für Familien- und Generationenfragen aufgehoben. Folglich kann dieser Beirat nicht länger ein Mitglied im Beirat für Mediendienste entsenden. Daher wird eine entsprechende Korrektur im Mediendekret vorgenommen.

Artikel 98

Durch diesen Artikel wird Artikel 8 des Sportdekret vom 19. April 2004 geändert.

Durch die Anpassung von Absatz 3 Nummer 5 soll die Rolle des Dachverbands als beratendes Organ für alle anerkannten Organisationen im Sport in der

Deutschsprachigen Gemeinschaft gestärkt werden. Die Aufgabe gehört zu den Kernaufgaben des Dachverbandes. Der Dachverband soll hier proaktiver vorgehen, was ebenfalls im neuen Geschäftsführungsvertrag (2027-2028) verdeutlicht werden soll.

Der bisherige Absatz 3 Nummern 9 und 10 wird aufgehoben, da das Dekret vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport durch ein neues Dekret mit Inkrafttreten am 1. Januar 2027 ersetzt werden wird und diese Aufgabe nicht mehr durch den Dachverband ausgeführt werden darf.

Die bisherige Nummer 9 wird ersetzt durch eine weiteren Auftrag an den Dachverband: Mittel- und langfristig wird der Dachverband mit der Ausarbeitung und Implementierung eines Rahmenkonzeptes zur langfristigen sportlichen Entwicklung der Sportvereine und Sportfachverbände im organisierten Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt. Die Kernmerkmale dieses Rahmenkonzeptes müssen wissenschaftlich anerkannt sein. Als Beispiel kann das "Long Term Athlete Development (LTAD)- Konzept" genannt werden.

Angesichts der Überarbeitung des Dopingdekretes wird die Formulierung der bisherigen Nummer 10 ersetzt. Der Dachverband hat die Aufgabe, in Absprache mit der NADO die Präventionsarbeit zu planen und umzusetzen.

Artikel 99

Durch die Abänderung von Artikel 16 des Sportdekrets soll vermieden werden, dass es zu einer Doppelbezuschussung mit Projekten, die bereits über Artikel 26 bezuschusst wurden, kommt. In der Vergangenheit wurden bei der Beantragung des Funktionszuschusses der Sportfachverbände immer wieder Projekte aufgeführt, für welche ein Mitgliedsverein des Sportfachverbandes bereits einen Zuschuss über Artikel 26 erhalten hatte.

Zudem wird ein neuer §3 eingeführt, mit dem eine rechtliche Grundlage geschaffen werden, die es den Sportfachverbänden ermöglicht, einen Aktionsplan zur Verbandsentwicklung in Anlehnung an Artikel 8 Absatz 3 Nummer 9 bei der Regierung einzureichen.

Artikel 100

Durch diesen Artikel wird eine Anpassung der Bezuschussungssätze vorgenommen, um die Rolle der lokalen Sporträte in den Gemeinden zu stärken und um der Kostenentwicklung für die Organisation der Sportlagerwochen entgegenzuwirken.

Artikel 101

Dieser Artikel enthält eine technische Anpassung, die aufgrund der veränderten Gesetzgebung für Gesellschaften und Vereinigungen notwendig ist.

Artikel 102

Durch die Abänderung von Artikel 22 §5 des Sportdekrets soll die rechtliche Grundlage geschaffen werden, um Sportler zu sanktionieren, die gegen den von der Regierung festgelegten Verhaltenskodex verstoßen haben. In dem Fall wird die Summe der gezahlten Zuschüsse ab Zeitpunkt des nachgewiesenen Verstoßes zurückgefordert.

Artikel 103

Durch diesen Artikel werden die Bezuschussungssätze der einzelnen Kategorien im Zuge der Kostenentwicklung für die Organisation der Sportlager angepasst.

Artikel 129

Durch diesen Artikel wird Artikel 19 des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung abgeändert, damit neben Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und gemeinnützigen Stiftungen mit Sitz im deutschen Sprachgebiet auch Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und gemeinnützige Stiftungen mit einer Niederlassungseinheit auf dem deutschen Sprachgebiet in den Anwendungsbereich des Zuschusses für projektgebundene AktiF- und AktiF PLUS-Stellen fallen können.

Ausschlaggebend ist der Ort der Ausführung der Tätigkeiten, die ein AktiF- oder AktiF PLUS-Berechtigter ausführt. Befindet sich die Niederlassungseinheit auf dem Gebiet der deutschen Sprache sollten diese mittels eines besonderen Zuschusses gefördert werden, vorausgesetzt alle anderen Bedingungen sind erfüllt.

Artikel 139

Durch diesen Artikel wird der Tatsache Rechnung getragen, dass die Inhalte des Artikel 46 §4 des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung im Artikel 24 des Erlasses der Regierung vom 22. August 2024 zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung aufgeführt sind. Der §4 kann somit aufgehoben und der §7 entsprechend angepasst werden.

Artikel 143

Artikel 19 des Denkmalschutzdekret sieht vor, dass die Regierung ein Verzeichnis für Kleindenkmäler und andere bedeutende Gebäude führt. Es wurden jedoch bereits in den Jahren vor Inkrafttreten des Denkmalschutzdekretes Verzeichnisse erstellt. Das Denkmalschutzdekret sah damals keine entsprechende Übergangsbestimmung oder automatische „Legitimierung“ dieser Verzeichnisse vor. Dies soll nun nachgeholt werden.

Artikel 144 bis 147

Das Tourismusdekret sieht Einstufungen vor für Hotels, Ferienwohnungen und Bed&Breakfast. Aber nur für Hotelbetriebe sind diese noch relevant. Für alle anderen Kategorien zählen die Gästebewertungen, so dass Einstufungen für andere Betriebe als Hotels nicht mehr beantragt werden können.

Artikel 148

Im Rahmen einer umfassenden Reform müssen die touristischen Informationsstellen mittelfristig reduziert werden, dafür aber professioneller und zukunftsfähiger aufgestellt sein. Hintergrund ist ein verändertes Konsumentenverhalten: Die Gäste finden die touristische Information in erster Linie über mobile Endgeräte, fragen vor Ort aber vermehrt Dienstleistung, Beratung und Inspiration ab. Der Artikel des Programmdekretes soll es den aktuellen Trägern ermöglichen, im Rahmen eines Pilotprojektes die touristischen Informationsstellen zukunftsfähig aufzustellen.

Artikel 152

Artikel 28 des Tourismusdekrets sieht vor, dass die Inspektion ein Protokoll erstellt und die Akte dem zuständigen Gericht übermittelt, wenn eine touristische Unterkunft auch nach Auferlegung einer administrativen Geldbuße weiterhin entgegen den Bestimmungen des Dekrets oder seiner Ausführungserlasse betrieben wird, ohne dass die festgestellten Missstände behoben wurden. Das zuständige Gericht kann in diesem Fall die Schließung des Betriebs beziehungsweise die Räumung des Geländes anordnen.

Diese Bestimmung ist auf Fälle zugeschnitten, in denen ein zuvor festgestellter Missstand fortbesteht und trotz administrativer Geldbuße nicht behoben wird. Die wiederholte Verweigerung einer Inspektion weist jedoch eine Besonderheit auf: Sie stellt zwar ebenfalls einen Verstoß gegen die Verpflichtungen des Betreibers dar, führt aber nicht zwingend zu einem materiellen Missstand, der im Sinne der bisherigen Formulierung „behooben“ werden könnte. Vielmehr verhindert die Verweigerung gerade, dass die Inspektion überprüfen kann, ob die touristische Unterkunft den geltenden Anforderungen entspricht.

Durch die Abänderung wird klargestellt, dass auch die wiederholte Verweigerung der Durchführung einer Inspektion, sofern zwischenzeitlich keine Inspektion durchgeführt werden konnte, ein Vorgehen wie im bisherigen Artikel 28 rechtfertigen kann. Damit wird eine Lücke in der bestehenden Strafbestimmung geschlossen. Betreiber sollen sich der Kontrolle nicht dadurch entziehen können, dass sie die Inspektion wiederholt verweigern und dadurch die Feststellung etwaiger Missstände unmöglich machen.

Die Abänderung wahrt zugleich die Verhältnismäßigkeit, da nicht jede einzelne Verweigerung automatisch zur Übermittlung der Akte an das zuständige Gericht führt. Erfasst wird nur die wiederholte Verweigerung der Inspektion nach Auferlegung einer administrativen Geldbuße oder strafrechtlichen Strafe, ohne dass die Inspektion zwischenzeitlich die Möglichkeit hatte, die Kontrolle tatsächlich durchzuführen. Der Lesbarkeit halber wird Artikel 28 Absatz 1 vollständig ersetzt und neu strukturiert, wobei lediglich Nummer 2 die hiervoor beschriebene Neuerung bildet.

Artikel 153 und 154

Diese Artikel passen Buch I des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung an, um die für die Digitalisierung der Verfahren erforderlichen Bestimmungen aufzunehmen, insbesondere hinsichtlich der Modalitäten der elektronischen Kommunikation, des Datenschutzes, der Aufbewahrungsfristen für Dokumente und der Berechnung von Fristen.

Artikel D.I.13 desselben Gesetzbuchs legt die Bedingungen fest, unter denen Mitteilungen auch auf elektronischem Wege erfolgen können. Die Regierung wird beauftragt, die Liste der von ihr anerkannten elektronischen und nicht elektronischen Methoden festzulegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

Artikel 155

Artikel 155 fügt einen neuen Artikel D.I.13.1 in das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung ein. Diese Bestimmung regelt die Verarbeitung personenbezogener Daten im Zusammenhang mit der Bearbeitung und Verwaltung städtebaulicher Anträge, Genehmigungen, Beschwerden und Verfahren, einschließlich Beteiligung der Behörden, Archivierung der Akten sowie Datenschutzanfragen gemäß der europäischen Datenschutz-Grundverordnung.

§1 bestimmt zunächst, wer für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich ist. Als Verantwortliche im Sinne von Artikel 4 Nummer 7 der Datenschutz-Grundverordnung gelten je nach Aufgabenverteilung die Regierung oder die Gemeinden. Die Regierung ist verantwortlich, wenn sie selbst zuständige Behörde ist, als Beschwerdeinstanz entscheidet oder Anträge auf Erklärung der Übereinstimmung bestehender Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht bearbeitet. Die Gemeinden sind verantwortlich, wenn sie als zuständige Behörde über die betreffenden Anträge befinden. Außerdem wird ausdrücklich festgelegt, dass die erhobenen Daten ausschließlich zur Erfüllung der gesetzlichen oder dekretalen Aufgaben in Zusammenhang mit diesen Verfahren verwendet werden dürfen.

§2 legt die Zwecke der Datenverarbeitung fest. Er stellt klar, dass nur personenbezogene Daten von Personen verarbeitet werden, die u.a. einen Antrag

auf eine städtebauliche Bescheinigung, eine Städtebau-, Teilungs- oder Erschließungsgenehmigung stellen oder die sich im Rahmen einer öffentlichen Untersuchung oder Projektankündigung durch Beschwerden oder Stellungnahmen an dem Verfahren beteiligen. Anschließend werden die einzelnen Verarbeitungszwecke aufgezählt. Diese reichen von der Einreichung, Registrierung und Vollständigkeitsprüfung der Anträge über deren Bearbeitung und Entscheidung bis hin zur Einholung von Gutachten, zur Durchführung öffentlicher Untersuchungen, zur Bearbeitung von Beschwerden, Verlängerungs- oder Änderungsanträgen sowie zur Archivierung und Rückverfolgbarkeit der Akten. Der Paragraph stellt somit sicher, dass die Datenverarbeitung nur für klar bestimmte Verfahrenszwecke erfolgen darf.

§3 regelt, an wen personenbezogene Daten weitergegeben werden dürfen. Die Daten dürfen an die Regierung oder die zuständige Gemeinde sowie an jene Behörden, Dienststellen, Ausschüsse und Kommissionen übermittelt werden, deren Stellungnahme, Gutachten oder Beschluss nach dem Gesetzbuch erforderlich ist. Eine solche Weitergabe ist nur zulässig, soweit sie für die Erfüllung der jeweiligen gesetzlichen oder dekretalen Aufgaben erforderlich ist. Die Weitergabe an Dritte wird demgegenüber ausdrücklich begrenzt. Sie ist nur erlaubt, wenn sie über §3 hinaus gesetzlich oder dekretal vorgesehen ist oder im Rahmen eines Gerichts- oder Verwaltungsverfahrens erfolgt. Dabei bleiben stets die Grundsätze der Rechtmäßigkeit, Notwendigkeit und Verhältnismäßigkeit zu beachten.

§4 bestimmt die Kategorien personenbezogener Daten, die verarbeitet werden dürfen. Erfasst werden insbesondere die Identifizierungs- und Kontaktdaten der Antragsteller, da während des Bearbeitungsverfahrens und die Gültigkeitsdauer der Genehmigung die verantwortlichen Bauherren als Ansprechpartner bekannt sein müssen; die für die Projektanalyse erforderlichen Kataster- und Städtebaupangaben, da die genaue Lage des von den Handlungen und Arbeiten betroffenen Guts in ihrem rechtlichen Kontext genau zugeordnet werden können; die technischen Unterlagen und Belege sowie die Identifizierungsdaten der Personen, die diese Unterlagen erstellt haben, in den Fällen in denen die Anträge nur unter Hinzuziehung eines Architekten oder Projektautors eingereicht werden dürfen oder ein solcher freiwillig hinzugezogen ist, ist es erforderlich den unmittelbaren Kontakt für technische Rückfragen zu kennen. Außerdem sieht die Gesetzgebung vor, dass diese zur Mitteilung gewisser Verfahrensschritt unmittelbar angeschrieben werden, wie z.B. in Art. D.IV.33 §1 („Binnen zwanzig Tagen nach Eingang des eingesandten Antrags auf Genehmigung bzw. auf Städtebaubescheinigung (...) Eine Abschrift wird dem Projektautor übermittelt“). Ebenfalls verarbeitet werden dürfen die Daten der Kontaktpersonen und Beteiligten, die den Antrag bearbeiten, sowie die Daten der Personen, die an einer öffentlichen Untersuchung teilnehmen. Die Erfassung der Mitarbeiter muss erfolgen, um die konkre-

ten Ansprechpartner und verantwortlichen Aktenbearbeiter während der laufenden Prozeduren zu kennen. Ebenso gehört es zum Standard, dass Personen, die sich im Rahmen von Bekanntmachungsmaßnahmen zu einem Vorhaben äußern nachgehalten werden, damit die Betroffenheit dieser Personen z.B. in Hinsicht der Lage des Projekts auf ihre Immobilie hin korrekt nachvollzogen und bewertet werden kann. Die Regierung wird ermächtigt, diese Datenkategorien näher zu präzisieren. Dadurch wird der gesetzliche Rahmen festgelegt, ohne dass jede einzelne technische Datenart bereits im Dekret abschließend aufgezählt werden muss.

§5 legt die Aufbewahrungsfristen fest. Für Daten, die ausschließlich der Erstellung, Verwaltung, Sicherung oder Nutzung eines Anwenderkontos auf einer elektronischen Plattform dienen, gilt eine gesonderte Frist: Sie werden grundsätzlich nur so lange gespeichert, wie das Konto aktiv ist, und spätestens fünf Jahre nach Schließung oder letzter Nutzung gelöscht. Eine längere Speicherung bleibt möglich, wenn sie etwa zur Sicherheit der Plattform, zur Geltendmachung von Rechten oder aufgrund von Pflichten im Bereich Archivwesen erforderlich ist. Für die übrigen personenbezogenen Daten verweist die Bestimmung auf die in Artikel D.IV.32.2 vorgesehenen Aufbewahrungsfristen. Nach Ablauf dieser Fristen sind die Daten zu vernichten.

§6 ermächtigt die Regierung schließlich, gegebenenfalls die erforderlichen Sicherheitsmaßnahmen für die Verarbeitung personenbezogener Daten festzulegen.

Artikel 156

Dieser Artikel ersetzt Artikel D.IV.32 desselben Gesetzbuchs, um die Einreichungsmodalitäten für Genehmigungsanträge und Städtebaubescheinigungen zu präzisieren und an die langfristige Digitalisierung der Verfahren anzupassen.

Paragraf 1 übernimmt weitestgehend die bestehenden Absätze 1 und 2, die festlegen, dass Anträge je nach Zuständigkeit beim Gemeindegremium oder bei der Regierung einzureichen sind, entweder per Einsendung oder durch Abgabe gegen Hinterlegungsbescheid.

Paragraf 2 ermächtigt die Regierung, die verpflichtende elektronische Einreichung sowie deren Modalitäten festzulegen.

Allerdings bleibt für Vorhaben ohne Architektenpflicht die Einreichung in Papierform möglich, denn im Rahmen der Digitalisierung von städtebaulichen Genehmigungen und Bescheinigungen ist es wichtig, jegliche digitale Kluft zu vermeiden. Dieser Artikel gewährleistet daher, dass für Antragsteller, die nicht die professionelle Hilfe eines Architekten in Anspruch nehmen müssen und die eventuell nicht über die erforderlichen digitalen Werkzeuge oder Kompetenzen verfügen, weiterhin die Möglichkeit

besteht, Anträge auf Genehmigungen in Papierform einzureichen.

Artikel 157

Dieser Artikel fügt einen neuen Artikel D.IV.32.1 in das Gesetzbuch ein, der festhält, dass bei elektronischer Einreichung sämtliche weiteren Verfahrensschritte ebenfalls elektronisch vorzunehmen sind und dass eventuell geforderte Kopien entfallen. Dies soll die Kontinuität des elektronischen Verfahrens gewährleisten, wenn der ursprüngliche Antrag elektronisch eingereicht wurde. Es wird vorgesehen, dass mit dem Antrag verbundene Anträge, wie unter anderem Beschwerden, Änderungsanträge, Verlängerungsanträge und Einreichung der Unterlagen nach Durchführung der Arbeiten auf demselben Weg eingereicht und bearbeitet werden, um das Nebeneinanderbestehen von parallelen papierbasierten und digitalen Verfahren zu vermeiden und die Nachverfolgbarkeit der Verfahren zu verbessern.

Artikel 158

Dieser Artikel fügt einen neuen Artikel D.IV.32.2 in das Gesetzbuch ein, der bestimmt, dass Genehmigungen und zugehörige Unterlagen dauerhaft aufbewahrt werden, während Antragsunterlagen einer Aufbewahrungsfrist von vierzig Jahren unterliegen.

Genehmigungen, die für deren Erteilung maßgeblichen Bescheide sowie die diesen beigefügten Pläne werden auf unbestimmte Zeit aufbewahrt. Diese Unterlagen betreffen Verwaltungsentscheidungen mit unbefristeter Gültigkeit und besitzen einen dauerhaften rechtlichen und historischen Wert.

Die Frist der vierzig Jahre für die Antragsunterlagen ist durch die Notwendigkeit gerechtfertigt, die Historie der städtebaulichen Entscheidungen zu bewahren. Die vierzig Jahre sind eine Kombination aus der Bearbeitungsfrist der Anträge, der Durchführungsfrist der Arbeiten (5 Jahre verlängerbar auf 7 Jahre) und der in Artikel D.VII.1bis §1 bestimmten allgemeinen Frist der unwiderlegbaren Übereinstimmungsvermutung. Nach Ablauf von dreißig Jahren nach Fertigstellung der Handlungen und Arbeiten wird unwiderlegbar vermutet, dass die ohne Genehmigung oder unter Missachtung derselben durchgeführten Handlungen und Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht im Einklang stehen. Die Nachvollziehbarkeit der Antragsunterlagen verliert damit ihren Gegenstand, da die Arbeiten ja spätestens zu diesem Zeitpunkt als konform gelten.

Diese Aufbewahrungsfristen stehen in einem angemessenen Verhältnis zu den verfolgten Zielen und entsprechen den Grundsätzen der Datenschutz-Grundverordnung.

Zielsetzung der neugefassten Bestimmung ist die Vereinfachung, Vereinheitlichung und Digitalisierung der Verfahren unter Wahrung der Zugänglichkeit.

Artikel 159

Dieser Artikel ermächtigt die Regierung, die Modalitäten und Bedingungen für die elektronische Übermittlung der im Rahmen von Genehmigungsverfahren erforderlichen Stellungnahmen und Gutachten festzulegen. Er zielt darauf ab, die Kohärenz des Digitalisierungsprozesses sicherzustellen, auch im Austausch zwischen Behörden und Beratungsgremien.

Artikel 160

Dieser Artikel ermächtigt die Regierung, den Zeitpunkt festzulegen, ab dem Genehmigungsanträge und Anträge auf städtebauliche Bescheinigungen auf elektronischem Weg eingereicht werden können.

Paragraf 2 ermöglicht es der Regierung außerdem, im Hinblick auf eine schrittweise und sichere Umsetzung der Regelung dieses Datum im Rahmen von Pilotphasen anzupassen, indem die Auswirkungen der Digitalisierung je nach zuständiger Behörde auf bestimmte Gebiete oder bestimmte Antragsarten beschränkt werden. Damit wird die Möglichkeit geschaffen, die zeitliche Staffelung gemäß den von der Regierung festzulegenden Modalitäten sicherzustellen.

Diese vorübergehende Koexistenz zwischen Anträgen in Papierform und digitalen Anträgen erfolgt demnach nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten und dem von ihr festgelegten Zeitpunkt.

Der Artikel sieht darüber hinaus vor, dass Anträge, die nach diesem Zeitpunkt anders als auf elektronischem Weg eingereicht werden, digitalisiert und in den digitalen Arbeitsablauf integriert werden. Diese Maßnahme zielt darauf ab, den Papierfluss in den lokalen Verwaltungen und im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu beseitigen und eine einheitliche Verwaltung der Akten zu gewährleisten.

Artikel 162

Dieser Artikel ermöglicht ein digitalisiertes Verfahren für die Anträge auf Erklärung über die Übereinstimmung von bestehenden Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht. Die Regierung wird ermächtigt, den Zeitpunkt festzulegen und die weiteren Modalitäten und Bedingungen zu bestimmen.

Artikel 166

Mit dieser Bestimmung soll die sogenannte Erwerbsprämie gestrichen werden. Diese wurde von der Wallonischen Region als einmalige Zahlung für den Ankauf von Wohnobjekten des öffentlichen Sektors durch Privatpersonen konzipiert und konnte bezogen werden, wenn u.a. der Wohnraum in Ostbelgien liegt, der Antragsteller kein anderes Wohnobjekt

besitzt, bestimmte Einkommensgrenzen eingehalten werden, bestimmte Anforderungen an die Wohnung wie technischen Mindeststandards (Fläche, Anzahl Räume) und Bewohnbarkeit eingehalten werden, der Käufer sich für 10 Jahre verpflichtet, die Wohnung selbst und dauerhaft als Hauptwohnsitz zu bewohnen, diese nicht zu verkaufen oder zu vermieten und technische Standards bei Umbauten und Sanierungen einzuhalten. Diese Auflagen sind im Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung vorgesehen. Die Höhe der Prämie beträgt einmalig 750 Euro.

Die Beantragung erfordert zwar angesichts der Auflagen einen hohen administrativen Aufwand von Seiten des Antragstellers wie auch von Seiten der Verwaltung, hat aber eine recht bescheidene Wirkung. In den letzten Jahren ist sie in Ostbelgien nur ein einziges Mal beantragt worden. Die Streichung dieser selten genutzten Prämie für die Zukunft trägt somit zur Reduzierung des Verwaltungsaufwands bei und dient dem Bürokratieabbau.

Artikel 167

Bei dieser Bestimmung geht es um die Schaffung von bezahlbarem Wohnraum auf Grundstücken, die sich im Eigentum juristischer Personen des öffentlichen Rechts befinden. Ziel ist es, insbesondere Haushalten der Kategorien 1, 2, 3 und 4 den Bau, den Erwerb oder die langfristige Nutzung von Wohnungen zu ermöglichen und damit den Zugang zu Wohneigentum für breite Teile der Bevölkerung nachhaltig zu verbessern.

Die steigenden Immobilien- und Grundstückspreise erschweren es insbesondere Angehörigen der Mittelschicht zunehmend, ein Eigenheim zu erwerben. Daher sollen innovative Modelle entwickelt und gefördert werden, die eine deutliche Senkung der Einstiegskosten ermöglichen, ohne dabei die langfristige soziale Zielsetzung aus den Augen zu verlieren. Die auf diesen Grundstücken entstehenden Wohnungen sollen zu kontrollierten und transparenten Konditionen angeboten werden, damit sie dauerhaft ihrer sozialen Bestimmung dienen. Dies kann auch über Immobilienvermittler im Sinne des Gesetzbuchs geschehen. Die in der Bestimmung vorgesehene Veräußerung an Immobilienvermittler ermöglicht es, auf das Fachwissen und die organisatorischen Kapazitäten spezialisierter Akteure zurückzugreifen, um die Entwicklung und Vermarktung entsprechender Projekte effizient zu gestalten. Dabei bleibt sicherzustellen, dass die mit der öffentlichen Unterstützung verfolgten sozialen Zielsetzungen gewahrt werden und die daraus resultierenden Preisvorteile tatsächlich den begünstigten Haushalten zugutekommen.

Zu diesem Zweck können verschiedene rechtliche und finanzielle Instrumente eingesetzt werden. Dazu zählen insbesondere die Trennung von Grundstück und Gebäude durch Erbpachtverträge, die Einräumung von Baurechten, Mietkaufmodelle oder

andere Formen der schrittweisen Eigentumbildung. Durch die Herauslösung des Grundstückswertes aus dem Kaufpreis der Immobilie wird die finanzielle Belastung der Erwerberinnen und Erwerber erheblich reduziert. Es kann jedoch in Aussicht gestellt werden, dass im Nachhinein auch das Grundstück in das Eigentum der Haushalte übergeht.

Darüber hinaus kann die Umsetzung nach dem Prinzip eines Community Land Trust (CLT) erfolgen. In einem solchen Modell verbleibt das Grundstück dauerhaft im Eigentum einer gemeinnützigen oder öffentlich getragenen Struktur, während die Bewohnerinnen und Bewohner Eigentum an den darauf errichteten Gebäuden erwerben können. Bei einem späteren Verkauf werden klare Regeln zur Preisgestaltung angewandt, um Spekulation zu verhindern und sicherzustellen, dass die Wohnungen auch für zukünftige Generationen erschwinglich bleiben. Auf diese Weise wird bezahlbares Wohnen dauerhaft gesichert und gleichzeitig die Vermögensbildung der Bürgerinnen und Bürger gefördert.

Die Schaffung solcher Wohnmodelle stellt einen wichtigen Beitrag zur sozialen Durchmischung, zur Stabilisierung der Mittelschicht und zur Stärkung des gesellschaftlichen Zusammenhalts dar. Sie ermöglicht es insbesondere jungen Familien und Haushalten mit mittleren Einkommen, eine langfristige Wohnperspektive zu entwickeln und Eigentum zu angemessenen Bedingungen aufzubauen.

Artikel 168 und 169

Mit diesen beiden Artikeln soll ein Übersetzungsfehler in der deutschen Fassung des Gesetzbuchs über nachhaltiges Wohnen korrigiert werden (Verweis auf das Gerichtsgesetzbuch statt auf das Strafgesetzbuch).

Artikel 170

Mit dieser Bestimmung soll im Gesetzbuch für nachhaltiges Wohnen eine einheitliche Terminologie eingeführt werden. So wird konsequent von der „Zuweisung“ von Wohnungen (statt „Vergabe“ und/oder „Zuteilung“) die Rede sein.

Zudem wird in Artikel 87 §3 Absatz 1 Nummer 1 desselben Gesetzbuchs eine missverständliche Formulierung korrigiert: Tatsächlich sollen nicht nur die Haushalte, in denen der Mieter selbst eine erhebliche gesundheitliche Beeinträchtigung hat, eine angepasste Wohnung erhalten können. Auch wenn ein anderes Haushaltsmitglied (Partner, Kind, ...) eine erhebliche gesundheitliche Beeinträchtigung hat, soll dies möglich sein.

Artikel 171

So wird konsequent von „Wohnungswechsel“ (statt „Versetzung“ und/oder „Umzug“) die Rede sein. Zudem wird eine Ungenauigkeit begradigt: Tatsächlich muss eine Wohnung, die speziell für Senioren eingerichtet wurde, nicht zwangsläufig „angepasst“ im

Sinne von Artikel 1 Nr. 16 desselben Gesetzbuches – d. h. im Grunde rollstuhlgerecht – sein. Zwar sind selbstverständlich auch „angepasste“ Wohnungen für bestimmte Senioren geeignet, aber nicht jede seniorengerechte Wohnung muss unbedingt den damit einhergehenden strengen Vorgaben in Sachen Türenbreiten, Rotationsflächen, ebenerdige Dusche etc. genügen.

Artikel 172

Gemäß Artikel 89 des Gesetzbuchs für nachhaltiges Wohnen wird es den Ausschüssen für die Zuweisung der Wohnungen möglich sein, in begründeten Ausnahmefällen von den dekretalen Zuweisungskriterien abzuweichen. Diese Flexibilität ist aktuell vorgesehen für Fälle höherer Gewalt oder Gründe der sozialen Dringlichkeit oder des sozialen Zusammenhalts.

Diese Bestimmung soll durch den vorliegenden Artikel auf einen weiteren Fall ausgeweitet werden, der aktuell in Artikel 33 §2 Nummer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen vorgesehen ist. Es handelt sich hierbei um spezifische medizinische Gründe, die plötzlich und unvorhersehbar aufgetreten sind und einen dringenden Wohnungswechsel erforderlich machen. Dies betrifft nur die Situationen eines Wohnungswechsels, was demnach voraussetzt, dass es sich um Personen handelt, die bereits eine gemeinnützige Wohnung mieten. Hiermit werden mitunter Situationen abgedeckt, wie beispielsweise ein Mieter, der unter Schwindel leidet und nicht mehr Treppen steigen kann oder aufgrund einer Sehbeeinträchtigung nicht mehr Auto fahren darf und daher eine Wohnung in zentraler Lage benötigt. Dies sind Situationen, die nicht zwangsläufig eine barrierefreie Wohnung erforderlich machen (siehe hierfür Artikel 88 Nummer 1 desselben Gesetzbuchs), aber es unter Umständen nicht ermöglichen, unbeschwert die derzeitige Wohnung weiter zu beziehen. Es muss sich jedoch um medizinische Gründe handeln, die spezifisch sind und demnach durch einen Facharzt zu belegen sind, die plötzlich und unvorhersehbar aufgetreten sind und demnach nicht bereits zum Zeitpunkt des Einzugs bekannt waren und schließlich die einen dringenden Wohnungswechsel erforderlich machen und demnach eine Priorität gegenüber anderen Anträgen auf Wohnungswechsel genießen. Die Entscheidungen der Ausschüsse für die Zuweisung der Wohnungen werden unter diesen Gesichtspunkten zu begründen sein.

Artikel 173

Mit dieser Bestimmung soll im Gesetzbuch für nachhaltiges Wohnen eine einheitliche Terminologie eingeführt werden. So wird konsequent von der „Zuweisung“ von Wohnungen (statt „Vergabe“ und/oder „Zuteilung“) die Rede sein.

Artikel 174

Mit dieser Bestimmung wird zum einen präzisiert, dass Artikel 92 §3 des Gesetzbuchs sich auf die Situation eines Wohnungswechsels bezieht.

Zum anderen wird ein technischer Fehler behoben, der zu einem rechtlichen Schlupfloch werden könnte. Bisher sah der Artikel vor, dass wenn ein Mieter einen Wohnungswechsel vornimmt, er einen neuen Mietvertrag für die Dauer von neun Jahren erhält. Somit könnten durch sukzessive Wohnungswechsel immer wieder neue Mietverträge von neun Jahren abgeschlossen werden. Dies widerspricht jedoch der Vorgabe und dem Gedanken von §§1 und 2 desselben Artikels, die einen einmaligen Mietvertrag von neun Jahren mit der Möglichkeit um sukzessive Verlängerungen um jeweils drei Jahre (oder nur in Ausnahmefällen neun Jahre) vorsehen. Es wird daher vorgeschlagen, dass bei einem Wohnungswechsel ein neuer Mietvertrag abzuschließen ist, der sich zunächst über die verbleibende gemäß §§1 und 2 ermittelte Mietdauer erstreckt. Dies entspricht überdies der Vorgabe von Artikel 6.28 Absatz 1 des Flämischen Wohnkodex, der die Inspirationsquelle für diese Bestimmung war.

Artikel 175

Mit dieser Bestimmung soll im Gesetzbuch für nachhaltiges Wohnen eine einheitliche Terminologie eingeführt werden. So wird konsequent von „Wohnungswechsel“ (statt „Versetzung“ und/oder „Umszug“) die Rede sein. Zudem wird, wie seit der Umwandlung des Arbeitsamtes der Deutschsprachigen Gemeinschaft in einen Dienst mit getrennter Geschäftsführung üblich, die Bezeichnung „von der Regierung bestimmter Dienst“ verwendet.

Artikel 176

Mit dieser Bestimmung wird eine missverständliche Formulierung korrigiert: Tatsächlich sollen nicht nur die Haushalte, in denen der Mieter selbst eine erhebliche gesundheitliche Beeinträchtigung hat, eine angepasste Wohnung erhalten können. Auch wenn ein anderes Haushaltsmitglied (Partner, Kind, ...) eine erhebliche gesundheitliche Beeinträchtigung hat, soll dies möglich sein.

Artikel 177

Mit dieser Bestimmung soll der letzte Satz von Artikel 171*bis* §1 des Gesetzbuchs aufgehoben werden. Dieser verweist in der Tat noch auf den ehemaligen Artikel 94 §1 des Gesetzbuchs, der bereits durch das Dekret vom 12. Dezember 2019 aufgehoben und durch den neuen Artikel 172 §1 des Gesetzbuchs ersetzt wurde. Artikel 172 §1 des Gesetzbuchs wurde jedoch durch endgültig durch das Dekret vom 6. Mai 2024 aufgehoben, sodass der Verweis gegenstandslos geworden ist.

Artikel 178

Mit dieser Bestimmung soll Artikel 172 §2 des Gesetzbuchs aufgehoben werden. Davon abgesehen, dass die Rechtsfolgen des Instruments „Charta“ ohnehin unklar sind, soll künftig per Erlass vorgesehen werden, dass die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes die Mietkandidaten für den Mieter eine individuelle Übersicht zu den gesetzlichen Bestimmungen zum Mietverhältnis erstellt, die bei der Unterzeichnung des Mietvertrags ausgehändigt wird. Auch der Muster-Mietvertrag wird die Rechte und Pflichten in deutlicher Weise aufführen. Eine zusätzliche Charta stellt demnach keinen weiteren Mehrwert dar.

Artikel 179 bis Artikel 182

Diese Bestimmungen dienen dazu, einerseits die strafrechtlichen Bestimmungen des Gesetzbuchs über nachhaltiges Wohnen an die neue Systematik des Strafgesetzbuchs anzupassen und andererseits eine Harmonisierung im Hinblick auf die Vorgehensweise zu erreichen, die in anderen Dekreten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in denen Verstöße sowohl strafrechtlich wie auch mittels administrativer Geldbuße geahndet werden können, festgelegt wurde.

Zunächst wurden die bisher in mehreren Bestimmungen verteilten Festlegungen der Verstöße und der Höhe der Strafen gebündelt in Artikel 201 des Gesetzbuchs zusammengefügt. Somit können die Artikel 200bis §1 Absatz 1, 200bis §2, 200ter §3 und 202bis entsprechend angepasst bzw. aufgehoben werden. Artikel 201 hält somit fest, welche Verstöße mit einer Strafe der Stufe 1 oder 2 des Strafgesetzbuchs bestraft werden sowie in welcher Höhe administrative Geldbußen verhängt werden können. Während die Höhe der administrativen Geldbußen im Vergleich zum bisherigen Rechtstext unverändert geblieben ist, wurde bei den strafrechtlichen Bestimmungen – so wie durch den vorliegenden Programmdekretentwurf in vielen anderen Dekreten auch abgeändert – die Verweigerung bzw. Behinderung einer Kontrolle durch die befugten Bediensteten der Stufe 2 des Strafgesetzbuchs zugeordnet. Dementsprechend wurde der Inhalt von Artikel 201 §1 Absatz 1 Nummer 3 in Artikel 201 §2 Nummer 3 „verschoben“. In denselben Artikel wurde zudem – so wie dies in den anderen Dekreten, die eine administrative Geldbuße vorsehen, der Fall ist – in §3 festgehalten, dass die administrativen Geldbußen bei Rückfälligkeit innerhalb von fünf Jahren verdoppelt werden.

Neben kleineren terminologischen Präzisierungen („Prokurator des Königs“ statt „Staatsanwaltschaft“) wird zudem Artikel 200bis §4, der das Zusammenspiel zwischen strafrechtlicher und administrativer Ahndung regelt, neu formuliert. Der bisherige und auch aus anderen Dekreten bekannte Grundsatz, dass der Prokurator des Königs über zwei Monate verfügt, um seine Absicht zu bekunden, den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, bevor

dann die Regierung beschließen kann, eine administrative Geldbuße zu verhängen, wurde in diesem Zusammenhang beibehalten.

Schließlich soll auch Artikel 200ter §2 aufgehoben werden, da dieser auf einen bereits seit geraumer Zeit aufgehobenen Artikel verweist.

Artikel 183

Artikel 52 §2 Absatz 1 des Dekrets vom 6. Mai 2024 zur Abänderung des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen und des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur sieht für das Inkrafttreten desselben Dekrets eine Übergangsbestimmung vor. Gemäß dieser sollen die Bestimmungen in Bezug auf das neue Mietsystem ausschließlich auf die ab dem Inkrafttreten des Dekrets abgeschlossenen oder erneuerten Mietverträge anwendbar gemacht werden. Dies macht vor dem Hintergrund der Rechtssicherheit und Vorhersehbarkeit für die betreffenden Mieter grundsätzlich Sinn.

Die Folge wäre allerdings ebenfalls, dass es – was die Mietpreisberechnung betrifft – künftig eine „Zwei-Klassen-Gesellschaft“ im öffentlich geförderten Wohnungspark geben würde: Zum einen die Mieter, deren Miete nach dem alten System berechnet wird, und zum anderen die Mieter, für die ausschließlich die neuen Modalitäten zur Mietpreisberechnung berücksichtigt werden. Davon abgesehen, dass die Wohnungsbaugesellschaft somit angehalten wäre, über viele Jahre hinweg zwei Softwares zur Mietpreisberechnung parallel zu betreiben, stellt sich ein grundsätzliches Problem der Gleichberechtigung und Nicht-Diskriminierung.

Diese Feststellung hat beispielsweise kürzlich auch die Wallonische Region gemacht, als diese beschlossen hat, künftig auch die Energieeffizienz der Gebäude („PEB“) in die Mietpreisberechnung einfließen zu lassen. In diesem Sinne wurde Folgendes vorgeschlagen: *« Afin de permettre la prise en compte de la performance énergétique du logement dans le calcul du loyer social pour les raisons évoquées ci-avant, l'avant-projet de décret faisant l'objet de la présente note vise à insérer cette notion dans la disposition précitée. Dans le but de garantir le principe d'égalité entre tous les locataires de logements d'utilité publique quelle que soit la date de prise d'effet de leur bail, l'avant-projet de décret contient une disposition stipulant que la prise en compte de la performance énergétique des logements pourra s'appliquer à tous les baux en ce compris ceux conclus avant l'entrée en vigueur de cette modification. Conformément au principe de non-rétroactivité de la loi, cette modification n'entraînera toutefois des conséquences que pour la situation future des locataires et non pour le passé. »* Diese Vorgehensweise wurde ausdrücklich durch den Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE – Pôle Logement) und die Union des Villes et de Communes de Wallonie (UVCW) begrüßt. Der Staatsrat war dagegen der Meinung, dass

die entsprechende Übergangsbestimmung im wallonischen Dekretentwurf unnötig ist: „*L'article 2 est destiné à confirmer que la mesure à l'examen s'appliquera aux « conventions de bail en cours » à la date de son entrée en vigueur. Une telle précision est superflète, dans la mesure où, sauf disposition transitoire en sens contraire, l'application immédiate d'une disposition nouvelle aux situations en cours est de règle. L'article 2 est donc inutile et sera omis.*“ (Gutachten des Staatsrates Nr. 78.441/2 vom 8. Dezember 2025, *Parlamentsdokumente*, Wall. Parl., 2025-206, Nr. 458/1, S. 8)

Jedoch ist für das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 6. Mai 2024 festzustellen, dass die Übergangsbestimmung in Artikel 52 §2 Absatz 1 derart vorbehaltlos formuliert ist, dass sie als eine „disposition transitoire en sens contraire“ (also „anderslautende Übergangsbestimmung“) im Sinne des genannten Staatsratsgutachten zu betrachten ist. Dies bedeutet, dass – anders als in der Wallonischen Region – eine ausdrückliche Abänderung der Übergangsbestimmung notwendig ist, um die besagte Gleichbehandlung vorzunehmen.

Artikel 184

Die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes hat mit Nachdruck darauf hingewiesen, dass die Einführung eines neuen Systems zur Berechnung der Mietpreise zum einen auf rechtlicher Ebene wie auch auf Ebene der eingesetzten Software gesichert erfolgen muss. Sollte sich erweisen, dass die Umstellung dieser Mietpreisberechnungssoftware mehr Zeit in Anspruch nimmt als vorgesehen, erweist es sich als sinnvoll, die entsprechende Bestimmung des Dekrets vom 6. Mai 2024 zeitversetzt in Kraft treten zu lassen. So könnten beispielsweise die neuen Vorgaben zur Wohnungszuweisung unmittelbar in Kraft treten, während die Mietpreisberechnung bis zur definitiven Umstellung der Software noch nach dem alten System erfolgen würde. In diesem Fall würden weiterhin die entsprechenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen anwendbar bleiben. Die vorliegende Bestimmung dient dazu, eine Rechtsgrundlage für dieses Vorgehen einzuführen.

Artikel 185 und 186

Am 13. Mai 2026 verabschiedete die föderale Abgeordnetenversammlung den Gesetzentwurf zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes sowie verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste (*Parlamentsdok.*, Kammer, Dok. 56, Nr. 1342 und 1343). Durch dieses Gesetz werden die Polizeiräte abgeschafft und ihre Aufgaben zum Teil durch die Polizeikollegien übernommen. Dies hat zur Folge, dass das Dekret vom 20. Dezember 2004 zur Regelung der gewöhnlichen Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets abgeändert

werden muss, da dieses Verweise auf die Polizeiräte enthält.

In Artikel 2 dieses Dekrets wird daher der Verweis auf den Polizeirat als untergeordnete Behörde gestrichen. Da keine Polizeiräte mehr existieren, können sie auch nicht mehr der gewöhnlichen Verwaltungsaufsicht unterliegen.

In Artikel 7 dieses Dekretes wird dahingehend abgeändert, dass künftig nicht mehr der Polizeirat, sondern das Polizeikollegium der Aufsicht die Tagesordnung zehn Tage vor der Beschlussfassung übermitteln muss.

Artikel 187, 188 und 190

Seit dem Jahr 2024 konzertiert die Regierung mit den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets über die Ausgestaltung der Gemeindefinanzierung in den Jahren 2025-2031. Die Ergebnisse der bisherigen Konzertierungen sind durch verschiedene Anpassungen im Dekret Dekrets vom 15. Dezember 2008 über die Finanzierung der Gemeinden und öffentlichen Sozialhilfezentren durch die Deutschsprachige Gemeinschaft verankert worden.

Die laufende Konzertierung mit den Gemeinden konnte im Frühjahr 2026 abgeschlossen werden. In diesem Zusammenhang hat sich die Regierung darauf verständigt, eine weitere Abänderung des Dekrets vom 15. Dezember 2008 in die Wege zu leiten, welches dazu führen soll, dass die Dotation zum Ausgleich sozialer Risiken ab dem Haushaltsjahr 2027 bis zum Haushaltsjahr 2031 um 500.000 € erhöht wird. Zudem erhalten die Gemeinden Lontzen und Burg-Reuland für denselben Zeitraum eine jährliche Dotation in Höhe von je 150.000 €, die für Unterhaltsarbeiten an kommunalen unbeweglichen Gütern bestimmt ist. Der Ende 2025 eingeführte Solidaritätsfonds soll hingegen aufgehoben werden.

Die Erhöhung dieser Gesamtmittel beläuft sich demnach auf 650.000 €, die jedoch zur Hälfte durch die Gemeinden getragen werden sollen. Folglich enthält der durch Artikel 190 einzufügende Artikel 34.4 eine Übergangsregel für die Haushaltsjahre 2027-2031, gemäß der den Gemeinden ein Gesamtbetrag von 325.000 € von der ihnen zustehenden Ausgabendotation abgezogen wird. Der auf jede Gemeinde entfallende Anteil an diesem Gesamtbetrag wird auf Grundlage der Verteilungsparameter der Ausgabendotation berechnet.

Artikel 189

Durch diesen Artikel wird präzisiert, dass eine gewöhnliche Prüfung der Verwendung der Unterhaltsdotation zwar jährlich erfolgt, jedoch erst nach Ablauf des sechsjährigen Zeitraums eine Rückforderung erfolgen wird, falls der Gesamtbetrag der Unterhaltsdotation innerhalb des Anwendungszeitraums des Artikels 34.2 nicht zweckgemäß verwendet wurde.

Artikel 192

Mit der vorliegenden Abänderung wird im Dekret vom 14. Februar 2011 über Bestattungen und Grabstätten die Möglichkeit geschaffen, Krematorien nicht nur unmittelbar durch eine Gemeinde oder eine Interkommunale, sondern auch im Rahmen einer öffentlich-privaten Partnerschaft zu errichten, zu betreiben und zu verwalten.

Die Abänderung dient dazu, den Gemeinden und Interkommunalen einen zusätzlichen organisatorischen Handlungsspielraum bei der Verwirklichung und dem Betrieb von Krematorien einzuräumen. Dabei bleibt jedoch gewährleistet, dass die öffentliche Hand die Verantwortung und Kontrolle über diese Einrichtungen behält. Die Errichtung, der Betrieb und die Verwaltung eines Krematoriums können zwar unter Einbindung eines privaten Partners erfolgen, Träger des Vorhabens bleibt jedoch eine Gemeinde oder eine Interkommunale.

Zu diesem Zweck wird ausdrücklich vorgesehen, dass die Gemeinde oder Interkommunale unabhängig von der gewählten Form der öffentlich-privaten Partnerschaft die Kontrolle über die Errichtung, den Betrieb und die Verwaltung des Krematoriums behält. Im Falle einer institutionellen öffentlich-privaten Partnerschaft wird diese Kontrolle insbesondere dadurch abgesichert, dass die Gemeinde oder Interkommunale den Vorsitz und die Mehrheit der Mandate in den Verwaltungsorganen innehat und diese Organe nur rechtsgültig beraten und beschließen können, wenn die öffentlichen Vertreter unter den anwesenden Mandatsträgern die Mehrheit stellen.

Artikel 194

Um das Dekret über die materielle Organisation und die Funktionsweise der anerkannten Kulte (hiernach „Kultusdekret“) infolge der einzufügenden Bestimmungen in Bezug auf das Anerkennungs-, Entzugs- und Fusionsverfahren offener zu formulieren, werden gewisse Begriffsbestimmungen geändert. Dies hat zur Folge, dass der Begriff Kirchenfabrik weit auszulegen ist, insofern diese als die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des Kultes beauftragte Einrichtung für alle Kulte zu verstehen ist. Im selben Zusammenhang wird für die Zwecke dieser Verfahren neben den bereits im bestehenden Dekret verwendeten Organe Bischof, Zentralrat und Metropolit das allgemeine Konzept des repräsentativen Organs eingeführt.

Da durch die Einführung von detaillierten Anerkennungs- und Entzugsverfahren auch Datenschutzbestimmungen vorgesehen werden müssen, wird eine entsprechende Begriffsbestimmung in Artikel 1 eingepflegt.

Artikel 195

Das Kultusdekret enthält bislang im Wesentlichen Bestimmungen über die Organisation, die Arbeits-

weise und die finanzielle Verwaltung der Kirchenfabriken. Die bestehenden Bestimmungen gehen dabei davon aus, dass eine Pfarre beziehungsweise lokale Religionsgemeinschaft und die ihr zugeordnete Kirchenfabrik anerkannt sind. Sie regeln demnach vor allem die Folgen einer bestehenden Anerkennung, nicht aber in ausreichendem Maße das Verfahren, die Voraussetzungen und die Prüfung, die einer Anerkennung vorausgehen müssen.

Die bestehende Anerkennungsregelung ist äußerst oberflächlich und für die heutige Anwendung nicht mehr ausreichend. Die Anerkennung einer Kirchenfabrik ist keine rein formale Maßnahme. Sie hat zur Folge, dass für eine lokale Religionsgemeinschaft eine öffentliche Einrichtung mit Rechtspersönlichkeit besteht, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des betreffenden Kultes beauftragt ist und auf die die Bestimmungen des Kultusdekrets Anwendung finden. Hiermit sind rechtliche, organisatorische und finanzielle Folgen verbunden, insbesondere für die Kirchenfabrik selbst, für die betroffenen Gemeinden beziehungsweise die Provinz Lüttich, für die Regierung und für die repräsentativen Organe der anerkannten Kulte.

Vor diesem Hintergrund ist es erforderlich, das Anerkennungsverfahren ausdrücklich im Dekret zu verankern und mit klaren materiellen und verfahrensrechtlichen Vorgaben zu versehen. Die neuen Bestimmungen, die in Anlehnung an das entsprechende wallonische Dekret vom 18. Mai 2017 verfasst wurden, legen fest, wer einen Antrag stellen kann, welche Unterlagen dem Antrag beizufügen sind, welche Behörden und Einrichtungen Stellungnahmen verfassen müssen, nach welchen Kriterien der Antrag geprüft wird und wie die Beschlussfassung erfolgt. Dadurch wird die Entscheidungsfindung der Regierung transparenter, nachvollziehbarer und rechtssicherer ausgestaltet.

Der Mehrwert der Anpassung besteht insbesondere darin, dass die Regierung in Zukunft nicht nur feststellen können muss, dass eine lokale Religionsgemeinschaft besteht, sondern auch, dass die rechtliche Struktur, die Kultstätte, die Vermögenslage, die vorgesehenen Verwaltungsorgane und die Einhaltung grundlegender rechtlicher Verpflichtungen den Anforderungen des Dekrets entsprechen. Dies ist umso wichtiger, als die Anerkennung öffentliche Wirkungen entfaltet und mittelbar auch Auswirkungen auf die Finanzierung und Aufsicht haben kann.

Neben der Anerkennung selbst wird auch der Entzug der Anerkennung ausdrücklich geregelt. Dies ist erforderlich, weil das bisherige Dekret zwar Pflichten der Kirchenfabriken vorsieht, aber kein ausreichend klares Verfahren für den Fall enthält, dass grundlegende Voraussetzungen der Anerkennung nicht mehr erfüllt sind oder wesentliche Verpflichtungen dauerhaft missachtet werden. Die neuen Bestimmungen legen daher fest, in welchen Fällen ein Entzugsverfahren eingeleitet werden kann und welche Möglichkeiten zur Stellungnahme bestehen.

Schließlich wird mit den neuen Bestimmungen auch das Verfahren zur Zusammenlegung von Kirchenfabriken geregelt. Eine solche Zusammenlegung kann in der Praxis erforderlich sein, wenn sich die organisatorischen, personellen, finanziellen oder tatsächlichen Gegebenheiten einer oder mehrerer Kirchenfabriken verändern. Das bisherige Dekret bot hierfür keinen ausreichend ausgearbeiteten Rahmen. Die neuen Artikel schaffen daher klare Vorgaben zum Antrag, zu den beizufügenden Unterlagen, zur Verwendung des Vermögens und der Kultstätten, zu den Auswirkungen auf die bezahlten Stellen der Diener des Kultes sowie zur Stellungnahme der Föderalregierung.

Artikel 196

Dieser Artikel führt einen Abschnitt in das neue Verfahrenskapitel ein, in dem die auf die Anerkennung einer Kirchenfabrik anwendbaren Bestimmungen enthalten sind.

Artikel 197

Der Artikel regelt die Einreichung der Anträge auf Anerkennung einer lokalen Religionsgemeinschaft und führt die hierfür einzureichenden Angaben und Unterlagen auf.

§1 legt fest, dass das repräsentative Organ, welches durch den Föderalstaat anerkannt wurde, einzig befugt ist, einen Antrag einzureichen. Es handelt sich aktuell um:

- für den katholischen Kult: den Bischof
- für den protestantischen Kult: den Zentralrat (*Conseil Administratif du Culte Protestant et Évangélique* (CACPE))
- für den orthodoxen Kult: den Metropoliten (*Métropolitane Archevêque du patriarcat Oecuménique de Constantinople*)
- für den anglikanischen Kult: dem Zentralkomitee der Anglikanischen Kirche in Belgien
- für den jüdischen Kult: das zentrale Israelitische Konsistorium Belgiens
- für den muslimischen Kult: bis zum 25. Juni 2027 handelt es sich vorläufig um den Muslimrat Belgiens

§2 führt die einzureichenden Unterlagen auf.

Der Antrag beinhaltet Unterlagen und Angaben, die dazu dienen, die Befähigung, eine Einrichtung öffentlichen Rechts korrekt zu führen, der Religionsgemeinschaft und der natürlichen Personen, die in der Kirchenfabrik tätig sein werden, nachzuweisen: das Bestehen einer Rechtsform, das Einzugsgebiet, Auszüge aus dem Strafregister, die Katasterangaben der Kultstätte, Einhaltung der rechtlichen Sicherheitsvorgaben von öffentlichen Gebäuden und Einhaltung der rechtlichen Pflichten und finanziellen Vorgaben.

Zudem muss der Antrag auch eine Bestätigung enthalten, dass die Religionsgemeinschaft eine Min-

destanzahl von 200 Mitgliedern zählt, die das Lebensalter von 15 Jahren erreicht haben und ihren Wohnsitz in Belgien haben. Das Verlangen einer Mitgliederliste wäre in diesem Zusammenhang nicht angemessen, unmöglich zu überprüfen und würde gegen die Datenschutz-Grundverordnung verstoßen. Die Anzahl von 200 Mitgliedern wurde anhand der föderalen Verwaltungsrechtsprechung festgelegt. Aus einer parlamentarischen Frage (Bull. Q.R., Kammer, 1990-1991, n°132, S. 10740-10742) und der Literatur (V. VANDERMOERE et J. DUJARDIN, *Kerkfabrieken, Brügge, Die Keure*, 2003, S.8-9), geht hervor, dass die minimale Anzahl an Mitgliedern für einen Pfarrer 200 beträgt. Die Mitglieder müssen nicht unbedingt volljährig sein, da davon ausgegangen wird, dass bereits ab 15 Jahre (Grundlage ist hierbei Firmungsalter) das Reifealter erreicht ist, um über seine Religionszugehörigkeit entscheiden zu können.

Die Haushaltspläne und die Jahresrechnungen müssen, wenn die lokale Religionsgemeinschaft seit mindestens drei Jahren besteht, für die letzten drei Jahre eingereicht werden. Sollte die Religionsgemeinschaft seit weniger als drei Jahren bestehen, werden die Haushaltspläne und die Jahresrechnungen für die Jahre eingereicht, seitdem die lokale Religionsgemeinschaft existiert. Jedoch muss der Haushalt und die Jahresrechnung mindestens für ein Jahr eingereicht werden.

Artikel 198

Der einzufügende Artikel 5.2 sieht vor, dass die Behörden, die nach der Anerkennung finanziell eingebunden sind (z.B. Zurverfügungstellung einer Wohnung für den Pfarrer oder Bezahlung des Gehalts des Pfarrers), eine Stellungnahme abgeben.

Die Gemeinden oder, je nach Fall, die Provinz, und die Föderalregierung werden somit in das Anerkennungsverfahren eingebunden.

Wenn die in der festgelegten Frist abzugebende Stellungnahme der Föderalregierung nicht eingereicht wurde, kann das Verfahren nicht weiterverfolgt werden und der Antrag wird abgelehnt. In der Tat wird in Artikel 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. Juli 2008 zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 27. Mai 2004 zwischen dem Föderalstaat, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Anerkennung von Kulturen, die Gehälter und Pensionen der Diener der Kulte, die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind, festgehalten, dass die Stellungnahme der Föderalregierung anzufragen ist und bei negativem Gutachten das Verfahren ausgesetzt wird.

Artikel 199

Der vorgeschlagene Artikel 5.3 listet die Kriterien auf, aufgrund derer der Antrag bewertet wird. Dabei handelt es sich um eine Prüfung der in Artikel 5.1

aufgelisteten Angaben und Unterlagen, die den Antrag bilden und der im Rahmen von Artikel 5.2 eingereichten Stellungnahmen.

Artikel 200

Der einzufügende Artikel 5.4 regelt die Notifizierung und die Veröffentlichung der Entscheidung.

Artikel 201

Durch diesen Artikel wird ein Abschnitt eingefügt, der das Verfahren zum Entzug der Anerkennung regelt.

Artikel 202

Der neue Artikel 5.5 regelt den Entzug der Anerkennung von Kirchenfabriken und legt die Fälle fest, in denen eine Aufrechterhaltung der Anerkennung nicht mehr möglich erscheint. Wenn eine Bedingung, die für die Anerkennung erfüllt werden musste, nicht mehr erfüllt werden kann, oder die Kirchenfabrik ihren Pflichten nicht nachkommt, erscheint es logisch, dass die Anerkennung entzogen wird. Eine besondere Aufmerksamkeit wird auf die Befähigung der Kirchenfabrik gelegt, eine Einrichtung öffentlichen Rechts finanziell und verwaltungstechnisch korrekt zu führen. Als öffentliche Behörde muss sichergestellt werden, dass die Gelder auch durch eine Aufsicht kontrollierbar sind und die Einrichtung finanziell gesund und tragbar ist.

Artikel 203

Dieser Artikel fügt einen Abschnitt in das Verfahrenskapitel ein, mit dem die Fusion von Kirchenfabriken geregelt wird.

Artikel 204

Der Artikel regelt die Einreichung der Anträge auf Fusion von Kirchenfabriken und listet die hierfür einzureichenden Angaben und Unterlagen auf.

§1 legt fest, dass das repräsentative Organ, welches durch den Föderalstaat anerkannt wurde, einzig befugt ist, einen Antrag einzureichen.

§2 führt die einzureichenden Unterlagen auf.

Die Bestimmung orientiert sich an der Vorgehensweise, die in Fusionsakten bisher angewandt wurde.

Artikel 205

Artikel 5.7 sieht vor, dass das Gutachten der Föderalregierung, dessen Justizminister für die Bezahlung des Gehalts des Diener des Kultes zuständig ist, eingeholt wird, da bei der Fusion davon auszugehen ist, dass solcher Diener weniger fungieren wird (außer wenn es bereits der gleiche für beide Kultstätten war).

Artikel 206

Artikel 26.3 regelt die Notifizierung und die Veröffentlichung der Entscheidung.

Artikel 207

Artikel 6 des Kultusdekrets wird aufgehoben. Der Inhalt wurde Artikel 5.2 und 8.1 aufgenommen.

Artikel 208

Artikel 7 des Kultusdekrets wird abgeändert, um den neuen Verfahrensbestimmungen rechnung zu tragen. Hinsichtlich der Zusammenlegung wird die Vorgehensweise bereits durch die Artikel 5.6 bis 5.8 geregelt.

Die Tatsache, dass eine Kirchenfabrik über eine Rechtspersönlichkeit verfügt, geht aus der neuen Begriffsbestimmung hervor.

Artikel 209

Es handelt sich um eine technische Anpassung von Artikel 8 des Kultusdekrets.

Artikel 210

Der einzufügende Artikel 8.1 regelt die Pflichten der Kirchenfabriken. Diese sollen sowohl auf die bereits anerkannten Kirchenfabriken als auf die durch das neue Kapitel I.1 anerkannten Kirchenfabriken die gleiche Anwendung finden. Die Pflichten laufen für die Kirchenfabrik darauf hinaus, kontinuierlich ihre Verwaltungs- und Finanzkapazität aufrechtzuerhalten, sicherzustellen, dass das geltende Recht eingehalten wird und auf Nachfrage dies nachweisen zu können.

Artikel 211

Da das Kultusdekret bisher noch keine Datenschutzbestimmungen enthielt, soll dies nun nachgeholt werden. Folglich wird ein entsprechendes Kapitel eingefügt.

Artikel 212

Mit dem neuen Artikel 26.1 wird eine allgemeine Vertraulichkeitspflicht für die Personen und Einrichtungen eingeführt, die an der Ausführung des Dekrets beteiligt sind.

Im Rahmen des Kultusdekrets können verschiedene Akteure Kenntnis von Angaben erhalten, die nicht für die Öffentlichkeit bestimmt sind. Dies betrifft insbesondere Angaben im Rahmen von Anerkennungs-, Entzugs- und Zusammenlegungsverfahren, Unterlagen zur Zusammensetzung der Organe einer Kirchenfabrik, Angaben zu Vermögenswerten, Verträgen, Haushalten und Jahresrechnungen sowie personenbezogene Daten der betroffenen Personen.

Die Bestimmung stellt klar, dass diese Angaben vertraulich zu behandeln sind, soweit keine anderslautende gesetzliche oder dekretale Bestimmung eine Offenlegung, Übermittlung oder Veröffentlichung vorsieht.

Artikel 213

Mit dem neuen Artikel 26.2 wird bestimmt, welche Behörden und Einrichtungen im Rahmen der Ausführung des Kultusdekrets als Verantwortliche im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung anzusehen sind.

§1 bestimmt, dass die Regierung Verantwortliche für die Verarbeitung personenbezogener Daten ist, soweit sie diese Daten im Rahmen der ihr durch oder aufgrund des Dekrets übertragenen Aufgaben verarbeitet. Dies betrifft insbesondere die Bearbeitung von Anerkennungsanträgen, Entzugsverfahren, Zusammenlegungsverfahren sowie die Ausübung der im Dekret vorgesehenen Aufsichtsbefugnisse.

§2 stellt klar, dass auch die Kirchenfabriken, die repräsentativen Organe, der Bischof, der Zentralrat, der Metropolit, die Gemeinden und die Provinz Lüttich jeweils Verantwortliche für jene Verarbeitungsvorgänge sind, die sie im Rahmen ihrer eigenen dekretalen Aufgaben vornehmen. Dies ist erforderlich, da diese Akteure nicht bloß im Auftrag der Regierung handeln, sondern in bestimmten Verfahrensabschnitten eigene gesetzlich oder dekretal vorgesehene Aufgaben wahrnehmen.

§3 regelt schließlich die Verantwortlichkeit im Fall eines Datenaustauschs zwischen den beteiligten Akteuren. Die Bestimmung stellt klar, dass jeder Verantwortliche für die Verarbeitungsvorgänge verantwortlich bleibt, die er im Rahmen seiner eigenen Zuständigkeiten vornimmt.

Artikel 214

Mit dem neuen Artikel 26.3 werden die Kategorien personenbezogener Daten festgelegt, die im Rahmen der Ausführung des Kultusdekrets verarbeitet werden dürfen.

§1 Nummer 1 betrifft die Daten von Personen, die Funktionen innerhalb einer lokalen Religionsgemeinschaft oder einer Kirchenfabrik, ausüben oder ausüben werden, sowie die Daten des oder der Diener des Kultes. Hierzu gehören insbesondere Identitäts- und Kontaktdaten, Angaben zur ausgeübten Funktion oder zum Mandat sowie jene Daten, die zur Prüfung der Wählbarkeitsbedingungen, Unvereinbarkeiten, Interessenkonflikte und sonstigen dekretalen Anforderungen erforderlich sind. Die Bestimmung benennt diese Daten konkret, um den Umfang der zulässigen Verarbeitung möglichst klar zu begrenzen.

Die Bestimmung erfasst zudem Daten in Form eines Auszugs aus dem Strafregister. Diese Daten stehen

in unmittelbarem Zusammenhang mit den im Anerkennungsverfahren und im Rahmen der fortlaufenden Pflichten vorgesehenen Prüfungen.

§1 Nummer 2 betrifft die Daten der Mitglieder einer lokalen Religionsgemeinschaft, soweit sie zur Feststellung erforderlich sind, ob die im Dekret vorgesehene Mindestanzahl von Mitgliedern erreicht wird. Die Bestimmung beschränkt diese Verarbeitung auf die hierfür erforderlichen Angaben, insbesondere zur Anzahl der Mitglieder, zum Lebensalter, zum Wohnsitzstaat und zur Zugehörigkeit zur betreffenden lokalen Religionsgemeinschaft.

Gleichzeitig wird ausdrücklich festgelegt, dass der Regierung, den Gemeinden, der Provinz Lüttich und der Föderalregierung keine namentliche Mitgliederliste übermittelt wird. Übermittelt wird ausschließlich die Bestätigung des repräsentativen Organs, dass die vorgesehene Mindestanzahl erreicht ist. Damit wird dem Grundsatz der Datenminimierung Rechnung getragen.

§1 Nummer 3 betrifft Daten von Eigentümern, Nutzungsberechtigten, Vertragspartnern, Schenkern, Erblassern, Vermächtnisnehmern, Gläubigern, Schuldner, Personalmitgliedern, Bewerbern und anderen natürlichen Personen, deren Rechte oder Pflichten Gegenstand einer aufgrund des Dekrets zu bearbeitenden Akte sind. Diese Daten können insbesondere in Unterlagen zu Gebäuden, Verträgen, Vermögen, Haushalten, Jahresrechnungen, Inventaren, Schenkungen, Legaten, Forderungen oder Personalangelegenheiten enthalten sein.

§2 ermächtigt die Regierung, die Datenkategorien zu präzisieren.

Artikel 215

Mit dem neuen Artikel 26.4 werden die Zwecke festgelegt, zu denen die in Artikel 26.3 erwähnten personenbezogenen Daten verarbeitet werden dürfen.

Die Bestimmung verknüpft die jeweiligen Datenkategorien mit den konkreten Aufgaben, die durch das Kultusdekret vorgesehen sind.

Nummer 1 betrifft die Bearbeitung des Anerkennungsantrags, die Prüfung der Vollständigkeit der Akte und die Prüfung der Anerkennungskriterien gemäß den Artikeln 5.1 bis 5.3. Die dort vorgesehenen Unterlagen enthalten unterschiedliche personenbezogene Daten, etwa Angaben zu den künftigen Mitgliedern des Kirchenfabrikates, zur lokalen Religionsgemeinschaft, zur rechtlichen Struktur, zu Gebäuden, Versicherungen, Vermögenswerten und Haushaltsunterlagen.

Nummer 2 betrifft jene Daten, die im Anerkennungsverfahren zur Prüfung der persönlichen Anforderungen an die Personen verarbeitet werden, die Funktionen als Mitglieder des Kirchenfabrikates ausüben werden, sowie an den oder die Diener des Kultes. Hierzu gehören insbesondere die Strafregis-

terauszüge sowie die Erklärungen über den Sprachgebrauch, die Einhaltung der Verfassung, der Europäischen Menschenrechtskonvention und der geltenden Rechtsvorschriften.

Nummer 3 betrifft die Prüfung der Mindestanzahl der Mitglieder der lokalen Religionsgemeinschaft. Der Zweck der Verarbeitung ist auf die Feststellung beschränkt, ob die Anerkennungsvoraussetzung erfüllt ist.

Nummer 4 betrifft die Prüfung der rechtlichen Struktur, der dinglichen oder vertraglichen Rechte an den Kultstätten, der Versicherungs- und Sicherheitsunterlagen, der Vermögenslage sowie der Haushalts- und Rechnungsunterlagen. Diese Verarbeitung ist erforderlich, um beurteilen zu können, ob die lokale Religionsgemeinschaft und die zu schaffende Kirchenfabrik die im Dekret vorgesehenen Anerkennungskriterien erfüllen.

Nummer 5 betrifft die Einholung und Bearbeitung der Stellungnahmen der betroffenen Gemeinden, der Provinz Lüttich und der Föderalregierung sowie die Beschlussfassung und Notifizierung im Anerkennungsverfahren. Die Verarbeitung ist insoweit an die in den Artikeln 5.2 und 5.4 geregelten Verfahrensschritte gebunden.

Nummer 6 betrifft die fortlaufende Kontrolle der Pflichten der Kirchenfabrik und des repräsentativen Organs gemäß Artikel 8.1. Da bestimmte Unterlagen auch nach der Anerkennung aktuell gehalten und auf Anfrage übermittelt werden müssen, ist eine entsprechende Datenverarbeitung auch nach Abschluss des Anerkennungsverfahrens erforderlich.

Nummer 7 betrifft das Verfahren zum Entzug der Anerkennung gemäß Artikel 5.5. Personenbezogene Daten dürfen in diesem Rahmen verarbeitet werden, soweit sie zur Prüfung der Entzugsgründe, zur Stellungnahme der betroffenen Kirchenfabrik und des repräsentativen Organs sowie zur abschließenden Beschlussfassung erforderlich sind.

Nummer 8 betrifft Anträge auf Zusammenlegung von Kirchenfabriken gemäß den Artikeln 5.6 bis 5.8. Die Datenverarbeitung kann insbesondere erforderlich sein, um die betroffenen Kirchenfabriken, die Auswirkungen auf bezahlte Stellen der Diener des Kultes sowie die Verwendung des beweglichen und unbeweglichen Vermögens und der Kultstätten prüfen zu können.

Nummer 9 betrifft die Organisation, Zusammensetzung, Wahl, Erneuerung und Arbeitsweise des Rates sowie die Prüfung der Wählbarkeitsbedingungen, Unvereinbarkeiten, Abstimmungsmodalitäten, Interessenkonflikte und Verbote gemäß den Artikeln 9 bis 13 und 18 bis 20.

Nummer 10 betrifft die Bearbeitung und Billigung der Geschäftsordnung gemäß Artikel 14. Die Verarbeitung personenbezogener Daten kann in diesem

Zusammenhang erforderlich sein, soweit die Geschäftsordnung Aufgabenverteilungen, Vertretungen, Delegationen oder Befugnisbegrenzungen betrifft.

Nummer 11 betrifft die Verwaltung und Verfügung über die Güter der Kirchenfabrik, die Führung und Aktualisierung des Inventars, die Bearbeitung von Schenkungen und Legaten sowie die Bearbeitung öffentlicher Aufträge gemäß den Artikeln 21 bis 26. In diesen Bereichen können personenbezogene Daten etwa von Vertragspartnern, Eigentümern, Schenkern, Erblassern, Vermächtnisnehmern, Gläubigern oder Schuldnern betroffen sein.

Nummer 13 betrifft die finanzielle Verwaltung und Aufsicht gemäß den Artikeln 27 bis 41.1. Die Verarbeitung personenbezogener Daten kann in diesem Rahmen erforderlich sein, um Haushaltspläne, Haushaltsabänderungen, Jahresrechnungen, Mehrjahrespläne, Konzertierungsprotokolle und sonstige Unterlagen zu erstellen, zu prüfen, zu berichtigen, zu billigen oder zu notifizieren.

Der letzte Absatz stellt klar, dass die erhobenen Daten nicht zu anderen als den ausdrücklich genannten Zwecken verwendet werden dürfen. Damit wird der Grundsatz der Zweckbindung ausdrücklich im Dekret verankert. Insbesondere hinsichtlich der gerichtlichen Daten wird präzisiert, dass diese nur verarbeitet werden dürfen, um zu prüfen, ob der Anerkennung oder Aufrechterhaltung der Anerkennung nichts entgegensteht.

Artikel 216

Mit dem neuen Artikel 26.5 wird geregelt, unter welchen Voraussetzungen personenbezogene Daten zwischen den an der Ausführung des Kultusdekrets beteiligten Akteuren ausgetauscht werden dürfen.

Im Einzelnen handelt es sich um den Datenaustausch zwischen der Regierung, den Kirchenfabriken, den repräsentativen Organen, dem Bischof, dem Zentralrat, dem Metropoliten, den betroffenen Gemeinden, der Provinz Lüttich und der Föderalregierung. Ein solcher Austausch ist nur zulässig, soweit er zur Erfüllung der in Artikel 26.4 genannten Zwecke und zur Ausübung der jeweiligen dekretalen Aufgaben erforderlich ist. Zugleich wird festgelegt, dass nur die für den jeweiligen Zweck relevanten Daten übermittelt werden dürfen.

Artikel 217

Mit dem neuen Artikel 26.6 wird die Aufbewahrungsdauer personenbezogener Daten geregelt.

§1 legt eine allgemeine Höchstaufbewahrungsdauer von zehn Jahren fest. Diese Frist beginnt je nach Fall mit dem Abschluss des betreffenden Verfahrens, der Beendigung des Mandats, der Beendigung der Funktion oder der Beendigung des zugrunde liegenden Rechtsverhältnisses. Die Frist trägt dem Umstand Rechnung, dass die betreffenden Akten im

Rahmen der Aufsicht, der finanziellen Verwaltung, der Nachvollziehbarkeit von Beschlüssen und eventueller Rechtsstreitigkeiten für einen gewissen Zeitraum aufbewahrt werden müssen.

Zugleich wird klargestellt, dass die Daten spätestens nach Ablauf dieser Frist zu vernichten sind, unbeschadet der Bestimmungen in Bezug auf das Archivwesen.

§2 enthält eine besondere Regelung für Auszüge aus dem Strafregister. Diese dürfen nur so lange aufbewahrt werden, wie dies zur Prüfung der entsprechenden dekretalen Anforderungen erforderlich ist. Nach Abschluss dieser Prüfung wird der Auszug vernichtet. In der Akte darf lediglich festgehalten werden, dass der Auszug vorgelegt wurde und ob die erforderlichen Bedingungen erfüllt sind. Dadurch wird dem besonders sensiblen Charakter gerichtlicher Daten Rechnung getragen. Es kann davon ausgegangen werden, dass sechs Monate, nachdem dieses Dokument geprüft wurde, keine zwingende Notwendigkeit mehr besteht, das Dokument in dieser Form aufzubewahren. Ausgenommen hiervon ist die Hypothese, dass innerhalb dieser Frist eine Klage eingereicht wurde, für die der Auszug relevant sein könnte.

Artikel 218 und 219

In das Infrastrukturdekret soll ein neuer Artikel eingefügt werden für Immobilien im Eigentum der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Da die hieran durchgeführten Arbeiten letztendlich der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugutekommen und die durch die durchgeführten Arbeiten erzielte Werterhaltung oder -steigerung in der Bilanz verbucht wird soweit die durchgeführten Arbeiten zu einer Werterhaltung oder Wertsteigerung der betreffenden Immobilien führen, kann hier ein Zuschusssatz von 100% des Gesamtbetrags der diesbezüglichen Ausgaben vorgesehen werden. In diesem Zusammenhang sei daran erinnert, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft systematisch den Wert seiner Grundstücke und Immobilien erfasst.

Artikel 220 bis 226

Mit den vorliegenden Änderungen sollen die wichtigsten Aspekte in Bezug auf die zukünftige Handhabung der Geschäftsführungsverträge geregelt werden. Es handelt sich um einen Vorgriff auf dem Kapitel zum Zuschusswesen (Überarbeitung vom Titel III des Dekretes über die Haushaltsordnung), der aktuell vorbereitet wird. Dieser Vorgriff ist erforderlich, da im 2. Quartal 2026 die Gespräche für die Auflage der neuen Geschäftsführungsverträge begonnen haben, die ab 2027 abgeschlossen werden sollen.

Der vorliegende Entwurf entspricht dem inhaltlichen Vorgabenperimeter der bisherigen Geschäftsführungsvertragsvorlagen und den freigegebenen Empfehlungen aus der Orientierungsnote „Analyse des Zuschusswesens“ des Ministeriums vom 28. Mai

2025, die unmittelbar im Zusammenhang mit den Geschäftsführungsverträgen stehen.

Zwecks Harmonisierung von Verwaltungsverfahren sollen die neuen Regelungen zu den Geschäftsführungsverträgen auf alle mehrjährigen Strukturzuschüsse Anwendung finden.

Allgemeine Gesetzgebungen

Die allgemeinen Gesetzgebungen, auf die u.a. in der Geschäftsführungsvertragsvorlage bisher Bezug genommen wurde, werden zentral in die Haushaltsordnung aufgenommen und werden daher nicht mehr in den einzelnen Verträgen wiederholt.

Das umfasst die Regelung zur Chancengleichheit, zum Datenschutz und zum Arbeitsrecht.

Die Regelungen zu den Staatsbeihilfen sind aufgrund ihrer Komplexität hier ausgenommen. Dazu soll mittelfristig ein spezifischer Dekretentwurf vorgelegt werden.

Die drei aufgeführten Gesetzgebungen werden der bereits bestehenden Regelung zur öffentlichen Auftragsvergabe in Artikel 105.2 hinzugefügt, auf deren Grundlage die Regierung im Fall festgestellter Verstöße anlassbezogen entscheiden kann, einen Zuschuss zu kürzen.

Einheitliche Anwendung Zentrale Vorgaben

In der vorerwähnten Orientierungsnote „Analyse des Zuschusswesens“ wurden verschiedene Empfehlungen zur einheitlichen Anwendung zentraler Vorgaben gemacht, die infolge des vorliegenden Vorschlags in die Haushaltsordnung aufgenommen oder aktualisiert werden sollen:

- Unterstützungsnachweis
- Umgang mit personenbezogenen Daten bei Strukturzuschüssen
- Verfahren beim Verstoß gegen Zuschussbedingungen

Harmonisierte Verfahren

Zur Gewährung eines mehrjährigen Strukturzuschusses wird ein einheitlicher Ablauf eingeführt:

- Verschlinkung der Geschäftsführungsvertragsvorlage: Die neuen Vorlagen für die Geschäftsführungsverträge werden nach dem in der Orientierungsnote vorgeschlagenen Dokumentenmodell erstellt.

- Es wird ein einheitlicher Ablauf eingeführt, der die wichtigsten Schritte zur Gewährung vorsieht. Dieser Ablauf sieht auch explizit eine Konzertierungsphase mit dem Antragsteller vor.

- Die Gewährung eines mehrjährigen Strukturzuschusses bedarf einer zusätzlichen Genehmigung durch das Parlament, wenn kein entsprechendes Förderdekret vorliegt oder ein Dekret den Abschluss eines Geschäftsführungsvertrags mit dem Antragsteller vorsieht. Ein Geschäftsführungsvertrag steht gleichlautend für einen mehrjährigen Strukturzuschuss mit Genehmigung des Parlaments.

- Es wird die Einführung eines maximal fünfjährigen Förderzeitraums vorgesehen, der stets spätestens am 31. Dezember des auf eine Legislaturperiode folgenden Jahres endet. Der erste Finanzierungszeitraum endet somit im Jahr 2030 und ist aufgrund des Zeitpunkts des Inkrafttretens dieses Dekrets ausnahmsweise kürzer als die folgenden.

Artikel 220

Artikel 220 erweitert die bestehenden Begriffsbestimmungen in der Haushaltsordnung. Die Reform des Zuschusswesens verfolgt durchgehend das Ziel der Vereinheitlichung, um klare, einfache und transparente Abläufe zu schaffen. Einheitliche Definitionen und Zuschusskategorien sind die Grundvoraussetzung für standardisierte und zuschussübergreifende Prozessen und Regeln.

In diesem Artikel werden die Begriffe im Zusammenhang mit der Zuschusskategorie zur Förderung von Tätigkeiten erläutert. Diese Definitionen ermöglichen einerseits die Einführung der neuen Verwaltungs- und Gewährungsmodalitäten für die mehrjährigen Strukturzuschüsse (Art. 104 und 105) und andererseits die Präzisierung hinsichtlich der Einhaltung von anderen geltenden Gesetzgebungen und der Anwendung von zentralen Vorgaben (Art. 105.1 bis 105.4)

Für folgende Begriffe werden noch einige zusätzliche Erklärungen bereitgestellt:

Nummer 12: Eine Zuwendung ist ein Beitrag im öffentlichen Interesse durch Geldmittel, mit Ausnahme von Zahlungen im Rahmen der öffentlichen Auftragsvergabe und der Mitgliedsbeiträge. Dies umfasst Dotationen, Beihilfen, Darlehen und Zuschüsse.

Nummer 15: Strukturzuschüsse sind Zuschüsse zu Lasten der laufenden Ausgaben, das heißt aus einem Haushaltsposten finanziert, der nicht in den Organisationsbereich 70 (Infrastruktur) des Haushalts fällt. Das unterscheidet sie von den Investitionszuschüssen.

Strukturzuschüsse dienen unter anderem der Förderung von strukturellen Tätigkeiten des Zuschussempfängers. „Unter anderem“ bedeutet, dass ein einziger Zuschuss, der sowohl zur Förderung der strukturellen Tätigkeiten als auch zur Förderung von punktuellen Vorhaben dient, in seiner Gesamtheit als Strukturzuschuss gilt.

Nr. 16: Einmalzuschüsse sind Zuschüsse zu Lasten der laufenden Ausgaben, das heißt aus einem Haushaltsposten finanziert, der nicht unter Organisationsbereich 70 (Infrastruktur) des Haushaltes fällt. Sie dienen ausschließlich zur Förderung einer punktuellen Tätigkeit mit einer zeitlichen Begrenzung. „Punktueller Tätigkeit mit einer zeitlichen Begrenzung“ ist ein bestimmtes Projekt, eine bestimmte Aktivität, die von vorneherein als zeitliche begrenzte Aktivität angelegt ist wie z.B. eine Veröf-

fentlichung oder eine Veranstaltung. Auch die Förderung von Pilotprojekten gehört der Kategorie Einmalzuschuss.

„Ausschließlich“ bedeutet, wie unter Nummer 15 erläutert, dass ein Zuschuss der sowohl strukturelle Tätigkeiten als auch punktueller Tätigkeiten unterstützt, in seiner Gesamtheit als Strukturzuschuss gilt.

Nummer 17: Kleinstzuschüsse sind Struktur- oder Einmalzuschüsse unter dem Grenzbetrag von 5.000 Euro. Im Sinne des Bürokratieabbaus für die Zuschussempfänger, der Verwaltungsvereinfachung, der Verhältnismäßigkeit der Kontrollen und der Risikoakzeptanz gelten für sie geringere Auflagen.

Artikel 221

Die Anpassung dieser Schwellwerte ist Bestandteil der Einführung der neuen Modalitäten für die Verwaltungs- und Gewährung der Strukturzuschüsse.

Der jährlichen Schwellenwert für Zahlungen in Zwölfteilen wird auf 30.000 € angehoben.

Für Strukturzuschüsse unter 10.000 € ist eine vollständige Zahlung in Vorschussform vorgesehen. Zwischen diesen beiden Beträgen sind beide Zahlungsarten möglich.

Artikel 222

Artikel 105 diente bisher ausdrücklich dazu, festzulegen, wann ein Geschäftsführungsvertrag unterzeichnet werden konnte. Er wird nun auf ein Verfahren ausgeweitet, dass Zwecks Harmonisierung von Verwaltungsprozessen auf allen Arten von mehrjährigen Strukturzuschüssen Anwendung findet.

Das Verfahren legt den Ablauf, die Fristen und die Modalitäten des Entscheidungsprozesses fest. Ein Geschäftsführungsvertrag steht gleichlautend für einen mehrjährigen Strukturzuschuss mit Genehmigung des Parlaments und der Paragraph 6 legt fest, in welchen besonderen Fällen des Strukturzuschusses mit mehrjährigem Charakter die Entscheidung in Form eines Geschäftsführungsvertrags erfolgen muss und welchen weiteren Schritten und Bedingungen sich daraus ergeben.

Die Dauer eines mehrjährigen Strukturzuschusses ist auf Ebene der jeweiligen Bezuschussungssysteme harmonisiert. Die zulässige Höchstlaufzeit beträgt jedoch für alle mehrjährigen Strukturzuschüsse fünf Jahre und das Ende des jeweiligen Förderzeitraums liegt immer spätestens ein Jahr nach dem Wahljahr.

Die Anzahl der geförderten Jahre kann daher je nach Zuschussystem zwischen zwei und fünf Jahren variieren, folgt jedoch der Logik der Legislaturperiode plus ein Jahr.

Jede mehrjährige Förderung ist an die Redaktion und Genehmigung eines Strategie- und Aktionsplans gebunden, dessen Mindestinhalt festgelegt ist. Die Art und Weise, sowie der Detaillierungsgrad und die Genauigkeit, wie die Inhaltspunkte beschrieben werden, ist nicht vorgegeben. Dies liegt an dem breiten Anwendungsbereich dieser Bestimmungen: Die sehr großen Unterschiede hinsichtlich der Beträge oder der betroffenen Zuschussempfänger und Zuschussarten erklären den Handlungsspielraum, der bei der Beurteilung des erwarteten Detaillierungsgrades besteht. Das Leitprinzip lautet: Bei Redaktion des Plans muss bereits Klarheit darüber herrschen, wie die vorgesehenen zuschussfähigen Aktivitäten und strategischen Zielsetzungen geleistet und finanziert werden.

Dieses Verfahren findet Anwendung, sofern kein Verfahren im Zusammenhang mit der mehrjährigen strukturellen Bezuschussung im spezifischen Förderdekret vorgesehen ist. Daraus ergibt sich, dass drei Situationen auftreten können:

- ein Förderdekret regelt das Verfahren und die Fristen, innerhalb derer auf eine Entscheidungsabsicht in einer bestimmten Frist zu reagieren ist: Dann gilt das andere Dekret und die dort vorgesehene Frist
- ein Förderdekret regelt das Verfahren, sieht aber nicht die Möglichkeit vor, auf eine Entscheidungsabsicht in einer bestimmten Frist zu reagieren: Dann gilt vorliegendes Dekret (90 Tage-Frist)
- das Förderdekret enthält keine spezifische Verfahrensregel: Dann gilt vorliegendes Dekret.

Artikel 223

Artikel 105.1, der die Vorgaben zu den Unterstützungshinweisen enthält, wird mit dem Ziel vervollständigt, die Anwendung der zentralen Vorgaben zu vereinheitlichen.

Ergänzend zum bestehenden Absatz 1 wird folgendes präzisiert:

- in Absatz 2 wird vorgesehen, dass es die Regierung ist, die dem Zuschussempfänger das Förderlogo zur Verfügung stellt.
- Absatz 3 präzisiert, wie der Begünstigte die Rechtfertigung der Einhaltung der Bestimmung aufzubewahren hat.
- Absatz 4 bestimmt die Folgen für die Zuschussempfänger bei Feststellung eines Verstoßes gegen die Bestimmung.

Artikel 224

Um zu vermeiden, in den jeweiligen Zuschussunterlagen an die Einhaltung allgemeinen Gesetzgebungen zu erinnern, werden diese nun in Form eines allgemeinen Artikels in die Haushaltsordnung aufgenommen.

Die bestehende Bestimmung zum öffentlichen Auftragswesen (§1) wird um folgende drei Gesetzgebungen ergänzt, auf deren Grundlage die Regierung bei Feststellung von Verstößen beschließen kann, einen Zuschuss zu kürzen:

- §2 sieht vor, was bei Feststellung eines Verstoßes gegen das Arbeitsrecht geschieht;
- §3 regelt die Folgen bei Feststellung eines Verstoßes gegen die Gesetzgebung über die Chancengleichheit und die Nicht-Diskriminierung;
- §4 enthält die Folgen bei Feststellung eines Verstoßes gegen die Gesetzgebung über den Datenschutz.

Artikel 225

Ein einheitlicher Ablauf für die Verstöße gegen Zuschussbedingungen wird eingeführt und trägt zur harmonisierten Anwendung von zuschussübergreifenden Vorgaben bei.

In Artikel 105.3 sind das Verfahren und die Folgen festgelegt, die bei Feststellung einer Nichteinhaltung von einer oder mehreren der Bezuschussung zugrundeliegenden Bedingungen Anwendung finden.

Artikel 226

Die Modalitäten des Umgangs mit personenbezogenen Daten bei Strukturzuschüssen werden präzisiert. Die Präzisierung trägt zur harmonisierten Anwendung von zuschussübergreifenden Vorgaben bei.

In Artikel 105.4 sind einerseits die Verantwortlichkeiten und Verpflichtungen der Datenverarbeiter definiert und andererseits die Zwecke und die Art der personenbezogenen Daten, die im Rahmen der Strukturzuschüsse verarbeitet werden dürfen.

Artikel 231

Dieser Artikel enthält eine Übergangsbestimmung hinsichtlich der Artikel des vorliegenden Dekrets, mit denen in den verschiedenen Rechtstexten der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Einführung oder Abänderung des bisherigen Strafmaßes bezweckt wird. Handlungen oder Unterlassungen, die vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmung begangen wurden, können ausschließlich gemäß den zu diesem Zeitpunkt anwendbaren Bestimmungen geahndet werden. Zwischen dem Inkrafttreten des neuen Strafgesetzbuches und den im vorliegenden Dekret vorgesehenen Abänderungsartikeln gilt Artikel 78 des Strafgesetzbuches. Anschließend werden die Handlungen oder Unterlassungen gemäß den abgeänderten Bestimmungen geahndet.

Artikel 232

Dieser Artikel legt das Inkrafttreten der einzelnen Bestimmungen fest. Für alle Artikel, für die kein besonderes Datum festgelegt wird, sieht der einleitende Satz das Inkrafttreten am 1. Januar 2027 vor.

Nummer 1 sieht ein besonderes Inkrafttreten für die Bestimmungen vor, die das Strafmaß in den Rechtsgrundlagen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

an die Logik des neuen Strafgesetzbuchs angleichen. Um zu vermeiden, dass Personen mit einer schwerwiegenderen Strafe als unter den bisherigen Bestimmungen bestraft werden können, obwohl die neue Bestimmung noch nicht veröffentlicht wurde, wird vorgesehen, dass die abgeänderten Strafbestimmungen nur anwendbar auf Handlungen oder Unterlassungen sind, die nach ihrem Inkrafttreten, d.h. zehn Tage nach Veröffentlichung im Staatsblatt, begangen wurden (s. dazu auch Artikel 231).

Nummer 2 stellt sicher, dass die Zuschüsse für den soziokulturellen Sektor auch für das Jahr 2026 ausbezahlt werden können.

In Nummer 3 ist ein Inkrafttreten zum 1. Februar 2027 vorgesehen. Die Abschaffung der Kinderaufsicht im Rahmen des Integrationsparcours erfolgt somit zeitgleich mit dem Ende des laufenden Moduls des Integrationskurses.

In Nummer 4 ist ein rückwirkendes Inkrafttreten zum 25. Mai 2026 für die Einführung der digitalen Bauakte vorgesehen. Dieses ist technisch notwendig, da die Verwaltung ab diesem Datum das Programm der Wallonischen Region nutzt und das dort anwendbare Verfahren anwendet. Um also größtmögliche Kohärenz zu wahren, soll hier dasselbe Datum wie in der Wallonischen Region gelten.

Nummer 5 sieht ein rückwirkendes Inkrafttreten für die Prüfung der Verwendung der Unterhaltsdotations. Da der zu berücksichtigende Zeitraum auch das Jahr der Einführung der Unterhaltsdotations umfasst, soll er rückwirkend zum 1. Januar 2025 in Kraft treten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Artikel des vorliegenden Dekretvorentwurfs führen zu finanziellen Auswirkungen bzw. bedürfen einer Erklärung hinsichtlich ihrer finanziellen Auswirkungen:

Art. 71 – 74

Hierdurch werden die per Vertrag gewährten finanziellen Mittel (Personal- und Funktionskosten) für die Organisation einer Kinderaufsicht eingespart. Die Zuschusssumme belief sich in den vergangenen Jahren zwischen ca. 110.000 € und 180.000 €.

Art. 99, 100 und 103

Die entsprechenden Mittel werden im Rahmen der HH-Planung auf dem Posten OB 40 PR 16 ZW 33.70 vorgesehen.

Art. 187, 188 und 190

Die in diesen Artikeln vorgesehenen Maßnahmen führen zu einer Mehrbelastung des Haushalts in Höhe von 325.000 €.

Durch Artikel 187 wird die Sonderdotations für Sozialwohnungen um 500.000 € erhöht. Im Rahmen der

1. Haushaltsanpassung des Haushalts 2026 vom 22. Juni 2026 wurde der Posten OB20 PR 14 ZW 43.22 entsprechend erhöht.

Durch Artikel 188 wird der Solidaritätsfonds aufgehoben. Dieser enthielt Mittel in Höhe von 150.000 €. Allerdings wurden diese in die Übergangsregelung überführt, die Artikel 190 einführt (Art. 34.4 §2). Diese Übergangsregelung gilt für die Jahre 2027-2031 und begünstigt die Gemeinden Lontzen und Burg-Reuland. Der Gesamtbetrag, der diesen Gemeinden zusteht beträgt insgesamt 300.000 €, d.h. der vorerwähnte Betrag von 150.000 € wurde verdoppelt. Diese Mehrbelastung wird im Haushalt im OB70 PR03 ZW 31.21 abgebildet.

Bis hierhin beträgt die Erhöhung der den Gemeinden zusätzlich zur Verfügung gestellten Mittel 650.000 €. Da mit den Gemeinden vereinbart wurde, dass sie selbst die Hälfte der Erhöhung tragen müssen, wird eine entsprechende Minderung der Gemeindegeldotations im OB20 PR 14 ZW 43.21 vorgenommen. Dies ergibt sich auch aus Artikel 190 (einzufügender Art. 34.4 §1), der diesen Betrag von der Ausgabengeldotations abzieht.

TOP 5: Abkommen mit der HELMo für die akademischen Jahre 2026-2027, 2027-2028 und 2028-2029

1. Beschlussfassung:

Die Regierung stimmt der Kooperationsvereinbarung für die akademischen Jahre 2026-2027, 2027-2028 und 2028-2029 zwischen der HELMo und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Um dem Fachkräftemangel zu begegnen, kommt es für Arbeitgeber zunehmend darauf an, frühzeitig Kontakte zu Studierenden zu knüpfen. Die Kooperationsvereinbarung zwischen HELMo-Gramme und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bietet den Partnereinrichtungen und -unternehmen der Standortmarke Ostbelgien die Möglichkeit, ihre Sichtbarkeit bei den Studierenden und Absolventen von HELMo-Gramme zu erhöhen und potenzielle Fachkräfte bereits während ihrer Ausbildung kennenzulernen.

HELMo-Gramme zählt zu den bedeutenden Hochschulen des Lütticher Hochschulraums und bildet insbesondere Ingenieurinnen und Ingenieure aus, die auf dem ostbelgischen Arbeitsmarkt stark nachgefragt werden. Die Vereinbarung verfolgt das Ziel, die Beziehungen zwischen den Studierenden, den ostbelgischen Unternehmen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft weiter auszubauen und den Austausch zwischen Hochschule und Wirtschaft zu fördern.

Das Ministerium und die Partnereinrichtungen und -unternehmen der Standortmarke Ostbelgien erhalten durch die Kooperationsvereinbarung insbesondere:

- Sichtbarkeit und Werbung im Rahmen gemeinsamer Kommunikationsmaßnahmen, Veranstaltungen und digitaler Kommunikationskanäle;
- Kontakte zu den Studierenden durch Unternehmensbesuche, Praktika, Abschlussarbeiten, Gastvorträge sowie weitere Formen der Zusammenarbeit zwischen Hochschule und Unternehmen;
- die Durchführung des „Rallye Étudiant Ostbelgien“, das als verpflichtender Bestandteil des Masterstudiums im Ingenieurwesen organisiert wird und den Studierenden Einblicke in ostbelgische Unternehmen sowie direkte Kontakte zu potenziellen Arbeitgebern ermöglicht;
- die Möglichkeit, Praktikumsangebote, Themen für Bachelor- und Masterarbeiten sowie weitere Kooperationsangebote gezielt bei den Studierenden bekannt zu machen;
- eine jährliche gemeinsame Kommunikationsinitiative, über die Unternehmen aus Ostbelgien eingeladen werden, Praktikumsplätze, Stellenangebote, Themenvorschläge für Abschlussarbeiten, Unternehmensbesuche oder Beiträge zu Lehrveranstaltungen direkt an HELMo-Gramme heranzutragen;
- eine verstärkte Vernetzung zwischen ostbelgischen Unternehmen, der Hochschule und den Studierenden sowie die Förderung von Alumni-Kontakten.

Darüber hinaus trägt die Kooperation dazu bei, die Sichtbarkeit von HELMo(-Gramme) in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu erhöhen. So entstehen zusätzliche Möglichkeiten, Studienangebote der Hochschule in Ostbelgien vorzustellen und Kontakte zu Schulen sowie Akteuren der Studienorientierung aufzubauen.

Die Kooperationsvereinbarung wird für den Zeitraum der drei Studienjahre 2026-2027, 2027-2028 und 2028-2029 abgeschlossen. Sie verlängert ein vorheriges Abkommen mit den gleichen Zielsetzungen, das für die akademischen Jahre 2023-2024, 2024-2025 und 2025-2026 geschlossen worden war.

Die Zusammenarbeit wurde im Frühjahr 2026 gemeinsam mit HELMo(-Gramme) evaluiert. Dabei wurde insbesondere festgestellt, dass sich das Format des „Rallye Étudiant Ostbelgien“ als wirksames Instrument zur Vernetzung von Studierenden und Unternehmen bewährt hat. Die neue Vereinbarung berücksichtigt die Ergebnisse dieser Evaluierung und konzentriert sich verstärkt auf Maßnahmen mit direktem Mehrwert für Studierende und Unternehmen sowie auf eine Vereinfachung der administrativen Abläufe.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Kooperationsvereinbarung ist für die Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Kosten in Höhe von 15.000 € (ohne MwSt.) pro Jahr verbunden. Der Betrag zu Lasten der Haushaltsjahre 2026, 2027 und 2028 wird über den Funktionsbereich 20.15-12.11 Standortmarketing ausgezahlt.

TOP 8: Zustimmung zum Beitrittsantrag Irlands zum multilateralen Abkommen der Benelux-Länder mit den baltischen Staaten über die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung stimmt dem Beitrittsantrag Irlands vom 7. Mai 2026 zum Vertrag über die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen zwischen dem Königreich Belgien, vertreten durch die flämische Regierung, die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Republik Estland, der Republik Lettland, der Republik Litauen, dem Großherzogtum Luxemburg und dem Königreich der Niederlande, geschehen zu Brüssel am 14. September 2021, zu.

Der Minister für Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

2021 unterzeichneten die Benelux-Länder – die drei belgischen Gemeinschaften, die Niederlande und Luxemburg – und die baltischen Staaten – Estland, Litauen und Lettland – einen Vertrag über die automatische gegenseitige Anerkennung von Hochschulabschlüssen. Dieser wurde durch das Dekret vom 7. Februar 2023 zur Zustimmung zum Vertrag über die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen, geschehen zu Brüssel am 14. September 2021, von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ratifiziert und trat am 1. Mai 2024 offiziell in Kraft.

Der Vertrag garantiert jedem, der einen Hochschulabschluss in einem der Benelux-Länder oder den baltischen Staaten erworben hat, dass das Niveau seines Abschlusses (Associate Degree, Bachelor, Master und Doktor) in den anderen Ländern automatisch gleichgestellt wird. In der Praxis bedeutet dies, dass die Absolventen nicht mehr mit langwierigen Verfahren und hohen Kosten konfrontiert werden und dass sie die Gewissheit haben, dass ihr Abschluss in den besagten Ländern anerkannt wird. Dieser Vertrag soll die Mobilität von Personen, die im jeweils anderen Land studieren oder arbeiten möchten, maßgeblich fördern.

Die Benelux-Länder und die baltischen Staaten bilden zusammen die einzige Region im Europäischen Hochschulraum, in der das Niveau der Hochschulabschlüsse automatisch gegenseitig anerkannt wird.

Der multilaterale Vertrag ist von Beginn an als offener Vertrag konzipiert worden. Artikel 13 des Vertrags sieht vor, auch anderen Ländern die Möglichkeit zu bieten, diesem beizutreten, insofern die erforderlichen Qualitätsbedingungen erfüllt sind.

Am 7. Mai 2026 reichte Irland den entsprechenden Antrag sowie die Nachweise über die Erfüllung der in Artikel 13 des Vertrags genannten Bedingungen beim Generalsekretariat der Benelux-Union in seiner Zuständigkeit als Verwahrer dieses Vertrags ein. Laut Artikel 13 des Vertrags kann der antragstellende Staat erst dann beitreten, wenn der Verwahrer eine schriftliche Notifikation aller Vertragsparteien erhalten hat, dass sie den Antrag des antragstellenden Staates annehmen. Diese schriftliche Notifizierung wird durch den vorliegenden Regierungsbeschluss vorbereitet und anschließend dem Generalsekretariat der Benelux-Union zugestellt.

Das entsprechende Schreiben an das Generalsekretariat der Benelux-Union liegt der Akte ebenfalls bei.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Mediendienste zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der vorliegende Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/882 des europäischen Parlamentes und des Rats vom 17. April 2019 über die Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen.

Am 7. Juni 2019 wurde die Richtlinie (EU) 2019/882 im Amtsblatt der europäischen Union veröffentlicht.

Die Richtlinie zielt darauf ab, die Barrierefreiheitsanforderungen für bestimmte Produkte und Dienstleistungen innerhalb der EU zu harmonisieren, um:

- die Teilhabe von Menschen mit Behinderungen zu verbessern;
- Binnenmarkthindernisse durch unterschiedliche nationale Vorschriften zu beseitigen;
- und Rechtssicherheit für Wirtschaftsakteure zu schaffen.

Das aktuelle Dekret vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen (im Folgenden „Mediendekret“) enthält in seinem Artikeln 100 und den Anhängen 1 und 2 bereits relevanten Bestimmungen der Richtlinie (EU) 2019/882. Die Richtlinie enthält jedoch mehrere allgemeine Bestimmungen, die für Dienstleistungen und Produkte gelten, die expliziter und wörtlicher in das Mediendekret aufgenommen werden sollten, um eine Umsetzung zu gewährleisten, die den Vorstellungen der Europäischen Kommission besser entspricht. Tatsächlich hat die Europäische Kommission in einer mit Gründen versehenen Stellungnahme, die sie Ende Januar 2026 an Belgien gerichtet hat, festgestellt, dass es bei der Umsetzung der Richtlinie an Klarheit mangelte, was insbesondere auf die Komplexität des belgischen institutionellen Systems und die damit verbundene Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen dem Föderalstaat und den zuständigen Teilstaaten zurückzuführen ist.

Der vorliegende Dekretvorentwurf zielt daher darauf ab, die allgemeinen und spezifischen Bestimmungen der Richtlinie klarer und verständlicher im Hinblick auf die verschiedenen zuständigen Behörden in diesem Bereich umzusetzen, wobei insbesondere Artikel 100 des Mediendekrets präzisiert wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Addenden zu den Verträgen mit der Klinik St. Josef St. Vith und mit dem St. Nikolaus Hospital Eupen vom 21. Dezember 2023 zur Zahlung eines Pauschalbetrages für Instandsetzungsarbeiten und Ausstattung und die diesbezüglichen Modalitäten für die Jahre 2023 bis 2032

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Addendum zum Vertrag vom 21. Dezember 2023 mit der Klinik St. Josef St. Vith zur Zahlung eines Pauschalbetrages für Instandsetzungsarbeiten und Ausstattung und die diesbezüglichen Modalitäten für die Jahre 2023 bis 2032.

Die Regierung genehmigt das Addendum zum Vertrag vom 21. Dezember 2023 mit dem St. Nikolaus Hospital Eupen zur Zahlung eines Pauschalbetrages für Instandsetzungsarbeiten und Ausstattung und

die diesbezüglichen Modalitäten für die Jahre 2023 bis 2032.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft unterstützt die Krankenhäuser bei der Finanzierung von Infrastrukturvorhaben mit einer 60%igen Übernahme der Anschaffungskosten.

Für das Jahr 2026 hat die Regierung am 19. März 2026 Mittel in Höhe von 1.000.000,00 EUR für die Bezuschussung im Rahmen des gemeinsamen Investitionsplans für EDV-Ausstattung (Masterplan ICT Krankenhäuser) genehmigt. Diese Mittel wurden zu gleichen Teilen zwischen den beiden Krankenhäusern aufgeteilt.

Zur Vereinheitlichung und Vereinfachung der Bezuschussungsprozeduren soll die Auszahlung der Zuschüsse im Rahmen des gemeinsamen Investitionsplans für EDV-Ausstattung zukünftig genauso gehandhabt werden wie beim allgemeinen gemeinsamen Investitionsplan. Hierzu bedarf es einer Anpassung der beiden Verträge vom 21. Dezember 2023 zur Zahlung eines Pauschalbetrages für Instandsetzungsarbeiten und Ausstattung und die diesbezüglichen Modalitäten für die Jahre 2023 bis 2032. Anschließend können die genehmigten Mittel vom 19. März 2026 auf die in den vorgenannten Verträgen definierten Sperrkonten transferiert werden.

Die vorliegenden Addenda regeln diesen Transfer und somit die Erhöhung der Mittel auf den Sperrkonten in Höhe von 1.000.000,00 EUR, wobei bereits in 2026 abgerufene Mittel von diesem Betrag in Abzug gebracht werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Transfer der genehmigten Mittel für den gemeinsamen Investitionsplan für EDV-Ausstattung für das Jahr 2026 auf die Sperrkonten des allgemeinen gemeinsamen Investitionsplans und die damit einhergehende Anpassung der Verträge vom 21. Dezember 2023 haben keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Haushaltsjahr: 2026
Finanzstelle: 70.22
Finanzposition: 52.10

Zuschuss: 1.000.000,00 EUR

TOP 11: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung über die Vermietung von öffentlich geförderten Wohnungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses über die Vermietung von öffentlich geförderten Wohnungen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes „Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH.“ zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Wohnungswesen und Energie zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben zu beantragen

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 26 §1 Absatz 2 Nummer 2 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Schaffung der Datenschutzbehörde das Gutachten der Datenschutzbehörde in einer 30-Tages-Frist zu beantragen

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Im Nachgang der Übertragung der Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich des Wohnungswesens an die Deutschsprachige Gemeinschaft zum 1. Januar 2020 und der erfolgten Aufspaltung der Nosbau (in die Gesellschaft „Nos Cités“, heute „Fagnes & Plateau“) für die Gemeinden des französischen Sprachgebiets und „ÖWOB“ für die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets) wurde das Dekret vom 6. Mai 2024 verabschiedet. Durch das Dekret vom 6. Mai 2024 zur Abänderung des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen und des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur wurde eine tiefgreifende Reform des Systems zur Zuweisung und Vermietung von öffentlich geförderten Wohnungen vorgenommen. Ein Teil der betreffenden Bestimmungen ist noch nicht in Kraft getreten, da die genauen Modalitäten zunächst eines Ausführungserlasses bedürfen. Bei der erfolgten Ausarbeitung des besagten Erlasses konnte die Regierung die Prozeduren anpassen und einige bestehende Regeltexte in den Ausführungserlass integrieren.

Ein erster Teil des Dekrets ist zum 1. September 2025 in Kraft getreten. Der zweite Teil des Dekrets wird zum 1. Januar 2027 in Kraft treten. Ein Artikel (Artikel 22) des Dekrets und die damit verbundenen Artikel im Ausführungserlass (Kapitel 4 Abschnitt 3 und 4 – Artikel 49-74 – Mietpreisberechnung, Mietnebenkosten, Mietkaution) wird zum 1. Januar 2028 in Kraft treten, da die Umsetzung

eine umfassende Anpassung der internen Arbeitsabläufe, Prozeduren und Softwareprogramme der ÖWOB erfordert.

Um den Ausführungserlass zu erarbeiten, wurde eine operative Arbeitsgruppe bestehend aus Vertretern der Kabinette des Ministerpräsidenten und der für das Wohnungswesen zuständigen Ministerin, des Ministeriums und der ÖWOB einberufen. Die Arbeitsgruppe tagte 11-mal im Zeitraum von Oktober 2025 bis Juni 2026. Auftrag dieser Arbeitsgruppe war es, die alten Gesetzestexte aus der Wallonischen Region zu bündeln und Transparenz zu schaffen, sowie die Prozeduren verwaltungstechnisch zu vereinfachen. Verwaltungstechnische Vereinfachung wird zudem darüber erwirkt, dass der neue Erlass nun Inhalte bündelt, die zuvor verstreut in unterschiedlichen Erlassen verfasst waren. Dies trägt zu einer besseren Handhabung und Überschaubarkeit der Materie bei.

Zudem ist zu berücksichtigen, dass durch das Programmdekret 2026 im Dekret vom 6. Mai 2024 einige Aspekte angepasst werden, mit dem Ziel eine kohärente Rechtsgrundlage zu schaffen. Zudem wird für den Datenschutz ein separater, auch für andere Gesetzgebungen gültiger Rechtstext erstellt, was parallel zur Hinterlegung des vorliegenden Erlasses erfolgt.

Der Erlassentwurf beinhaltet 7 Kapitel, für die folgende Erläuterungen gelten:

Kapitel 1 – Allgemeine Bestimmungen (Artikel 1-3)

Artikel 1 legt den Anwendungsbereich des Erlassentwurfs fest. In Artikel 2 wird festgehalten, dass die Personenbezeichnungen im vorliegenden Erlassentwurf für alle Geschlechter gelten. Artikel 3 definiert Begriffe des Erlassentwurfs, die an mehreren Stellen vorkommen und sorgt so für ein einheitliches Verständnis der entsprechenden Bestimmungen. Hierbei sind insbesondere folgende Begriffe hervorzuheben:

- Unterbelegte Wohnung: Eine Wohnung, bei der die Anzahl der Schlafzimmer in der Wohnung größer ist als die Anzahl Mieter und Haushaltsmitglieder – wobei für diese Berechnung die Anzahl Mieter immer 1 beträgt, es sei denn, es handelt sich um gesetzlich zusammenwohnende Mieter, die weder verwandt noch verschwägert sind und in keiner partnerschaftlichen Beziehung zueinanderstehen;
- Geeignete Wohnung: Eine Wohnung, die nicht überbelegt oder unterbelegt ist und die, sofern der Mieter oder eines seiner Haushaltsmitglieder erheblich gesundheitlich beeinträchtigt ist, diesem Bedarf angepasst ist;
- Person mit einer erheblich gesundheitlichen Beeinträchtigung: Die in Artikel 1 Nummer 33 des Gesetzbooks erwähnte Person:

- a) die in Anwendung von Artikel 21 des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen Anrecht auf einen Zuschlag für Kinder mit Beeinträchtigung hat, der mindestens der Kategorie 4 entspricht, oder;
- b) deren Erwerbsfähigkeit in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung auf ein Drittel oder weniger von dem beschränkt ist, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, oder;
- c) deren fehlende Selbständigkeit in Anwendung von Artikel 6 desselben Gesetzes mindestens 9 Punkte beträgt.

Kapitel 2 – Zugangsbedingungen (Artikel 4-12)

Der erste Abschnitt (Artikel 4-7) bezieht sich auf die Einkommens- und Vermögensbedingungen, die im Gesetzbook festgehalten werden. Diese Artikel definieren die Bedingungen, die im Hinblick auf den Zugang zum öffentlich geförderten Wohnungsbau erfüllt sein müssen. Es wird festgehalten, dass das global steuerpflichtige Einkommen, wie bisher, anhand des Nettoeinkommens (letzter verfügbarer Steuerbescheid) berechnet wird, abzüglich der ggf. vorhandenen Alimentenzahlungen.

Es besteht jedoch die Möglichkeit, dass das Einkommen des laufenden Jahres berücksichtigt wird, insofern der Unterschied zwischen dem global steuerpflichtigen Einkommen und dem Einkommen des laufenden Jahres mindestens 15% beträgt. Die Anpassung erfolgt nur auf Anfrage des Mieters, so dass er verpflichtet ist alle Anpassungen mitzuteilen und ihm damit die Bringpflicht obliegt. Das Einkommen der Haushaltsmitglieder wird ebenfalls für die Berechnung der Zugangsbedingungen berücksichtigt.

Ab dem Tag des Antrags und während der gesamten Dauer des Mietverhältnisses darf der Mieter weder Volleigentümer oder Nutznießer einer Wohnung sein, außer wenn diese Wohnung im Sinne des Gesetzbooks nicht verbesserungsfähig, unbewohnbar oder unangepasst ist. Eigentum im Ausland kann nicht kontrolliert werden. Es besteht jedoch die Möglichkeit eine eidesstattliche Erklärung hierzu anzufordern. Eine schriftliche, formelle Bestätigung der Mietinteressenten, mit der diese die Richtigkeit der Sachlage und der Angaben offiziell bezeugen, ist in Verwaltungsverfahren, bei Behörden oder vor Gericht als Beweismittel anerkannt.

Der zweite Abschnitt (Artikel 8-12) betrifft das Thema der Obdachlosigkeit und der gesundheitlichen Zuträglichkeit der Wohnung. In Zukunft besteht nicht mehr die Möglichkeit eines Wohnungswechsels, wenn vorsätzlich eine Unbewohnbarkeit der Wohnung z.B. durch provozierte Schimmelbildung erzeugt wird. Zudem werden die Begriffe der **sozialen Dringlichkeit** und des **sozialen Zusammenhalts** näher definiert. Als soziale Dringlichkeit im Sinne von Artikel 89 Nummer 2 des Gesetzbooks

gilt die Situation, in der aufgrund eines plötzlichen und für den Antragsteller unvorhersehbaren Ereignisses ein unmittelbares Handeln notwendig ist, um die Existenzbedingungen des Haushalts nicht zu gefährden.

Als sozialer Zusammenhalt im Sinne von Artikel 89 Nummer 2 des Gesetzbuchs gilt der Umfang, in dem unterschiedliche Gruppen in der Gesellschaft zusammenleben und gemeinsame Werte teilen können. Im Kontext des öffentlich geförderten Wohnungswesens bedeutet dies eine Berücksichtigung bestimmter Faktoren wie das Schaffen von Zugehörigkeitsgefühl bzw. die Bekämpfung von Isolation, die soziale Inklusion aller Bevölkerungsgruppen und die Förderung der Teilhabe an der Gesellschaft bei der Wohnungszuweisung. Durch die so geschaffene Möglichkeit in Härtefällen von den Vorgaben der Wohnungszuweisung abzuweichen, können die Ausschüsse für die Zuweisung von Wohnungen eine verbesserte, zielgerichtete und bedarfsgerechte Wohnungszuweisung vornehmen.

Kapitel 3 – Wohnungszuweisung (Artikel 13-35)

Der erste Abschnitt befasst sich mit dem **Antragsverfahren und dem Wohnungswechsel**. Beim Erstantrag, also der erstmaligen Einschreibung und Beantragung einer Wohnung der ÖWOB, werden die im Antragsformular anzugebenden Informationen näher im Ausführungserlass definiert. Der Erstantrag wird in den Begriffsbestimmungen definiert. Es handelt sich hierbei um den Antrag eines Kandidaten, welcher noch nicht Mieter bei der ÖWOB ist. Für die jährliche Erneuerung der Erstanträge wird der 1. März des jeweiligen Jahres als Frist festgelegt. Bis dann müssen alle Unterlagen eingereicht werden. Eine fehlende Rückmeldung gilt als Widerruf der Kandidatur. Die Frist zur Neueinschreibung gilt ab Datum des Bescheides. Das Antragsverfahren samt Fristen wurde grafisch festgehalten (siehe Anlage). Hierzu nachstehende Erläuterungen:

- Die Kontrolle der Vollständigkeit der Angaben findet vor der Vergabe statt. Die ÖWOB prüft in zwei Schritten, zuerst die Zugangsbedingungen, dann die Zuweisungsbedingungen (Kontingente). Der Mietkandidat reicht bereits im ersten Schritt alle relevanten Angaben bei der Einschreibung ein.
- Der Versand der Empfangsbetätigung zur Hinterlegung der Unterlagen muss seitens ÖWOB innerhalb von 15 Tagen erfolgen. Parallel dazu muss bei einer Ablehnung des Zugangs eine entsprechende Mitteilung versendet werden.
- Dem Mietkandidaten stehen Rechtsmittel zur Verfügung, um gegen eine Entscheidung Einspruch zu erheben.

Die medizinische Dringlichkeit war bisher von einem prioritären Wohnungswechsel ausgeschlossen. Durch das Programmdekret 2026 findet eine entsprechende Anpassung statt, damit auf den tatsächlichen Bedarf (wie er sich in der Arbeitsgruppe ma-

nifestiert hat) reagiert werden kann und der im Erlass diesbezügliche Text auf einer legalen Basis beruht.

In Zukunft ist es gemäß Artikel 19 so, dass wenn der Antragsteller sich auf die Anfrage der ÖWOB-Dokumente nachzureichen, bzw. zu aktualisieren nicht zurückmeldet, der Erstantrag für den Zugang gestrichen wird.

Es besteht immer die Möglichkeit, dass die Ausschüsse für die Zuweisung der Wohnungen der ÖWOB in begründeten Härtefällen (nach Artikel 89 des Gesetzbuchs zu den außergewöhnlichen Umständen) vom Vorgehen abweichen können.

Zudem wird die Möglichkeit für einen freiwilligen Wohnungstausch eingefügt, insofern die Proportionalität gewährleistet ist.

Darauf folgt der zweite Abschnitt zum **Zuweisungsverfahren**. Zunächst wird festgehalten, dass eine Priorisierung für den Auszug von Personen in zu renovierenden Wohnungen bzw. Häusern der ÖWOB besteht, damit diese ihren Immobilienpark energetisch sanieren kann. Das ist im Gesetzbuch im Artikel 93 Nummer 8 Buchstabe a) festgehalten.

Die Zielgruppen von Senioren 65+ und Personen mit Beeinträchtigung bleiben eine weitere Priorität. Zudem haben diese Zielgruppen weiterhin Anrecht auf ein zusätzliches Schlafzimmer, jedoch nun auf Anfrage (Artikel 34). Da das Anrecht auf ein zusätzliches Schlafzimmer ausschließlich auf Anfrage genehmigt werden kann, ist dies entsprechend im Antragsformular der ÖWOB zu vermerken. Im Falle einer Genehmigung, erfolgt dies ohne Mietaufschlag. Sobald jedoch eine unbegründete Unterbelegung vorhanden ist, greift das System des Mietaufschlags, sodass für das/die zusätzliche/n Zimmer ein Aufschlag gezahlt werden muss. Ziel dieser Maßnahmen ist es, zu ermöglichen, dass die ÖWOB ihre Bestände an Ein- und Zweizimmerwohnungen besser durchmischen kann und für die Kandidaten eine höhere Chance besteht, eine geeignete Wohnung zu erhalten.

Durch die neue Regelung im Hinblick auf ein zusätzliches Schlafzimmer auf Anfrage, ist ein zeitnahe Wohnungswechsel ausgeschlossen, wenn bei Einzug auf das besagte Anrecht verzichtet wurde. In diesem Fall gilt die ansonsten entsprechend Artikel 34 anzuwendende Regel, dass ein Wohnungswechsel nicht vor Ablauf von drei Jahren beantragt werden kann.

Zudem bestehen die Möglichkeiten zur begründeten Abweichung in Härtefällen durch die Entscheidung der Ausschüsse für die Zuweisung der Wohnungen (z.B. spezifische medizinische Gründe) und zum freiwilligen Wohnungstausch.

Der dritte Abschnitt befasst sich mit dem Thema **geeignete Wohnung**. Hier werden die Elemente einer Unterbelegung und Überlegung festgelegt, sowie

mögliche Abweichungen bei der Zuweisung einer Wohnung festgehalten.

Kapitel 4 – Wohnungsmiete (Artikel 36-74)

Der erste Abschnitt beinhaltet die **Verpflichtungen des Vermieters**. Zwischen den Pflichten des Mieters und des Vermieters wird ein Gleichgewicht angestrebt. So sieht der Text beispielsweise vor, dass die Wohnungsbaugesellschaft einen Vor-Ort-Empfang der Mieter sowohl im Norden als auch im Süden der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewährleistet.

Die ÖWOB verfügt aktuell über eine umfassende Feuerversicherung für alle Immobilien mit einem umfassenden Regressverzicht in der Police. Das heißt, die Versicherung verzichtet auf Regress gegenüber den Mietern. Der Regress Dritten gegenüber der ÖWOB und Mietern (z.B. Nachbarn) ist ebenso abgedeckt. Die ÖWOB informiert in Zukunft ihre Mieter explizit (Mustermietvertrag und Hausordnung), dass ihr Hausrat nicht versichert ist. Diesen obliegt es dann, eine eigene Hausratsversicherung abzuschließen.

Die ÖWOB muss das zuständige ÖSHZ informieren, wenn sie einem Mieter ohne beidseitiges Einverständnis (Wohnungsräumung) kündigt.

Darauf folgen in einem zweiten Abschnitt die **Verpflichtungen des Mieters**. Diese wurden neu hinzugefügt. Dazu gehören Sprach- und Beschäftigungsnachweise oder die Eintragung beim Arbeitsamt wie im Dekret vom 22. Mai 2023 über die bedarfsbegleitende Arbeitsvermittlung festgelegt. Das Dekret definiert die Dienstleistung der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie bestimmte Maßnahmen, die zu ihrer Umsetzung beitragen. Es zielt darauf ab, jedem Arbeitsuchenden auf seinem Weg in die Berufswelt das Recht auf eine unentgeltliche, hochwertige und an ihn angepasste Beratung, Begleitung und Vermittlung einzuräumen, unabhängig vom jeweiligen Einkommen oder Ersatzeinkommen. Die Verpflichtungen gelten nur für neu abgeschlossene Mietverträge und haben keine Auswirkung auf bestehende Verträge. Zudem wird darauf verwiesen, dass der Mieter auf die gesundheitliche Zuträglichkeit seiner Wohnung achten muss und diese nicht vorsätzlich herunterwirtschaften und unbewohnbar machen darf.

Der dritte Abschnitt befasst sich mit dem Thema **Wohnmietvertrag und Hausordnung**. Der Mustermietvertrag befindet sich in der Anlage des Erlasses. Zudem besteht die Möglichkeit, vor dem Tod eines Mieters das Wohnrecht auf ein verbleibendes oder die verbleibenden Haushaltsmitglieder, die bis dato noch keine Mieter waren, aber in der Wohnung leben, zu übertragen. Das betrifft z.B. Situationen, in denen der Unterzeichner des Mietvertrags erkrankt ist und keine zusätzliche (administrative) Last für die restlichen Familienmitglieder entstehen soll.

Der nächste Abschnitt widmet sich zunächst der **Mietpreisberechnung**. Das Dekret sieht die Möglichkeit vor, für den mittleren Wohnungsbau (d.h. Kategorie 3 und 4) eine andere Mietpreisberechnung vorzusehen. Es handelt sich um eine „Kann-Bestimmung“ (siehe Art. 94 §1 Abs. 2). Entschieden wurde, von dieser Möglichkeit im Rahmen der Ausarbeitung des Erlasses vorerst keinen Gebrauch zu machen.

Die neue Formel zur Mietpreisberechnung wurde vereinfacht (der ehemalige „Koeffizient X“ wird durch 1% des jährlichen Haushaltseinkommens ersetzt, da sich in der Vergangenheit gezeigt hat, dass sich trotz der komplexen Berechnung und Hinzuziehung unterschiedlicher Faktoren stets ein Wert um eins ergeben hat) und lautet in Zukunft wie folgt:

$$\text{Mietzins (L)} = 0,4 \text{ (40\%)} * \text{Monatliche Grundmiete (LB)} + 0,01 \text{ (1\%)} \text{ des jährlichen Haushaltseinkommens (RA)}$$

Der Mietzins setzt sich aus zwei Teilen zusammen:

1. Wert der Immobilie berechnet aufgrund des Entstehungspreises inklusive Investitionen und Sanierungen und
2. Global steuerpflichtiges Einkommen des Mieters.

Zusätzlich greifen Mietpreisdeckel:

- Normaler Mietwert bzw. Valeur locative normale (VLN), jährlich indexierter Wert (Kategorie 3 und 4)
- Max. 20% Einkommen (in Kategorie 1 und 2)

Im Rahmen des Gesetzbuches (Artikel 94) werden folgende Parameter für die Mietpreisberechnung festgelegt:

- die Entstehungskosten
- die Qualität der Wohnung
- die Energieeffizienz und
- die Lage der Wohnung

Für die neue Berechnungsmethode wurden diese berücksichtigt. Die Entstehungskosten sind bereits Teil der Berechnungsmethode des Mietzinses. Die Qualität wird anhand von drei messbaren Parametern beurteilt:

- Typus der Immobilie (Haus oder Wohnung; Garage; Garten bzw. privatisierte Außenanlage)
- Anzahl Schlafzimmer (erlaubt es, die Größe der Wohnfläche zu berücksichtigen)
- Alter der Immobilie

Alle Parameter sind somit mess- und belegbar. Es erfolgt eine Anpassung der Deckelung von 2-10% auf 4-12%, so dass sich der Durchschnittswert, der aktuell bei 6% liegt, ebenfalls erhöht.

Zudem wird eine neue Deckelung, die die Energieeffizienz von Gebäuden berücksichtigt, eingeführt. Diese basiert auf Angaben aus dem EEG-Ausweis:

- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse G: 20% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse F: 21% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse E: 22% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse D: 23% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse C: 24% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse B: 25% des jährlichen Haushaltseinkommens;
- für Wohnungen mit einem EEG-Ausweis der Klasse A oder höher: 26% des jährlichen Haushaltseinkommens.
- Wohnungen, für die kein gültiger EEG-Ausweis vorliegt, werden der Klasse G zugeordnet. In diesem Fall informiert der Vermieter den Mieter entsprechend.

Erläuternd sei angemerkt, dass vor der Festlegung der Mietpreisberechnung eine Simulation durchgeführt worden ist, um einschätzen zu können, ob sowohl die sozialen als auch die ökonomischen Bedarfe berücksichtigt wurden.

Zudem wurden zwei Delegationen an den für das Wohnungswesen zuständigen Minister eingebaut: Zum einen um den Angleichungskoeffizienten beim aktualisierten Selbstkostenpreis festzulegen, zum anderen um die Gewichtung der Parameter des Rechenmodells zur Mietpreisberechnung festzulegen.

Die Berechnung soll in Zukunft automatisiert werden und muss im Hinblick auf die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft geltenden Vorgaben umgesetzt werden.

Der Mietaufschlag bei überzähligen Schlafzimmern wurde zeitgemäß erhöht und wird in Zukunft jährlich nach dem Gesundheitsindex indexiert und auf den nächsten Zehnereuro abgerundet werden. Diese Maßnahme rechtfertigt sich, da die bisherigen Werte aus dem Jahr 2007 stammen und nicht indexiert wurden. Die Geldwertentwicklung hat dazu geführt, dass die zu entrichtende Summe keine Motivation mehr erzeugte, freiwillig in eine geeignete Wohnung zu ziehen, sondern die Mehrkosten der Fehlbelegung hinnehmbar wurden. Das Resultat heute ist, dass in hohem Umfang Unterbelegungen vorhanden sind und große Wohnungen z.B. nicht Kindern mit Familien zugeführt werden können.

Der zweite Unterabschnitt betrifft die **Mietnebenkosten**. Die Grundelemente des Erlasses der wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 wurden nahezu unverändert übernommen, jedoch sprachlich überarbeitet. Der Anhang 2 wurde dem Entwurf beigelegt und enthält die technischen Details der Mietnebenkosten.

Werden im Rahmen von innovativen Projekten gemäß Artikel 59quater des Gesetzbuchs gegenüber dem Mieter weitere Dienstleistungen erbracht, können diese ebenfalls als Mietnebenkosten angerechnet werden. In diesem Fall werden die weiteren Modalitäten in einer Vereinbarung zwischen dem Vermieter, dem Mieter und ggf. weiteren Projektpartnern festgelegt.

Im letzten Unterabschnitt wurden die Bestimmungen zur **Mietkaution** eingebaut. Das Prinzip der Mietkaution wurde beibehalten. Der Fachbereich Finanzen des Ministeriums regelt derzeit die Hinterlegung der Kautions auf einem spezifischen Konto. Der Text aus dem Erlass der wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 wurde vereinfacht und Formalitäten, wie z.B. Mustervorlagen, wurden entfernt. Die aktuellen Beträge werden im Ausführungserlass übernommen und werden, wie bisher, via Rundschreiben des zuständigen Ministers jährlich aktualisiert. Da die Mietkaution Zinsen zugunsten des Mieters generiert und die aktuelle Regelung sehr komplex ist, wird vorgesehen, dass die Art und Weise, wie die Zinsen berechnet werden, in Zukunft durch den Minister geregelt wird.

Kapitel 5 – Beschwerdeverfahren (Artikel 75-78)

Dieses Kapitel legt das Beschwerdeverfahren und die Funktionsweise der Beschwerdekammer fest, sowie die damit verbundenen Fristen und organisatorischen Elemente. Erst nach einer im Vorfeld erfolgten Beschwerde bei der ÖWOB kann die Beschwerdekammer angerufen werden. So wird gewährleistet, dass ein Einigungsversuch zwischen den betroffenen Parteien unternommen wurde. Die Beschwerdekammer ist nach wie vor das einzige Organ, das eine Wohnungsvergabe aufheben oder eine Mietberechnung abändern kann.

Der im hiesigen Abänderungserlass vorgesehene Ablauf einer Beschwerde ist wie folgt:

- Beschwerde unmittelbar bei der ÖWOB und Lösungsversuch
- Bei Nichteinigung: Vorprüfung durch den Vorsitz der Beschwerdekammer
- Nach Vorprüfung und Zulassung Behandlung in der Beschwerdekammer

Die Beschwerdekammer besteht aus 5 effektiven Mitgliedern:

- Vorsitzender
- Vertretung der Verbraucherschutzzentrale
- Vertretung der Anwaltskammer
- Vertretung der Mieter
- Vertretung des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Aufsichtsbehörde

Die Mitglieder werden für die Dauer von jeweils 5 Jahren bestellt. Es besteht die Möglichkeit, das Mandat zu erneuern.

Kapitel 6 – Verschiedene Bestimmungen (Artikel 79)

Dieses Kapitel enthält einen Verweis auf die Möglichkeit zur Nutzung bestehender Angaben bei authentischen Quellen, im Sinne der Verwaltungsvereinfachung und des Once-Only-Prinzips und der Bürgerfreundlichkeit. Die in den authentischen Quellen vorliegenden Informationen müssen somit nicht vom Mieter zur Verfügung gestellt werden. Dabei handelt es sich z.B. um den Beschäftigungsnachweis, die Eintragung beim Arbeitsamt oder den Sprachnachweis.

Kapitel 7 – Schlussbestimmungen (Artikel 80-85)

Das Kapitel regelt das Inkrafttreten verschiedener Artikel des Dekrets. Es wird beabsichtigt, die vorliegenden Bestimmungen per Ausführungserlass gleichzeitig mit dem erwähnten Dekret vom 6. Mai 2024 samt datenschutzrechtlicher Vorgaben zum 1. Januar 2027 in Kraft treten zu lassen.

Artikel 22 des Dekrets tritt zum 1. Januar 2028 in Kraft. Dieser Artikel beinhaltet die Anpassung von Artikel 94 des Gesetzbuches und legt fest, wie die Rahmenbedingungen zur Mietpreiskalkulation aussehen. Dabei werden unter anderem Haushaltsgröße, Einkommen, Wohnungsmerkmale (z. B. Qualität oder Energieeffizienz) berücksichtigt. Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Mietnebenkosten, der Mietkaution und des Mietaufschlags. Die damit verbundenen Artikel 49 bis 74 des vorliegenden Erlassentwurfs (Wohnmietvertrag und Hausordnung, sowie finanzielle Bestimmungen – Mietpreisberechnung, Mietnebenkosten, Mietkaution) treten zum 1. Januar 2028 in Kraft, da die Umsetzung eine umfassende Anpassung der internen Arbeitsabläufe, Prozeduren und Softwareprogramme der ÖWOB erfordert. So müssen zahlreiche Mietpreisberechnungen, Mietkautionen, Mietnebenkosten, Mietaufschläge und weitere Modalitäten in den Systemen der ÖWOB neu hinterlegt oder angepasst werden.

Durch dieses Kapitel werden zudem eine Reihe von Rechtstexten der Wallonischen Region aufgehoben, die durch den vorliegenden Erlassentwurf ersetzt werden. Dies ist ein wesentlicher Beitrag zum Bürokratieabbau.

Artikel 83 besagt, dass bisherige Mietverträge in den alten Systemen z.B. Wohnungen mit Gleichgewichtsmiete, Mietrecht auf Lebenszeit oder Sozialwohnungen für Studenten, etc. unbeschadet bestehen bleiben.

Anhang 1 – Muster-Mietvertrag

Der Anhang umfasst den für die ÖWOB verbindlichen Muster-Mietvertrag.

Anhang 2 – Mietnebenkosten

Der Anhang umfasst die Auflistung der technischen Details der Mietnebenkosten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Dekretvorentwurf zur Abänderung der datenschutzrechtlichen Vorgaben des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Dekretes zur Abänderung der datenschutzrechtlichen Vorgaben des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes „Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH.“ zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Wohnungswesen und Energie zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 26 §1 Absatz 2 Nummer 2 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Schaffung der Datenschutzbehörde das Gutachten der Datenschutzbehörde in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Durch das Dekret vom 6. Mai 2024 zur Abänderung des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen und des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur wurde eine tiefgreifende Reform des Systems zur Zuweisung und Vermietung von öffentlich geförderten Wohnungen vorgenommen. Die betreffenden Bestimmungen sind noch nicht in Kraft getreten, da die genauen Modalitäten zunächst eines Ausführungserlasses bedürfen. Bei der Ausarbeitung des besagten Erlasses konnte die Regierung konkretisieren, welche personenbezogenen Daten der Antragsteller und Mieter bei der Zuweisung und Vermietung von öffentlich geförderten Wohnungen verarbeitet werden müssen.

Um diesen Datenverarbeitungen gemäß dem in Artikel 22 der Verfassung verankerten Legalitätsprinzips und unter Einhaltung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) einen dekretalen Rechtsrahmen zu geben, soll der vorliegende Dekretentwurf Titel III Kapitel I des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen entsprechend ergänzen. Auch wird die dekretale Grundlage für einen Datenaustausch zwischen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes (hiernach: „die Wohnungsbaugesellschaft“) einerseits und der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben bzw. dem Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft andererseits geschaffen.

Es wird beabsichtigt, die vorliegenden Bestimmungen per Ausführungserlass gleichzeitig mit dem erwähnten Dekret vom 6. Mai 2024 in Kraft treten zu lassen.

Artikel 1

Mit diesem Artikel wird in Titel III Kapitel I des Gesetzbuchs ein neuer Abschnitt 4 „Vertraulichkeit und Datenschutz“ eingefügt.

Artikel 2

Insofern die von den Antragstellern und Mietern mitgeteilten Angaben teils sensibler Natur sind, unterliegen die Akteure des öffentlichen Wohnungssektors – darunter insbesondere die Wohnungsbaugesellschaft und ihre Sozialreferenten und die von der Regierung bestellten Inspektoren – einer besonderen Verpflichtung zur Vertraulichkeit.

Artikel 3

Mit diesem Artikel werden zunächst die für die Verarbeitung Verantwortlichen im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung identifiziert. Dabei handelt es sich um:

1. die Regierung für die in Artikel 171*bis*, Artikel 202*ter* und Artikel 204 des Gesetzbuchs erwähnten Aufgaben, d. h. die Behandlung von Beschwerden durch die bei der Regierung eingesetzte Beschwerdekammer, die Inspektion im Hinblick auf die Einhaltung der Vorgaben des Gesetzbuchs und die Möglichkeit der Verhängung von administrativen Geldbußen durch die Regierung bei festgestellten Verstößen;
2. die Wohnungsbaugesellschaft für die in Titel III Kapitel I Abschnitte 1 bis 3 des Gesetzbuchs (insbesondere Artikel 86 §1, Artikel 91 §1, Artikel 96, Artikel 98, Artikel 100 und Artikel 101) erwähnten Aufgaben, d. h. die Entgegennahme, Bearbeitung und Entscheidung über Anträge auf Zuweisung einer öffentlich geförderten Wohnung, der Beginn eines Mietvertrags, die Aufkündigung oder Auflösung eines Mietvertrags, die Berechnung des Mietpreises

sowie die Wahrnehmung der sozialen Betreuung durch die Sozialreferenten und der Hausmeisterfunktion.

Es wird festgehalten, dass diese Akteure die entsprechenden Datenverarbeitungen nur im Rahmen der genannten Aufgaben und unter Einhaltung der anwendbaren Rechtsvorschriften im Bereich Datenschutz vornehmen dürfen.

Artikel 4

Mit diesem Artikel werden die verschiedenen Datenkategorien festgehalten, die im Hinblick auf die hierüber beschriebenen Aufgaben einerseits durch die Regierung und andererseits durch die Wohnungsbaugesellschaft verarbeitet werden dürfen.

Die Regierung verarbeitet die aufgeführten Kategorien personenbezogener Daten in Bezug auf die Mieter einer gemeinnützigen Wohnung und ihrer Haushaltsmitglieder zum Zweck der Behandlung von Beschwerden durch die Beschwerdekammer, der Kontrolle der in Artikel 93 Absatz 1 des Gesetzbuchs genannten Verpflichtungen und der Verhängung einer administrativen Geldbuße. Diese Daten sind in der Tat notwendig, um die Einhaltung folgender Verpflichtungen zu überprüfen:

- Beziehen des Wohnsitzes und Bestimmung zum Hauptwohntort;
- Mitteilen des Zusammenwohnens mit anderen Personen, ohne dass diese die Wohnung zu ihrem Hauptwohntort bestimmen dürfen;
- Verbot der Untervermietung der Wohnung;
- Mitteilen der notwendigen Auskünfte für die Mietpreisberechnung (darunter Einkommens- und Vermögensnachweise);
- Mitteilen des Nachweises, dass ausreichende Kenntnisse der deutschen oder der französischen Sprache vorliegen;
- Nutzung der Wohnung mit der Sorgfalt einer vorsichtigen und vernünftigen Person und Sicherstellung, dass die Lebensqualität nicht beeinträchtigt wird und keine übermäßige Störung für die Nachbarn und die unmittelbare Umgebung verursacht wird;
- Einhaltung der Begleitvereinbarung im Hinblick auf die soziale Betreuung;
- Zustimmung zu einem Wohnungswechsel in bestimmten Situationen (bei Sanierungs-, Anpassungs- und Abrissarbeiten oder bei Verkauf; wenn die Wohnung unangepasst oder überbelegt ist; wenn keine erheblich gesundheitlich beeinträchtigte Person mehr Teil des Haushalts ist und eine angepasste Wohnung gemietet wird);
- Mitteilen des Nachweises, dass der arbeitslose Mieter sich beim Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Arbeitsuchender eingetragen hat.

Die Wohnungsbaugesellschaft ist als Vermieter angehalten, die Vorgaben des Gesetzbuchs anzuwenden. Somit müssen die Datenkategorien, die für die Entgegennahme, Bearbeitung und Entscheidung

über Anträge auf Zuweisung einer öffentlich geförderten Wohnung, den Beginn eines Mietvertrags, die Aufkündigung oder Auflösung eines Mietvertrags und die Mietpreisberechnung notwendig sind, erhoben und verarbeitet werden können. Ferner obliegt auch der Wohnungsbaugesellschaft die Kontrolle der in Artikel 93 Absatz 1 des Gesetzbuchs genannten Verpflichtungen (siehe hierüber). Darüber hinaus nehmen die Sozialreferenten der Wohnungsbaugesellschaft auch eine Betreuung der Mieter und ihrer Haushaltsmitglieder im Sinne von Artikel 1 Nr. 31*bis* und Artikel 131*bis* des Gesetzbuchs wahr. Insofern diese als umfassend zu betrachten ist, soll auch die Möglichkeit gegeben werden Daten zu Freizeitbeschäftigung, Interessen, Fähigkeiten und Fertigkeiten oder unter Umständen auch besonders schützenswerte Daten zu verarbeiten, wie dies für Sozialarbeiter auch in anderen Bereichen vorgesehen ist.

Artikel 5

Dieser Artikel legt die Dauer der Aufbewahrung der personenbezogenen Daten fest. Diese sollen höchstens während einem Jahr nach dem endgültigen Abschluss der verwaltungsrechtlichen, gerichtlichen und außergerichtlichen Verfahren und höchstens während zehn Jahren nach der Verweigerung eines Antrags auf Wohnungszuweisung bzw. ab dem Ende des Mietvertrags oder ab dem Abschluss einer Kontrolle aufbewahrt werden.

Artikel 6

Die Regierung wird damit beauftragt, gegebenenfalls die nötigen Sicherheitsmaßnahmen für die durch den vorliegenden Abschnitt vorgesehene Verarbeitung der personenbezogenen Daten festzulegen.

Artikel 7

Mit dieser Bestimmung soll ein Datenaustausch zwischen der Wohnungsbaugesellschaft und der Dienststelle für selbstbestimmtes Leben eingerichtet werden. Es geht um die Übermittlung der Information, ob ein Haushaltsmitglied eines Antragstellers für eine öffentlich geförderte Wohnung in Anwendung von Artikel 21 des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen Anrecht auf einen Zuschlag für Kinder mit Beeinträchtigung hat, der mindestens der Kategorie 4 entspricht. Die Dienststelle ist in dieser Hinsicht für alle Personen, die im deutschen Sprachgebiet Kindergeld beziehen, die authentische Quelle.

Dieser Datenaustausch dient der in den Artikeln 87 §3 Absatz 1 Nummer 1 und 88 Nummer 1 des Gesetzbuchs vorgesehenen Zuweisung gemeinnütziger Wohnungen, die für Personen mit einer erheblichen gesundheitlichen Beeinträchtigung angepasst sind.

Artikel 8

Mit dieser Bestimmung soll ein Datenaustausch zwischen der Wohnungsbaugesellschaft und dem Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingerichtet werden. Es geht um die Übermittlung der Information, ob der arbeitslose Mieter einer öffentlich geförderten Wohnung sich gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung in das Register der Arbeitsuchenden eingetragen hat. Das Arbeitsamt ist in dieser Hinsicht für alle Personen, die im deutschen Sprachgebiet als arbeitslos gemeldet sind, die authentische Quelle.

Dieser Datenaustausch dient dem Nachweis der in Artikel 93 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzbuchs vorgesehenen Verpflichtung des arbeitslosen Mieters mit Beschäftigungspotenzial, sich als Arbeitsuchender einzuschreiben.

Artikel 9

Dieser Artikel betrifft das Inkrafttreten. Es wird beabsichtigt, die vorliegenden Bestimmungen per Ausführungserlass gleichzeitig mit dem erwähnten Dekret vom 6. Mai 2024 in Kraft treten zu lassen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2022 über das Pflegegeld für Senioren

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2022 über das Pflegegeld für Senioren.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirates für Seniorenunterstützung zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch vorliegenden Erlass wird Artikel 3 des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2022 über das Pflegegeld abgeändert.

Die in Artikel 6 und 8 des Dekrets erwähnten Beträge werden jährlich ab 2029 aufgrund der Indexentwicklung der Gehälter des öffentlichen Dienstes der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit dem Angelindex 138,01 zum Monat September des Vorjahres angepasst.

Ferner wird in Artikel 3 ein Absatz 2 eingefügt der die Erhöhung aufgrund der Indexentwicklung auf höchstens 2% pro Jahr begrenzt.

Für Seniorinnen und Senioren bedeutet dies, dass die nächste Erhöhung des Pflegegeldes im Jahr 2029 erfolgt und die Anpassung ab diesem Zeitpunkt an die Inflationsentwicklung gebunden ist, wobei sie auf höchstens 2% pro Jahr begrenzt ist.

Ziel der Maßnahme ist es, die langfristige Tragfähigkeit des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft – insbesondere im Bereich der sozialen Leistungen – sicherzustellen und zugleich den europäischen sowie föderalen Anforderungen an die Haushaltsführung Rechnung zu tragen. Angesichts der demografischen Entwicklung und der steigenden Zahl an Leistungsbeziehern ist eine strukturelle Stabilisierung der Ausgaben unerlässlich.

Wie der Verfassungsgerichtshof wiederholt festgestellt hat, stellt die Gewährleistung der finanziellen Tragfähigkeit öffentlicher Haushalte einen legitimen Zweck dar, der die Anpassung sozialer Leistungen rechtfertigen kann (VerfGH, 20. Juli 2023, Nr. 112/2023, Rn. B.11.2.2). Im Sinne einer generationenübergreifenden Solidarität ist es angezeigt, in allen Bereichen angemessene Anstrengungen zu unternehmen.

Im Hinblick auf die sogenannte Standstill-Verpflichtung ist festzuhalten, dass die vorgesehene Maßnahme keine wesentliche Verringerung des vorher gewährten Schutzniveaus bewirkt. Zwar führt die zeitliche Verschiebung der nächsten Indexierung zu einer gewissen Verzögerung im Vergleich zu einer unmittelbar inflationsgekoppelten Anpassung; jedoch bleibt die Grundstruktur des Pflegegeldsystems unangetastet. Insbesondere werden weder die Anspruchsvoraussetzungen verschärft noch die nominalen Beträge reduziert.

Zudem wird ab dem Jahr 2029 eine an die Indexentwicklung gekoppelte jährliche Anpassung eingeführt, die auf 2 % begrenzt ist. Dadurch wird eine verlässliche und vorhersehbare Weiterentwicklung der Leistungen sichergestellt. Diese Regelung trägt dazu bei, die finanzielle Unterstützung kontinuierlich und maßvoll an die Preisentwicklung anzupassen. Die Maßnahme ist daher als verhältnismäßig anzusehen, da sie eine ausgewogene Balance zwischen Haushaltskonsolidierung und dem Schutz der Leistungsbezieher gewährleistet.

Für den einzelnen Leistungsempfänger bleibt die finanzielle Auswirkung äußerst begrenzt, während auf Ebene der Deutschsprachigen Gemeinschaft

eine spürbare Entlastung erzielt wird, indem die kumulierten Ausgaben gedämpft werden. Dies stärkt nachhaltig die Finanzierbarkeit des Systems.

Durch diese Maßnahme wird eine verlässliche und vorausschauende Planung für den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewährleistet. Diese moderate, aber kontinuierliche Anpassung ermöglicht es, die entsprechenden Mittel stabil einzuplanen.

Gleichzeitig profitieren die Bezieher des Pflegegeldes von einer regelmäßigen, an der Indexentwicklung orientierten Anpassung ihrer Leistungen, wobei die jährliche Erhöhung auf höchstens 2 % begrenzt ist. Dies ermöglicht eine ausgewogene Berücksichtigung der Preisentwicklung und sichert zugleich die haushaltspolitische Planbarkeit.

Schlussfolgernd lässt sich festhalten, dass die vorliegende Maßnahme in einem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Ziel steht, nämlich der Sicherstellung der finanziellen Tragfähigkeit des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie der langfristigen Stabilität des Pflegegeldsystems angesichts der demografischen Entwicklung. Gleichzeitig erhalten die Leistungsempfänger ab dem Jahr 2029 eine regelmäßige und verlässliche, an die Lebenshaltungskosten gebundene Anpassung ihrer Beihilfe, wobei die jährliche Erhöhung auf höchstens 2 % begrenzt ist.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Geht man davon aus, dass in den Jahren 2027 und 2028 eine jährliche Indexierung von 2% vorzunehmen gewesen wäre, ermöglicht die vorliegende Abänderung – bei gleichbleibender Anzahl an Beziehern – eine Reduzierung von rund 453.000 € im Vergleich zu den für 2026 vorgesehenen Mitteln.

Die vorliegende Abänderung führt dazu, dass ab dem Jahr 2029 – bei gleichbleibender Anzahl an Beziehern – jährlich maximal zusätzlich 2 % an Mitteln vorzusehen sind. Für das Jahr 2029 entspricht dies einem Betrag von rund 150.000 € und für das Jahr 2030 von rund 153.000 € im Vergleich zum Vorjahr 2029, vorausgesetzt der Schwellenindex wird überschritten.

TOP 18: Erlass der Regierung zur Festlegung der Lehrprogramme Holzbauer/in (C03/2026), Dachdecker/in (K02/2026), Informationselektroniker/in (H03/2026), Medientechniker/in Bild und Ton (H23/2026), Glaser/in - Fensterbauer/in (S09/2026), Baum- und Pflanzenzüchter/in (R02/2026) und Einzelhändler/in (W00/2026) und zur Aufhebung des Erlasses der Regierung vom 25. Februar 2010 zur Anerkennung von Ausbildungen gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Festlegung der Lehrprogramme Holzbauer/in (C03/2026),

Dachdecker/in (K02/2026), Informationselektroniker/in (H03/2026), Mediengestalter/in Bild und Ton (H23/2026), Glaser/in - Fensterbauer/in (S09/2026), Baum- und Pflanzenzüchter/in (R02/2026) und Einzelhändler/in (W00/2026) und zur Aufhebung des Erlasses der Regierung vom 25. Februar 2010 zur Anerkennung von Ausbildungen gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem Schreiben vom 20. März 2026 beantragt das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) die Festlegung der Lehrprogramme Holzbauer/in (C03/2026), Dachdecker/in (K02/2026), Informationselektroniker/in (H03/2026), Mediengestalter/in Bild und Ton (H23/2026), Glaser/in - Fensterbauer/in (S09/2026), Baum- und Pflanzenzüchter/in (R02/2026) und Einzelhändler/in (W00/2026)

Der Verwaltungsrat des IAWM hat die Lehrprogramme in seiner Sitzung vom 18. März 2026 gutgeheißen.

Die Lehrprogramme Holzbauer/in (C03/2026), Dachdecker/in (K02/2026), Baum- und Pflanzenzüchter/in (R02/2026) und Einzelhändler/in (W00/2026) sind eigene Lehrprogramme.

Das Lehrprogramm Einzelhändler/in (W00/2026) ist eine Fusion der früheren Lehrprogramme „Einzelhändler“ und „Verkäufer“. Im Erlass ist ab dem Ausbildungsjahr 2026-2027 die sukzessive Aufhebung des Lehrprogramms Verkäufer/in (W02/2009) mit dem 1. Lehrjahr beginnend vorgesehen.

Beim Lehrprogramme Holzbauer/in (C03/2026) handelt es sich um eine einjährige Zusatzausbildung.

Die Arbeitsberichte sind nicht mehr als Unterrichtsfach aufgeführt und wurden aus der Punkteverteilung der eigenen Lehrprogramme herausgenommen.

Für die eigenen oben erwähnten Lehrprogramme liegen insgesamt sechs betriebliche Gutachten vor.

Die Lehrprogramme Informationselektroniker/in (H03/2026), Mediengestalter/in Bild und Ton (H23/2026) und Glaser/in - Fensterbauer/in (S09/2026) wurden vollständig aus dem in Deutschland geltenden Rahmenpläne übernommen.

Besonders hervorzuheben ist, dass das IAWM keine betrieblichen Gutachten für die Lehrprogramme, die sich auf deutsche Rahmenpläne beziehen, angefragt

hat. Das IAWM begründet dies durch die Entsendung der betreffenden Lehrlinge nach Deutschland und die Unmöglichkeit die vorgesehenen Kompetenzen und Inhalten anzupassen beziehungsweise zu verändern. Die Kommission zur Anerkennung von Ausbildungen in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, ebenfalls Teilzeitschulpflichtkommission genannt, sieht jedoch das Einholen von betrieblichen Gutachten weiterhin als notwendig an. Die entsprechenden betrieblichen Gutachten seien von besonderer Wichtigkeit, um den erforderlichen Nachschulungsbedarf bzw. den Bedarf an überbetrieblichen Schulungen hinsichtlich belgischer Unterschiede festzustellen oder anzupassen.

Das IAWM meldete zu diesem Punkt zurück, dass wie bei allen Ausbildungen, deren schulischen Teil in Deutschland stattfindet, die spezifischen belgischen Gegebenheiten im Betrieb vermittelt werden. Da der betriebliche Anteil 80% des Gesamtumfangs der Ausbildung umfasst, wäre dies gut umsetzbar. Auf diese Besonderheit würde beim Abschluss des Ausbildungsvertrages durch das IAWM ausdrücklich hingewiesen.

Nach Überarbeitung aufgrund des Gutachtens der Kommission zur Anerkennung von Ausbildungen vom 9. Juni 2026, reichte das IAWM am 13. Juni 2026 neue Lehrprogramme ein.

Das IAWM hat nicht alle Empfehlungen der Kommission zur Anerkennung von Ausbildungen in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht übernommen. Aus dem Anhang „Rückmeldung zum Gutachten der Teilzeitschulpflichtkommission“ gehen die angenommenen Änderungen hervor.

So wurden zum Beispiel folgenden Empfehlungen nicht berücksichtigt:

- in den Fortschrittsberichten der eigenen Lehrprogramme die Kompetenzen statt der Zielformulierungen aufzunehmen, weil sie kleinschrittiger sind und die bessere Wiedergabe detaillierter Lernfortschritte durch Betriebe ermöglichen;
- den Begriff „Kompetenzerwartungen“ durch den Begriff „Kompetenzen“ zu ersetzen, um den vermeintlichen pädagogischen Unterschied zwischen „Ziel“ und „Erwartung“ zu vermeiden.

Der Erlass der Regierung tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft und wird ab dem Ausbildungsjahr 2026-2027 mit dem 1. Lehrjahr beginnend sukzessiv eingeführt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 19: Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Reinigung von Räumen und Fenstern in verschiedenen Schulgebäuden (Lose 1 und 2)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags Los 1 über die Reinigung von Räumen und Fenstern in verschiedenen Schulgebäuden.

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für Los 2 über die Reinigung von Räumen und Fenstern in verschiedenen Schulgebäuden.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 24. Oktober 2025 wurde das oben genannte Lastenheft zur Veröffentlichung im belgischen Amtsblatt für öffentliche Ausschreibungen sowie im Amtsblatt der Europäischen Union versandt.

Bis zum Schlusstermin der Angebotsabgabe am 02. Dezember 2025 wurden 3 Angebote für beide Lose von den Bieterinnen Laurenty, M&G Cleaning und Perlav eingereicht.

Nach Prüfung Angebote wurde festgestellt, dass das vom Bieter M&G Cleaning für Los 1 eingereichte Angebot erhebliche Preisabweichungen aufweist. Die angebotenen Preise liegen teilweise bis zu 50 % unter denjenigen des anderen verbliebenen Bieters, sodass gemäß Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 ein Verfahren zur Prüfung eines möglicherweise ungewöhnlich niedrigen Angebots eingeleitet wurde.

Im Rahmen dieses Verfahrens wurde der Bieter zur Rechtfertigung seines Preisniveaus aufgefordert. Die eingereichten Erläuterungen konnten jedoch nicht ausreichend belegen, dass die angebotenen Preise eine ordnungsgemäße und vertragsgemäße Ausführung der Leistungen gewährleisten. Insbesondere ergab die Prüfung, dass die Preisbildung die tatsächlichen Kosten der Leistungserbringung nicht hinreichend abdeckt, die vorgeschlagene Organisation der Arbeiten und die vorgesehenen Leistungsrhythmen teilweise nicht realisierbar erscheinen und die technischen Anforderungen des Lastenheftes nicht in ausreichendem Maße berücksichtigt wurden.

Da die vorgelegten Rechtfertigungen keine ausreichende und überzeugende Erklärung für die ungewöhnlich niedrigen Preise lieferten und keine hinreichende Gewähr für eine qualitativ angemessene sowie vertragskonforme Ausführung des Auftrags boten, wurde das Angebot des Bieters M&G Cleaning für Los 1 gemäß Artikel 36 des Königlichen Erlasses

vom 18. April 2017 als ungewöhnlich niedrig eingestuft und von der weiteren Wertung ausgeschlossen.

Bei der Überprüfung der Auswahlkriterien wurde festgestellt, dass die Bieter Laurenty sowie M&G Cleaning diese erfüllen.

Der Bieter Perlav konnte den geforderten Nachweis einer Zertifizierung durch eine externe Umweltbetriebsprüfung (EMAS, ISO 14001 oder gleichwertig) und damit eines strikten Umweltmanagements nicht durch Vorlage einer offiziellen und gültigen Zertifizierung erbringen. Der Bieter Perlav wurde daher von der weiteren Prüfung beider Lose ausgeschlossen.

Im Anschluss an die Überprüfung der Angebote wurde festgestellt, dass das Angebot des Bieters Laurenty für Los 1 keine Unregelmäßigkeiten aufweist und den Anforderungen der Ausschreibungsunterlagen entspricht.

Das Angebot des Bieters M&G Cleaning für Los 2 weist ebenfalls keine Unregelmäßigkeiten auf und entspricht den Anforderungen der Ausschreibungsunterlagen. Die im Rahmen der Prüfung von Los 1 festgestellten Mängel betreffen ausschließlich dieses Los und bleiben für die Beurteilung von Los 2 ohne Auswirkung.

Ziel des Auftrags ist die Sicherstellung einer bedarfsgerechten und qualitativ hochwertigen Gebäudereinigung durch die Inanspruchnahme eines externen Dienstleisters. Dieser soll insbesondere die Durchführung der jährlichen Grundreinigungen während der Schulferien gewährleisten sowie bei Personalengpässen, spezialisierten Reinigungsarbeiten und sonstigen außerordentlichen Anforderungen unterstützend eingesetzt werden können. Der Auftrag dient dazu, die Kontinuität der Reinigungsleistungen sicherzustellen, die internen Ressourcen gezielt zu entlasten und gleichzeitig die Einhaltung der festgelegten Qualitätsstandards zu gewährleisten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Für Los 1 soll der Auftrag an den Bieter Laurenty zu einem maximalen jährlichen Betrag von 133.030,88 Euro ohne MwSt. vergeben werden. Der Auftrag wird für die Dauer von einem Jahr erteilt und kann anschließend dreimal um jeweils ein weiteres Jahr verlängert werden. Die maximale Gesamtdauer des Auftrags beträgt vier Jahre.

Für Los 2 soll die Rahmenvereinbarung an den Bieter M&G Cleaning zu einem maximalen jährlichen Betrag von 36.311,54 Euro ohne MwSt. vergeben werden. Die Rahmenvereinbarung wird für die Dauer von einem Jahr abgeschlossen und kann

anschließend dreimal um jeweils ein Jahr verlängert werden. Die maximale Gesamtdauer beträgt vier Jahre.

Vorgesehen sind diese Ausgaben im Haushalt von Service und Logistik Dienst mit getrennter Geschäftsführung.

94. Sitzung vom 02. Juli 2026

TOP 3: Vertreterdatenbank: Vertreter der Regierung im Kollegium der Generalprokuratoren sowie in den Gutachternetzen des Kollegiums

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgende Vertreter im Kollegium der Generalprokuratoren sowie in den verschiedenen Gutachternetzen des Kollegiums neu zu bestellen:

Gremium	Vertreter zu ersetzen	Vertreter neu zu bestellen
Kollegium der Generalprokuratoren	Oliver Paasch Antonios Antoniadis	Oliver Paasch Lydia Klinkenberg
Gutachternetz „Jugendenschutz“	Yanaël Pommée	Yanaël Pommée
Gutachternetz „Kriminalität gegen Personen“	Janina Röhl Jana Fickers	Louanne Welter Elisa Pauels
Spezialisierte Arbeitsgruppe „Strafvermittlung“ des Gutachternetzes „Strafverfahren“	Jana Fickers	Louanne Welter
Gutachternetz „Straf-ausführung“	Jana Fickers	Diana Rauw Jana Fickers
Kontaktgruppe „Staatsanwaltschaft/Justizhäuser“	Diana Rauw Jana Fickers	Diana Rauw Jana Fickers
Gutachternetz „Betäubungsmittel“		Elisa Pauels

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen der sechsten Staatsreform wurde am 7. Januar 2014 ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen unterzeichnet mit dem Ziel, die Kohärenz der Straf- und Sicherheitspolitik zu verbessern. Unter anderem wurde die Beteiligung der Gemeinschaften und Regionen im Kollegium der Generalprokuratoren vorgesehen, sowie die Koordination zwischen Föderal- und Gliedstaaten in Sachen „Nationaler Sicherheitsplan“.

Am 22. April 2021 bestellte die Regierung Herrn Oliver Paasch, Ministerpräsident, und Herrn Antonios Antoniadis, damaliger Vize-Ministerpräsident, als Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft in das Kollegium der Generalprokuratoren. Es wird vorgeschlagen, Herrn Antonios Antoniadis durch Lydia Klinkenberg, Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit zu ersetzen.

Aufgrund verschiedener Personaländerungen und Neuorganisationen innerhalb des Fachbereichs Justizhaus und Strafvollzug müssen die Vertreter in verschiedenen Gutachternetzen sowie der spezialisierten Arbeitsgruppe neu bestellt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Tätigkeitsberichte 2025 der Einrichtungen öffentlichen Interesses und des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Dienststelle für selbstbestimmtes Leben“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 84.1 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Tätigkeitsbericht 2025 des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Dienststelle für selbstbestimmtes Leben“.

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 99.1 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Tätigkeitsberichte 2025 der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Berichte zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Artikel 84.1 und 99.1 der Haushaltsordnung sehen vor, dass Einrichtungen öffentlichen Interesses und Dienste mit getrennter Geschäftsführung der Regierung einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten während des abgelaufenen Haushaltsjahres übermitteln.

Durch vorliegenden Beschluss werden folgende Tätigkeitsberichte durch die Regierung genehmigt und die Übermittlung an den Rechnungshof beauftragt:

- Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum der DG (BRF)
- Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM)
- Autonome Hochschule in der deutschsprachigen Gemeinschaft (AHS)
- Kaleido – Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen (KAL)
- Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kleinkindbetreuung (ZKB)
- Dienststelle für selbstbestimmtes Leben (DSL)

Dem Parlament werden die Berichte im Rahmen der Rechtfertigungserklärung (FIBEL) der Dekrete zur

Abrechnung des Jahres 2025, zur zweiten Haushaltsanpassung 2026 und zum Ursprungshaushalt 2027 übermittelt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine

TOP 6: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Beirates für Mediendienste der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Beirates für Mediendienste der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen sieht in Artikel 127 die Schaffung eines Beirats für Mediendienste der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor.

Der Beirat umfasst die Gruppen der Mediendiensteanbieter, der Mediennutzer, einschließlich Personen mit Unterstützungsbedarf, und der Vertreter der in das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewählten Mandatäre.

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 14. Juli 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Mediendienste der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurden die aktuellen Mitglieder und Ersatzmitglieder des Beirats für eine Dauer von vier Jahren von der Regierung bestellt. Diese Bestellung läuft am 14. Juli 2026 aus, weswegen der vorliegende Bestellungserlass für die nächste Amtszeit von vier Jahren verabschiedet wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 7: Vierter Nachtrag zum Geschäftsführungsvertrag 2021 - 2024 vom 22. September 2020 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt den vierten Nachtrag zum Geschäftsführungsvertrag 2021 - 2024 vom 22. September 2020 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Medien wird beauftragt, den Nachtrag zum Geschäftsführungsvertrag 2021 - 2024 vom 22. September 2020 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen

Aufgrund der aktuellen finanziellen Lage der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den daraus resultierenden Sparmaßnahmen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat der Verwaltungsrat des BRF einen „Sparplan 2026“ verabschiedet. Der Sparplan 2026 umfasst mehr als 20 Einzelmaßnahmen, um steigende Personal- und Sachkosten abzufedern sowie finanzielle Spielräume für Zukunftsinvestitionen zu schaffen. Dadurch werden im laufenden Jahr 2026 diverse Vorgaben aus dem Geschäftsführungsvertrag nicht eingehalten werden können. Konkret werden mit vorliegendem Nachtrag folgende Änderungen vorgenommen:

- Die Verpflichtung zur Ausstrahlung einer täglichen Fernsehsendung wird auf eine wöchentliche Sendung reduziert.
- Die Verpflichtung zur Durchführung einer jährlichen repräsentativen Umfrage wird auf eine zweijährliche Durchführung angepasst.

Mit dem Dekret vom 22. Juni 2026 zur ersten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026 wurde eine Erhöhung der Dotation an den BRF in Höhe von 10.000€ vorgesehen. Diese Erhöhung geht auf die Auszahlung von Eco-Checks zurück.

Aus den oben genannten Gründen ist eine Anpassung des Geschäftsführungsvertrags notwendig.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen für das Jahr 2026 Ausgaben in Höhe von 6.993.000 Euro zu Lasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 8: Anerkennung der Steuerabzugsfähigkeit bestimmter Spenden für die VoG Krankentransporte Ostbelgien, Stadionsstraße 11A, Fach 2, 4721 Neu-Moresnet während der Jahre 2026 bis 2032

1. Beschlussfassung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft gibt ein positives Gutachten zur Anerkennung der Steuerabzugsfähigkeit bestimmter Spenden für die VoG Krankentransporte Ostbelgien an den Föderalstaat, in Anwendung von Artikel 145³³ des Steuereinkommengesetzbuches 1992, ab.

Der Ministerpräsident für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird beauftragt, dem föderalen Finanzminister das Gutachten weiterzuleiten.

2. Erläuterung

Die VoG „Krankentransporte Ostbelgien“ beantragte mit ihrem Antrag vom 3. Dezember 2025 beim Finanzministerium eine Anerkennung im Hinblick auf die Ausstellung von Bescheinigungen zur Steuerabzugsfähigkeit bestimmter Spenden. Laut vorliegender Anfrage der VoG soll die Anerkennung für einen Zeitraum von sechs Jahren (2026 bis 2032) erfolgen.

2.1. Tätigkeit der VoG

Die VoG Krankentransporte Ostbelgien ist im Bereich des Krankentransports tätig und organisiert sowohl liegende als auch sitzende Transporte. Die Leistungen richten sich insbesondere an Personen mit gesundheitlichen Einschränkungen oder eingeschränkter Mobilität und umfassen vor allem Fahrten zu medizinischen Behandlungen sowie Verlegungen zwischen Einrichtungen. Darüber hinaus begleitet die VoG Personen zu Terminen und übernimmt auch Transporte zu sozialen oder administrativen Anlässen.

2.2. Rechtliche Grundlage für den nichtdringenden Krankentransport

Die Anerkennung vom 21. September 2023 der VoG Krankentransporte Ostbelgien in der Deutschsprachigen Gemeinschaft basiert auf dem Dekret vom 4. Juni 2007 über den nicht dringenden Krankentransport sowie dem Erlass der Regierung vom 7. Mai 2009 über den nicht dringenden Krankentransport. Die VoG erfüllt die Kriterien des Dekretes und des Erlasses, um eine Anerkennung zu erhalten. Gemäß diesen Bestimmungen gilt als Patient jede Person, deren Gesundheitszustand eine Beförderung mittels eines Krankenwagens erforderlich macht, ohne dass eine Beschränkung auf bestimmte Personengruppen wie Menschen mit Unterstützungsbedarf oder Senioren besteht.

2.3. Anfrage zur Spendenabzugsfähigkeit und Prüfung

Die Anträge auf Anerkennung der Spendenabzugsfähigkeit müssen beim föderalen Finanzminister eingereicht werden. Der Finanzminister beauftragt daraufhin die lokale zuständige Steuerbehörde, ein Gutachten zu erstellen. Zeitgleich wird die Akte der zuständigen Gemeinschaftsregierung übermittelt, die ebenfalls ein Gutachten ausstellt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist ausschließlich für die Anerkennung von Krankentransportdiensten zuständig.

Auf Anfrage der Regierung wurde Rücksprache gehalten mit dem föderalzuständigem Beamten. Auf der Grundlage der gemeinsamen Analyse konnte

festgestellt werden, dass die Kategorie Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf Anwendung findet, laut Artikel 145³³ Buchstabe e des Steuereinkommengesetzbuches 1992.

Demnach sollen folgende 3 Punkte dem Föderalstaat mitgeteilt werden:

- Die VoG KTO ist als nicht dringender Krankentransport vom 4. Juni 2007 über den nicht dringenden Krankentransport sowie dem Erlass der Regierung vom 7. Mai 2009 über den nicht dringenden Krankentransport anerkannt;
- Die VoG KTO unterstützt die Zielgruppe Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf laut Artikel 145³³ Buchstabe e des Steuereinkommengesetzbuches 1992.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Bestellung der Mitglieder der Zentralen Behörde der Gemeinschaft für Adoption

1. Beschlussfassung:

Die Regierung bestellt folgende Personen als Mitglieder der in Artikel 7 des Dekrets vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern erwähnten Zentralen Behörde der Gemeinschaft für Adoption:

- für den Sozialdienst:
 - Frau Inès Michel;
 - Frau Elena Rinck;
 - Frau Alissa Bosch;
 - Frau Hannelore Chauveheid.
- für die Verwaltung:
 - Frau Nicole Wollgarten.

Der Beschluss der Regierung EXX/2025/27.11/833 vom 27. November 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Zentralen Behörde der Gemeinschaft für Adoption wird aufgehoben.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Artikel 6 des Übereinkommens vom 29. Mai 1993 über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der internationalen Adoption sieht vor, dass jeder Vertragsstaat eine oder mehrere Zentralbehörden bestimmt, die die durch das Übereinkommen übertragenen Aufgaben wahrnehmen.

Gemäß Artikel 360-1 des Zivilgesetzbuchs, eingefügt durch das Gesetz vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption, bestimmt in Belgien jede Gemeinschaft ihre Zentralbehörde.

In der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde daher durch das Dekret vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern die Zentrale Behörde der Gemeinschaft für Adoption, nachstehend „ZBGA“ genannt, geschaffen.

Die Aufgaben der ZBGA umfassen insbesondere:

- die Gewährleistung und Veröffentlichung von Informationen zur Adoption und zu den Adoptionsverfahren im deutschen Sprachgebiet;
- die Betreuung, Koordination, Aufsicht und Evaluation der Adoptionsvermittlungsdienste;
- die Untersuchung etwaiger Beschwerden von Adoptionskandidaten oder Adoptierenden im Rahmen ihres Adoptionsverfahrens;
- die Organisation der Adoptionsvorbereitung;
- die Erstellung der Sozialuntersuchungen gemäß den Artikeln 1231-1/4, 1231-1/11 §3, 1231-6 Absatz 1, 1231-10 Absatz 1 Nummer 3, 1231-35 und 1231-55 des Gerichtsgesetzbuchs sowie deren Übermittlung an die auftraggebenden Behörden;
- die Durchführung der Adoptionsvermittlung im Rahmen der in Artikel 47 des Dekrets vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern erwähnten internationalen Adoptionen;
- die Begleitung der Adoptionskandidaten während des gesamten Adoptionsverfahrens;
- die Ausstellung der Erlaubnis des Kontakts zwischen den Adoptierenden und den Verwandten des Kindes oder jeder anderen Person, die das Sorgerecht über das Kind ausübt oder deren Zustimmung zur Adoption erforderlich ist, in Anwendung von Artikel 363-1 des Zivilgesetzbuchs;
- die Information der leiblichen Eltern;
- die Gewährleistung der Nachbetreuung der Adoptierten und der Adoptierenden;
- die Aufbewahrung der Informationen in Bezug auf die Herkunft der Adoptierten sowie die Gewährleistung des Zugangs zu diesen Informationen;
- die Zusammenarbeit mit allen internationalen, föderalen, gemeinschaftlichen, regionalen oder lokalen Behörden, die für die Ausführung ihrer Aufgaben erforderlich ist;
- die Erstellung eines Qualitätshandbuchs;
- die Ausübung der in den Artikeln 4, 5, 7, 8, 9, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 30 und 33 des Haager Übereinkommens vom 29. Mai 1993, den Artikeln 361-3 bis 361-6, 362-1 bis 362-4, 363-2 bis 363-4 und 368-6 bis 368-8 des Zivilgesetzbuchs und den Artikeln 1231-1/11 bis 1231-1/14, 1231-34 und 1231-42 des Gerichtsgesetzbuchs erwähnten Befugnisse.

Artikel 7 des Dekrets vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern legt fest, dass sich die ZBGA aus einer Direktion, einem Sozialdienst und einer Verwaltung zusammensetzt. Der Sozialdienst besteht aus einem oder mehreren Mitarbeitern, die mindestens über ein Bachelordiplom mit sozialer Ausrichtung verfügen. Die Verwaltung besteht aus einem oder mehreren Mitarbeitern, die mindestens

über ein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts verfügen.

Aufgrund personeller Veränderungen ist eine Anpassung der Zusammensetzung der ZBGA erforderlich.

Mit vorliegendem Beschluss werden daher folgende Mitglieder der ZBGA bestellt:

1. für den Sozialdienst:
 - a. Frau Inès Michel;
 - b. Frau Elena Rinck;
 - c. Frau Alissa Bosch;
 - d. Frau Hannelore Chauveheid.
2. für die Verwaltung: Frau Nicole Wollgarten.

Die Direktion der ZBGA wird gemäß dem Erlass der Regierung vom 21. Dezember 2023 zur Erteilung bestimmter Vollmachten an Bedienstete des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt und wird in diesem Rahmen durch die Fachbereichsleitung ausgeübt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem Dekret vom 22. Mai 2023 wurde das Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung geschaffen. Mit dem Erlass der Regierung vom 22. Juni 2023 wurden die Mitglieder des Verwaltungsrats bestellt.

In den Verwaltungsrat des Zentrums für Kinderbetreuung der Deutschsprachigen Gemeinschaft werden zwei Vertreter der überberuflichen Arbeitgeberorganisationen mit Sitz im deutschen Sprachgebiet bestellt.

Am 15. Juni 2026 teilte Volker Kluges, Geschäftsführer der AVED-IHK Ostbelgien VoG mit, dass er sein Mandat als Vertreter der überberuflichen Arbeitgeberorganisationen im Verwaltungsrat des ZKB niederlegt.

Die AVED-IHK Ostbelgien VoG schlägt Samuel Deneffe als neuen Vertreter der überberuflichen Arbeitgeberorganisationen im Verwaltungsrat des ZKB vor.

Der vorliegende Erlass trägt diesem Vorschlag Rechnung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Erlass der Regierung zur Gewährung von Zuschüssen an öffentliche Arbeitgeber für Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Gewährung von Zuschüssen in Höhe von 4.479.000,- € an öffentliche Arbeitgeber für Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen für das Jahr 2026.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem Erlass vom 18. Dezember 2025 wurden 4.519.000 € im Organisationsbereich 30, Programm 23, Zuweisung 43.01 zur Gewährung von Zuschüssen an öffentliche Arbeitgeber für Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen für das Jahr 2026 festgelegt.

Im Rahmen der 1. Neuverteilung wurden die im Dezember 2025 festgelegten Mittel (4.519.000 €) um 40.000 € auf 4.479.000 € reduziert.

Durch eine Anpassung des Erlasses vom 22. August 2024 zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsbegleitete Arbeitsvermittlung kann den ÖSHZ mit Sitz auf dem deutschen Sprachgebiet eine Pauschale in Höhe von 250 € pro bedarfsbegleitete Arbeitsvermittlung durch einen Referenzberater gewährt werden.

Für diese Pauschale sind Mittel in Höhe von 175.750 € vorgesehen, die auf Grundlage der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung des Jahres 2025 berechnet wurden und im Jahr 2026 über den OB 30 PR 23 ZW 43.01 gezahlt werden sollen. Nachfolgend eine Übersicht über die Verteilung der Mittel unter die neun ÖSHZ mit Sitz auf dem deutschen Sprachgebiet:

ÖSHZ	Euro
Amel	5.500
Büllingen	5.500
Burg-Reuland	4.500
Bütgenbach	8.250

St.Vith	24.500
Eupen	84.000
Kelmis	20.000
Lontzen	9.750
Raeren	13.750
Gesamtergebnis	175.750

Durch vorliegenden Regierungsbeschluss soll der Festlegungserlass vom 18. Dezember 2025 durch den neuen Festlegungserlass ersetzt werden, der nunmehr zusätzlich die ÖSHZ-Pauschale umfasst, so dass folgende Maßnahmen über diese Zuweisung gezahlt werden:

- AktiF-Konventionsstellen (zugunsten der lokalen Behörden);
- Beschäftigung im Betrieb (BIB);
- ÖSHZ-Pauschale im Rahmen der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft stellt zur Gewährung von Zuschüssen an öffentliche Arbeitgeber für Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen für das Haushaltsjahr 2026 insgesamt 4.479.000,- € zur Verfügung.

93. Sitzung vom 25. Juni 2026

TOP 5: Erteilung der Vollmacht zur Unterzeichnung des Abkommens zwischen dem Sultanat Oman und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt dem Außenminister oder seinem Vertreter die Vollmacht zur Unterzeichnung in ihrem Namen des Abkommens zwischen dem Sultanat Oman und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung.

Der Ministerpräsident wird damit beauftragt, dies dem Außenminister beziehungsweise dem zuständigen Dienst des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten mitzuteilen.

2. Erläuterungen:

Gemeinschaften und Regionen können gemäß Artikel 170 §2 der Verfassung Steuern erheben.

Somit handelt es sich bei dem Abkommen zwischen dem Sultanat Oman und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet

der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung, jeweils um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 10. Februar 2026 festgestellt hat.

Da es sich um einen gemischten Vertrag handelt, werden die Gemeinschaften und die Regionen in der Präambel und in der Unterzeichnungsformel ausdrücklich erwähnt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine direkten Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Evaluierungsbericht über die Zusammenarbeit zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2025 und Kooperationsprogramm für das Jahr 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft nimmt den Evaluierungsbericht über die Zusammenarbeit zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2025 zur Kenntnis und stimmt dem Kooperationsprogramm für das Jahr 2026 zu.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses sowie der Übermittlung der Dokumente an das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 26. November 1998 schlossen die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft ein Kooperationsabkommen ab, das die Zusammenarbeit in jeglicher Form fördert, und zwar durch die Umsetzung gemeinsamer Maßnahmen in Bereichen, die sich für Synergien eignen (Artikel 2 des Abkommens).

In Anwendung von Artikel 139 der Verfassung hat die Wallonische Region die Ausübung von Zuständigkeiten an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen; darüber hinaus haben die beiden Partner im Laufe der Zeit den Wunsch geäußert, ihre intensive Zusammenarbeit auszuweiten. So wurde nach zehnjähriger Anwendung des Abkommens anlässlich der gemeinsamen Sitzung der beiden Regierungen am 3. Juli 2008 eine Ausweitung des genannten Abkommens beschlossen, was den beiden föderalen Entitäten zudem die Möglichkeit bot, einen für beide Seiten vorteilhaften Austausch zu konkretisieren und stärker zu berücksichtigen, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft als Grenzregion ein privilegiertes Bindeglied und eine Brücke zwischen der Wallonischen Region und den deutschen Bundesländern oder anderen deutschsprachigen Regionen darstellt.

Die Dekrete zur Zustimmung zum am 3. Juli 2008 in Namur unterzeichneten Kooperationsabkommen und zur Änderung des Kooperationsabkommens vom 26. November 1998 wurden im wallonischen Parlament am 5. Dezember 2008 und im Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 15. Dezember 2008 verabschiedet.

Neben den sieben Handlungsbereichen, die bereits durch das ursprüngliche Kooperationsabkommen abgedeckt waren, nämlich Außenhandel, Tourismus, Raumordnung, Telekommunikation, interner Schultransport, Umwelt und Soziales, wurde dieses somit auf die folgenden acht weiteren Bereiche ausgeweitet: Wirtschaftsförderung, Statistik, Verwaltungsvereinfachung und E-Government, Koordinierung im Bereich des öffentlichen Bauwesens, Ausbildung (insbesondere die Partnerschaft zwischen der ADG und dem FOREM, die Kompetenzzentren und eine Aktualisierung der Vereinbarung zwischen der IAWM und der IFAPME), Kultus und Kirchenverwaltungen, Zusammenarbeit im Bereich Gesundheit und Soziales sowie Unternehmensübergabe.

Das Abkommen mit der Wallonischen Region sieht vor, dass jedes Jahr ein gemeinsames Aktionsprogramm festgelegt und ein Tätigkeitsbericht für das vergangene Jahr erstellt wird. Dazu werden sowohl die Fachbereiche als auch die Dienste mit getrennter Geschäftsführung konsultiert. Der Fachbereich Außenbeziehungen koordiniert die Konsultation und verfasst den Bericht in Absprache mit der Wallonischen Region. Mit vorliegendem Beschluss genehmigt die Regierung den diesjährigen Bericht und das Aktionsprogramm und übermittelt ihn dem Parlament.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Durch vorliegenden Beschluss entstehen keine zusätzlichen Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 8: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Rates für Studienbeihilfen zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 4 §1 des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages entspricht der Jahresbetrag der Studienbeihilfen für einen Schüler des Sekundarunterrichts oder des Teilzeitunterrichts oder für einen Studenten des Universitäts- und Hochschulunterrichts oder des ergänzenden beruflichen Sekundarunterrichts, unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 5 und 6 dieses Erlasses, dem Ergebnis einer Multiplikation, deren Multiplikand eine Pauschale ist, die in Artikel 4 §6 in Euro ausgedrückt wird, und deren Multiplikator eine Punktezah ist.

Die Studienbeihilfen wurden das letzte Mal ab dem Schuljahr 2008-2009 angepasst.

Mittels des vorliegenden Erlasses werden die Studienbeihilfen um 50% angehoben, indem die vorerwähnten Pauschalbeträge je nach Unterrichtsstufe wie folgt ersetzt werden:

<u>Pauschalbetrag je nach Unterrichtsstufe</u>	<u>Betrag nach Erlass der Regierung vom 28. Mai 2009</u>	<u>Betrag nach Verabschiedung des vorliegenden Erlasses</u>
Sekundarunterricht - Unterstufe:	11,72 Euro	17,58 Euro
Sekundarunterricht – Oberstufe und Teilzeitunterricht:	21,58 Euro	32,37 Euro
Ergänzender beruflicher Sekundarunterricht:	24,60 Euro	36,90 Euro
Hochschul- und Universitätsunterricht:	60,21 Euro	90,32 Euro

Zudem sieht der Erlass im Rahmen der im Haushalt zur Verfügung stehenden Mittel vor, dass der für das Unterrichtswesen zuständige Minister diese Pauschalbeträge ab dem Schuljahr 2027-2028 jährlich indexieren kann.

Die Verwendung der Indexleitzahl des Gesundheitsindex wird im gesamten Erlass verdeutlicht.

Die vorläufigen Beihilfen werden auf die niedrigste Studienbeihilfe der Einkommensklasse I pro Unterrichtsstufe festgelegt und somit künftig im Falle einer Indexierung der Studienbeihilfen angepasst. Die bestehenden vorläufigen Beihilfen für Studierende an Hochschulen und Universitäten bleiben bestehen, solange sie durch vorgenannte Indexierung der niedrigsten Studienbeihilfe der Einkommensklasse I nicht überschritten werden.

In Artikel 9 des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages wird präzisiert, dass Indexanpassungen kein vorheriges Gutachten des Rates für Studienbeihilfen bedürfen.

Das vorgesehene Inkrafttreten des Erlasses ist der 1. September 2026 bzw. das Schuljahr 2026-2027.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Bei gleichbleibender Antragslage wie im Schuljahr 2024-2025 werden die Mehrkosten ab dem Haushaltsjahr 2027 auf zirka 181.000 Euro (Sekundarschule: zirka 44.000 Euro; Hochschulwesen: zirka 135.000 Euro und die Anpassung der vorläufigen Beihilfen: zirka 2.000 Euro) geschätzt.

In diesem Betrag sind Ausgleichszahlungen aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. September 1987 bezüglich der Gewährung einer Ausgleichsstudienbeihilfe in Höhe von zirka 43.000 Euro enthalten. Dieser Vergleich wurde auf Grundlage der Studienbeihilfen berechnet, die die Französische Gemeinschaft Hochschul- und Universitätsstudierenden im Schuljahr 2025-2026 gewährt hat.

Zudem ist mit einer Erhöhung der Anträge nach Verabschiedung des Erlasses zu rechnen.

Hinzukommt, dass der Minister im Rahmen der im Haushalt zur Verfügung stehenden Mittel ab dem Schuljahr 2027-2028 jährlich die o.e. Pauschalbeträge an der Indexleitzahl des Gesundheitsindex anpassen kann.

TOP 9: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5 Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5. Juli 2018 zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung, Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 5. Juli 2018 wurde der Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Aufnahmeausschusses für die Anlehre verabschiedet.

Aufgrund des Vorschlags des IAWM vom 22. Mai 2026 wird Herr Samuel Deneffe als Nachfolger von Herrn Volker Klimes als Ersatzmitglied in den Aufnahmeausschuss für die Anlehre bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Zweiter Nachtrag zur Konvention vom 30. Mai 2024 zur Organisation einer Mini-Kinderkrippe zwischen der Regierung

der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Bambuschkitz

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den zweiten Nachtrag zur Konvention vom 30. Mai 2024 zur Organisation einer Mini-Kinderkrippe zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Bambuschkitz.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Aufgrund der Abänderung der Artikel 10, 80, 82–83, 85 sowie des Anhangs des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung durch den Erlass der Regierung vom 7. Mai 2026 ist es erforderlich, die vorliegende Konvention entsprechend anzupassen. Die Konvention zitiert unter Punkt 6.6. „Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten“ derzeit die o.g. Artikel des Erlasses wortgetreu. Infolge der Abänderung der Artikel des Erlasses müssen folglich auch die entsprechenden Artikel in der Konvention angepasst werden. Um zukünftig, im Falle einer erneuten Abänderung dieser Artikel des Erlasses, die Konvention nicht erneut anpassen zu müssen und weil die Konvention ohnehin diese Artikel des Erlasses im Wortlaut übernimmt, wird zukünftig lediglich auf die entsprechenden Artikel des Erlasses verwiesen.

Vor diesem Hintergrund soll gewährleistet werden, dass alle Dienstleister, die zur Anwendung der Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten verpflichtet sind, einheitlichen Vorgaben unterliegen.

Ebenfalls soll das Enddatum der Konvention, einschließlich der durch den Nachtrag vom 17. Juli 2025 vorgenommenen Änderungen, um zwei Jahre verlängert werden, da die Mini-Kinderkrippe bis zur rechtlichen Verankerung ihrer Grundlage im Ressortdekret und zugehörigen Ausführungserlass im Zuge der Reform der Rechtstexte im Bereich Kinderbetreuung in bisheriger Form weitergeführt werden soll.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Aufgrund der Verlängerung der Konvention um zwei Jahre entstehen voraussichtlich nachstehende Kosten, zu Lasten des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft, OB 50, PR 23, Zw. 33.00.

Der Zuschuss ist an die Indexierung der Gehälter des öffentlichen Dienstes der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit dem Angelindex 138,01 gebunden.

Der Zuschuss wird wie folgt berechnet: Basissumme (7.353,30 €)*zu dem Zeitpunkt gültigen Index)*Anzahl Plätze (17).

Dies ergibt für die Haushaltsjahre 2027 und 2028 folgende Schätzung:

Haushaltsjahr 2027: **277.855,23 €**

(Ausgangsindex 2,208, Indexanpassung im September 2,2522)

Haushaltsjahr 2028: **283.413,83 €**

(Ausgangsindex 2,2522, Indexanpassung im September 2,2972)

TOP 11: Dritter Nachtrag zur Konvention vom 22. Dezember 2023 zur Organisation einer provisorischen Kinderkrippenstruktur zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Kleinkinder Ostbelgien

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den dritten Nachtrag zur Konvention vom 22. Dezember 2023 zur Organisation einer provisorischen Kinderkrippenstruktur zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Kleinkinder Ostbelgien.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Aufgrund der Abänderung der Artikel 10, 80, 82–83, 85 sowie des Anhangs des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung durch den Erlass der Regierung vom 7. Mai 2026 ist es erforderlich, die vorliegende Konvention entsprechend anzupassen. Die Konvention zitiert unter Punkt 6.6. „Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten“ derzeit die o.g. Artikel des Erlasses wortgetreu und kopiert den Anhang des Erlasses. Infolge der Abänderung der Artikel und des Anhangs des Erlasses müssen folglich auch die entsprechenden Artikel und der Anhang in der Konvention angepasst werden. Um zukünftig, im Falle einer erneuten Abänderung dieser Artikel und des Anhangs des Erlasses, die Konvention nicht erneut anpassen zu müssen und weil die Konvention ohnehin diese Artikel und den Anhang des Erlasses im Wortlaut übernimmt, wird zukünftig lediglich auf die entsprechenden Artikel des Erlasses verwiesen. Letztere verweisen auf den Anhang des Erlasses und somit kann der Anhang der Konvention aufgehoben werden.

Vor diesem Hintergrund soll gewährleistet werden, dass alle Dienstleister, die zur Anwendung der Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten verpflichtet sind, einheitlichen Vorgaben unterliegen.

Ebenfalls soll das Enddatum der Konvention, einschließlich der durch die Nachträge vom 22. Oktober 2024 und 19. August 2026 vorgenommenen Änderungen, um zwei Jahre verlängert werden, da die provisorische Kinderkrippenstruktur bis zur rechtlichen Verankerung ihrer Grundlage im Ressortdekret

und zugehörigen Ausführungserlass im Zuge der Reform der Rechtstexte im Bereich Kinderbetreuung in bisheriger Form weitergeführt werden soll.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Aufgrund der Verlängerung der Konvention um zwei Jahre entstehen voraussichtlich nachstehende Kosten, zu Lasten des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft, OB 50, PR 23, Zw. 33.00.

Der Zuschuss ist an die Indexierung der Gehälter des öffentlichen Dienstes der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit dem Angelindex 138,01 gebunden.

Der Zuschuss wird wie folgt berechnet: Basissumme (7.353,30 €)*zu dem Zeitpunkt gültigen Index)*Anzahl Plätze (18).

Dies ergibt für die Haushaltsjahre 2027 und 2028 folgende Schätzung:

Haushaltsjahr 2027: **294.199,65 €**
(Ausgangsindex 2,208, Indexanpassung im September 2,2522)

Haushaltsjahr 2028: **300.085,23 €**
(Ausgangsindex 2,2522, Indexanpassung im September 2,2972)



Mitteilung vom 14.07.2026

Un tiers des appareils électroniques bon marché contrôlés en Belgique ne respectent pas les normes européennes

Dans le cadre d'une campagne européenne de contrôle, le SPF Santé publique a analysé douze appareils électriques et électroniques à bas prix vendus sur le marché belge. Résultat : quatre produits contenaient des substances dangereuses au-delà des limites autorisées par la législation européenne. Ces produits ont été retirés du marché et plusieurs dossiers ont été transmis aux autorités compétentes.

Incitants financiers : pas un remède miracle pour améliorer les soins dans les hôpitaux

Un système qui récompense financièrement les hôpitaux aigus lorsqu'ils atteignent certains objectifs de qualité – ce que l'on appelle le paiement à la performance ou pay-for-performance (P4P) – n'est pas automatiquement synonyme d'amélioration des soins. Un nouveau rapport du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) révèle que

ses effets sont souvent variables, limités ou temporaires. Plutôt qu'une solution « taille unique », le P4P est un outil complémentaire qui n'est utile que dans certaines situations bien spécifiques, et devrait toujours s'inscrire dans le cadre d'une stratégie-qualité plus large.

Mitteilung vom 13.07.2026

5 ans après les inondations : les communes restent toujours vulnérables

Le Centre des risques du changement climatique (CERAC) publie ce 13 juillet un nouveau rapport, sur l'état de préparation des communes belges face aux risques climatiques. Il identifie trois aléas climatiques qui dominent au niveau local : chaleur, sécheresse et inondations. Les impacts sont déjà bien visibles sur le terrain. Le renforcement à long terme des moyens au service de l'adaptation est plus que jamais nécessaire pour les communes. Face à l'accélération des risques climatiques, elles sont en première ligne.

Dette de l'État fédéral à la fin juin 2026

À la fin juin 2026, la dette de l'État fédéral s'élevait à 567,615 milliards d'euros. La dette de l'État fédéral a ainsi baissé de 11,21 milliards d'euros depuis mai.

En termes nets (après déduction des placements et des titres en portefeuille), la dette de l'État fédéral a augmenté de 2,47 milliards d'euros, pour s'établir à 551,758 milliards d'euros.

Le solde net à financer s'est élevé à 2,39 milliards d'euros (au détriment du Trésor).

La durée moyenne de la dette de l'État fédéral a baissé de 0,11 année pour revenir à 10,13 années, tandis que le taux d'intérêt moyen sur les instruments de la dette a augmenté pour s'établir à 2,20 %. Les risques de refinancement à 12 et 60 mois étaient respectivement de 13,65 % et 36,74 %.

Prolongation du délai de dépôt de la déclaration à l'impôt des personnes physiques en ligne jusqu'au 19 juillet 2026

Le SPF Finances a constaté ces derniers jours que certains citoyens ont rencontré des difficultés pour se connecter à Tax on Web via MyMinfin.

« Belgian Party » : l'apothéose annuelle de la Fête nationale avec concert gratuit, DJ set, show lasers & drones et feu d'artifice au Cinquantenaire

Le SPF Chancellerie du Premier ministre organise pour la cinquième fois une fête de clôture spectaculaire de la Fête nationale dans le parc du Cinquantenaire à Bruxelles !

Mitteilung vom 10.07.2026

Conseil des ministres du 10 juillet 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 10 juillet 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour la DG personnes handicapées du SPF Sécurité sociale

Sur proposition du ministre des Personnes handicapées Rob Beenders, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public de services relatif à la maintenance corrective, la maintenance évolutive, la transition, le support opérationnel et la gestion de l'application TRIA de la DG Personnes handicapées.

Marché public pour l'Administration générale des Douanes et Accises

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture et à la maintenance de tunnels de scan High Energy Fixed Cargo Inspection System (HEFS), pour les ports d'Anvers et Zeebruges.

Marché public pour le SPF Finances

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à l'entretien, au développement et au test d'applications IT du SPF Finances.

Marché public pour la construction d'un nouveau quartier militaire à Charleroi

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la réalisation d'un nouveau quartier militaire à Charleroi : le Quartier du Futur.

Marché public pour la fourniture de publications périodiques imprimées et en ligne

Sur proposition de la ministre chargée de la Politique scientifique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture de publications périodiques imprimées et en ligne ainsi qu'aux services y afférents, pour le compte de la Bibliothèque royale de Belgique, et des institutions fédérales participantes.

Marché public pour la DG Simplification et Digitalisation du SPF BOSA

Sur proposition de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a

marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à des services de soutien et de développement de produits et de services dans le domaine du portefeuille d'identité numérique et de services apparentés.

Création de l'Agence fédérale digitale

Sur proposition de la ministre de l'Action et de la Modernisation publiques Vanessa Matz, le Conseil des ministres a pris une série de décisions dans le cadre de la création de l'Agence fédérale digitale.

Fonction publique : diverses mesures relatives à la sélection et à la mobilité

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant diverses mesures relatives à la sélection et à la mobilité.

Projet de circulaire concernant la modération salariale temporaire via l'index centime dans la Fonction publique

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet de circulaire ayant pour objectif de déterminer, pour l'ensemble de la fonction publique administrative fédérale, les composantes du salaire de référence pour réaliser la modération salariale via l'index centime ainsi que de présenter les modalités pratiques de son exécution au cours de la première phase de mise en œuvre.

Renouvellement du mandat de l'administrateur général de la Régie des bâtiments

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant renouvellement des fonctions de management de l'administrateur général de la Régie des bâtiments.

Marché public relatif à la fourniture d'énergie pour les bâtiments et installations des services publics fédéraux

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture de gaz naturel et d'électricité et services apparentés pour les bâtiments et installations des services publics fédéraux et d'autres institutions fédérales, entre 2027 et 2030.

Marché public relatif à la fourniture et la pose d'installations électriques dans les bâtiments publics

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil

des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture et la pose d'installations électriques dans les bâtiments publics pour les organismes publics fédéraux.

Financement du Centre fédéral d'expertise des soins de santé en 2026

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le financement du Centre fédéral d'expertise des soins de santé en 2026.

Modifications du cadre budgétaire

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi visant à modifier les lois budgétaires des 16 et 22 mai 2003.

Vision politique renouvelée en matière de détection des rayonnements ionisants dans les flux de marchandises

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a donné son accord de principe concernant la vision politique renouvelée de l'Administration générale des douanes et accises (AGD&A) dans le cadre de l'Initiative megaports Belgique pour la détection de rayonnements ionisants dans les flux de marchandises.

Droit de tirage à la provision interdépartementale pour le SPF Finances

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord pour un droit de tirage par le SPF Finances sur la provision interdépartementale afin de couvrir les frais des procédures contentieuses et précontentieuses liés aux sanctions financières de l'Union européenne.

Cadre de gouvernance pour la mise en œuvre coordonnée de la feuille de route du GAFI

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le cadre de gouvernance pour la mise en œuvre coordonnée de la feuille de route imposée par le Groupe d'action financière (GAFI) dans le cadre du suivi renforcé de la Belgique.

Modifications relatives au point de contact central des comptes et contrats financiers

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon et de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers.

Justice : avenant au contrat-cadre de la plateforme des amendes

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le contenu, le fond et l'aspect budgétaire de l'avenant final du contrat-cadre de gestion de la plateforme des amendes.

Defence, Industry & Research Strategy : modalités relatives aux subventions et aux avances récupérables

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relative aux modalités d'octroi et d'évaluation des subventions et des avances récupérables pour des projets s'inscrivant dans la « Defence, Industry & Research Strategy » (DIRS).

Désignation des membres du Conseil des bourgmestres

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2025 portant désignation des membres du Conseil des bourgmestres.

Modifications des statuts de Proximus

Sur proposition de la ministre chargée des Entreprises publiques Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal mettant en œuvres diverses modifications aux statuts de Proximus.

Accord de coopération en matière de lutte contre le travail illégal, de fraude sociale et de dumping social

Sur proposition du ministre de la Lutte contre la fraude sociale Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi concernant un accord de coopération et portant assentiment à cet accord de coopération entre l'État fédéral, les Régions et la Communauté germanophone concernant la coordination de la lutte contre le travail illégal, la fraude sociale et le dumping social.

Création d'un registre de médecins évaluateurs désignés en charge de l'évaluation médico-administrative des personnes en situation de handicap

Sur proposition du ministre des Personnes handicapées Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à moderniser le cadre juridique des médecins-évaluateurs désignés par la DG Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale de réaliser une évaluation médico-administrative des personnes en situation de handicap.

Transposition de directives européennes relatives à la « European Disability Card »

Sur proposition du ministre des Personnes handicapées Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération et un avant-projet de loi portant assentiment à cet accord de coopération concernant la transposition partielle de deux directives européennes relatives à la « European Disability Card ».

Prêt d'État à l'État à la République Unie de Tanzanie

Le Conseil des ministres a marqué son accord l'octroi d'un nouveau prêt d'État à l'État non lié en faveur de la République Unie de Tanzanie.

Le SPF Affaires étrangères appelle les Belges à s'enregistrer sur Travellers Online en raison du risque accru d'incendies de forêt

À la suite des incendies de forêt qui touchent actuellement plusieurs régions d'Europe, le SPF Affaires étrangères invite les voyageurs belges à s'enregistrer sur Travellers Online avant leur départ.

Investissements durables pour la Belgique – Avis concernant la Société fédérale de participation et d'investissement

La Société fédérale de participation et d'investissement (SFPI) est un investisseur public doté d'un fort potentiel pour soutenir la transition de l'économie belge vers une plus grande durabilité. Dans son avis, le Conseil fédéral du Développement durable donne des recommandations précises pour valoriser ce potentiel. Concrètement, les lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques doivent guider la rédaction du nouveau contrat de gestion de la SFPI. Cet avis est soutenu par tous les membres du conseil, dont les représentants des employés, employeurs, ONG's environnement et ONG's pour la coopération au développement.

Harcèlement moral et sexuel en milieu hospitalier : un accord de médiation permet d'améliorer les procédures de prévention

Au sein d'un établissement hospitalier, plusieurs membres du personnel ont signalé des comportements inappropriés de la part d'un supérieur hiérarchique, qualifiés de harcèlement moral et sexuel ainsi que de discrimination par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. À l'issue d'une médiation volontaire, l'établissement s'est engagé à mettre en œuvre des mesures structurelles pour renforcer la prévention.

Mitteilung vom 09.07.2026

Rapport d'allocation et d'impact des OLO vertes pour 2025

L'Agence fédérale de la Dette a le plaisir de présenter le rapport d'allocation et d'impact de 2025 pour les montants des deux OLO vertes émises en 2025, la huitième année d'émission d'obligations vertes par le Royaume de Belgique.

De plus en plus de personnes sont titulaires d'une attestation du travail des arts

BRUXELLES – La Commission du travail des arts a délivré l'an dernier 2 432 attestations du travail des arts, soit une progression de 30,5 % par rapport à 2024. Au total, 18 282 personnes disposent désormais d'une telle attestation, et la demande ne fera qu'augmenter. C'est ce qui ressort du rapport annuel de la Commission du travail des arts sur ses activités en 2025.

Un élargissement du dépistage du cancer du sein n'est pas recommandé

D'après le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE), les avantages d'un élargissement des campagnes de dépistage du cancer du sein organisées à l'échelon des régions à des groupes plus âgés ou plus jeunes seraient insuffisants en regard de ses inconvénients. En outre, le rapport coût-efficacité d'un dépistage élargi serait encore plus faible que celui du programme actuel, qui peut déjà poser question. Accroître la fréquence du dépistage (tous les ans plutôt que tous les deux ans) n'est pas bénéfique non plus en termes de rapport coût-efficacité. L'ajout de l'échographie à la mammographie, lui, augmenterait le nombre de résultats faux positifs sans offrir de plus-value clinique. En outre, il ne ferait qu'accroître la pression sur le système et le budget des soins de santé. À l'heure actuelle, il n'y a donc pas de raisons suffisantes pour soutenir ces adaptations.

Mitteilung vom 08.07.2026

Communiqué de presse de la Réunion thématique Drogues de la Conférence interministérielle Santé publique

Le mandat de la Prof. Dr Charlotte Colman et du Dr Pablo Nicaise en tant que coordinatrice et coordinateur adjoint de la Cellule Générale de Politique Drogues a été prolongé jusqu'en juin 2030.

Vague de chaleur 2026 : la CIM Santé publique tire les leçons et renforce sa préparation aux futures vagues de chaleur

Les ministres de la Santé publique ont pris acte, lors de la Conférence interministérielle, (CIM), de la première évaluation de la canicule exceptionnelle de fin juin 2026. Cette évaluation a été réalisée par le Risk Management Group (RMG), à la demande des ministres. Sur la base de ses conclusions, la CIM propose des mesures prioritaires supplémentaires afin de renforcer la préparation face aux futures vagues de chaleur.



Belgische Nationalbank

Das Finanzvermögen der belgischen Haushalte sank im ersten Quartal 2026 leicht

13 Juli 2026 - 11:00

Das Finanzvermögen der belgischen Haushalte ist im ersten Quartal 2026 leicht auf 1.334,3 Milliarden Euro gesunken, was einem Rückgang um 1,7 Milliarden Euro gegenüber Ende 2025 entspricht. Dies ist unter anderem auf die negative Entwicklung der Finanzmärkte zurückzuführen.

... [weiter lesen](#) (fr)

Warum Energiepreisschocks uns (möglicherweise) wach halten

9 juill 2026

Durch den Krieg im Nahen Osten haben sich die makroökonomischen Aussichten verändert – und damit auch die Politik der Zentralbanken. So müssen sie möglicherweise zwischen Preis- und Finanzstabilität abwägen. ... [weiter lesen](#) (fr)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 10 juli 2026

- (Gewijzigde) oprichtingsovereenkomst Afrikaans Ontwikkelingsfonds (AOF): ontwerp van instemmingsdecreet
- Beëindiging brownfieldconvenant 4. Willebroek – site Denaeyer: doelstellingen behaald
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 271. Zwijsrecht – Van Laere
- Kaderovereenkomst EU-Chili: ontwerp van instemmingsdecreet
- Verdrag van Vriendschap en Samenwerking in Zuidoost-Azië: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst EU - Oezbekistan: ontwerp van instemmingsdecreet
- Wijzigingen regelgeving werking beslissingscomité Fonds voor Innoveren en Ondernemen en steunregelgeving TETRA, Strategische Transformatiesteun en Ecologiesteun
- Wijziging besluit steun ondernemingen voor compensatie indirecte emissiekosten: uitbreiding steunbare activiteiten en investeringsverplichting
- Steun aan VOKA, UNIZO, Embuild Vlaanderen en Sirris voor projecten digitale transformatie en cybersecuritymaturiteit Vlaamse bedrijven
- Goedkeuring nieuwe UNESCO projectvoorstellen voor financiering via Vlaams UNESCO-Trustfonds op het domein van de Wetenschappen
- Project 'Regelrecht': derde rapportering
- Herziening Huishoudelijk Reglement Vlaamse UNESCO Commissie (VUC)
- Visienota 'Vlaams Gamebeleid voor de periode 2026-2030'
- Visienota 'Energiearmoedeplan 2030'
- Energietaxshift van elektriciteit naar fossiele energiebronnen: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Energietaxshift: wijziging Energiebesluit, besluit oprichting uniek loket aanvraag woon- en energiepremies, en besluit Vlaamse Codex Wonen 2021
- Financiering basistaken energiehuizen: wijziging Energiebesluit
- Wijziging uitvoeringsbesluit jeugddecree: subsidiëring, evaluatieprocedures en luisterlijn
- Flankerend beleid Mijn Verbouwbegeleiding, het woningkwaliteitsadvies en de Vlaamse Aanpassingspremie: wijzigingsbesluiten
- Vlaamse Handhaving Vlaamse Codex Wonen
- Ontwerpdecreet over vermindering methaanemissies energiesector
- Wijziging Onroerenderfgoedbesluit: steun aan actoren
- Hervorming jaarlijkse verkeersbelasting: voorontwerp van decreet tot wijziging van de Vlaamse Codex Fiscaliteit
- Invoering wegenvignet: voorontwerp van decreet
- Samenwerkingsakkoord wegenvignet: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Wijziging regelgeving nuttige ervaring, concordantie en bekwaamheidsbewijzen en salarisschalen in het volwassenenonderwijs
- Subsidie voor ontwikkeling leerplannen bij nieuwe minimumdoelen basisonderwijs periode van 1 september 2026 tot en met 31 augustus 2027
- Nieuwe en overheveling van onderwijsbevoegdheden per vestigingsplaats centra voor volwassenenonderwijs
- Wijzigingsbesluit bekwaamheidsbewijzen, salarisschalen, prestatiestelsel en bezoldigingsregeling in het secundair onderwijs
- Vernieuwing in de Basisvoorzieningen voor Jonge Kinderen vzw (VBJK): subsidie ontwikkeling evidence-informed taaltraject Jonge Taalhelden
- Verlenging erkenning vier opleidingen
- Invoering onderwijskwalificaties volwassenenonderwijs en opheffing opleiding Bedrijfsbeheer: voorontwerp van wijzigingsdecreet

- Visienota: "Hervorming van het leerlingenvervoer in het buitengewoon onderwijs"
- Wijzigingsdecreet invoering gezamenlijk voor- traject pleegzorg-adoptie
- Vlaamse Handhaving Scheepvaartdecreet
- Addendum en subsidie bij beheersovereen- komst Cultuurconnect
- Expertisecentrum Dementie Vlaanderen: subsi- die dementie-referentiearts
- Handhaving gezinszorg: wijzigingsbesluit ver- hoogd toezicht woonzorgvoorzieningen
- Pre-exposurevaccinatie voor het indijken van de verheffing van Mpox en de aanvulling van de strategische voorraad
- Zesde Vlaams Intersectoraal Akkoord (VIA6): rechtzetting bedragen 2026 koopkracht- en kwaliteitsmaatregelen private psychiatrische verzorgingstehuizen
- Werkingssubsidie Vlaamse Gemeenschapscom- missie (VGC) voor dienstverlenende rol op bo- venlokaal niveau: cultureel-erfgoedconvenant 2026-2030
- Regeling Overkop als laagdrempelige werking voor jongeren van 13 tot en met 24 jaar, met bijzondere aandacht voor jongeren in een kwetsbare situatie
- Wijziging regelgeving ondersteuning personen met een handicap: hervorming toeleidingspro- cedure naar persoonsvolgend budget
- Gunning overheidsopdracht voor leveren HPV- vaccins voor het immunisatieprogramma in Vlaanderen
- Raad van bestuur Openbaar Psychiatrisch Zorg- centrum (OPZ) Geel: benoeming lid en aanwij- zing ondervoorzitter
- Budgettair kader gezinszorg
- Pilotprojecten zorg en ondersteuning op lokaal niveau: verlenging besluit
- Bouwtechnische en bouwfysische normen kin- deropvang: wijzigingsbesluit
- Definitieve vaststelling GRUP 'Herkenrodebos- sen en Wijerbos': definitieve goedkeuring
- Definitieve vaststelling GRUP Mondingsgebied Grote Nete
- Opheffing subsidie sanering leegstaande of ver- waarloosde bedrijfsruimten en verplichte mede- werking architect bij aantal vrijgestelde hande- lingen met stabiliteitswerken: wijzigingsbesluit
- Herverdeling provisioneel krediet: Programmati- sche Aanpak Stikstof (PAS)
- Programmatische aanpak stikstof (PAS): verlen- ging indientermijn afwijkende berekeningsme- thode referentiesituatie 2021
- Wijziging besluit algemene en sectorale bepa- lingen milieuhygiëne (VLAREM): geen omge- vingsvergunning eerste klasse nodig voor ruim- tes maken en herladen van munitie voor eigen gebruik
- Vlaamse Sportfederatie vzw: toekenning pro- jectsubsidie voor begeleiding multisportfedera- ties in een fusietraject
- nv Beheersmaatschappij Antwerpen Mobiel (BAM)/Lantis: voordracht bestuurder
- Vaststelling van de algemene erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden voor de georgani- seerde sportsector
- Ontwerpdecreet over het bijzonder weg- transport
- Wijziging regelgeving technische keuring voer- tuigen: aanpassen aan Europese Richtlijn
- Opheffing subsidie aan erkende instellingen voor het terugkommoment in het kader van de rijopleiding categorie B
- Vaststelling digitaal landelijk en lokaal frequen- tieplan radio-omroeporganisaties
- Bijlage FM Frequentieplan geactualiseerd
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet houdende aanpassing van de middelenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begro- tingsjaar 2026, aangenomen door het Vlaams Parlement op 8 juli 2026
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet houdende aanpassing van de uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begro- tingsjaar 2026, aangenomen door het Vlaams Parlement op 8 juli 2026
- Programmadecreet begrotingsaanpassing 2026
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het Groeipakketdecreet van 2018 en het decreet van 7 juli 2017 tot oprich- ting van een publiekrechtelijk vormgegeven ex- tern verzelfstandigd agentschap Vlaams Agent- schap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid, tot vaststelling van vergunningsnormen voor private uitbetalingsac- toren en tot wijziging van het decreet van 30 april 2004 betreffende de oprichting van het in- tern verzelfstandigd agentschap met rechtsper- soonlijkheid Kind en Gezin, aangenomen door het Vlaams Parlement op 8 juli 2026
- Wijziging Radio- en Televisiedecreet: invoering digitale landelijke en lokale radio-omroeporga- nisaties, vereenvoudiging regelgeving, omroep- model DAB+
- Omzetting Europese Richtlijn Industriële Emis- sies (RIE): ontwerp van wijzigingsdecreet
- Wijziging Jeugddelinquentiedecreet: harmonisa- tie in functie van nieuw Strafwetboek
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 09.07.2026

La Wallonie veut mesurer concrètement les effets de ses politiques publiques

Le Gouvernement wallon se dote d'un cadre commun pour évaluer l'impact de ses politiques publiques. L'objectif : sortir de la logique du « on décide puis on passe à autre chose » et instaurer une véritable culture du résultat. Les grandes réformes de la législature pourront désormais faire l'objet d'une évaluation afin de mesurer leurs effets concrets, d'ajuster ce qui doit l'être et de renforcer la transparence vis-à-vis des citoyens. ... [lire plus](#)

La Wallonie mobilise près de 40 millions d'euros pour accélérer la décarbonation de l'industrie

Un appel à projets soutiendra les entreprises engagées dans les Conventions Carbone dans la mise en œuvre de leurs investissements bas carbone. ... [lire plus](#)

La Wallonie valide sa participation au mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières

En adoptant un décret validant sa participation au mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), le Gouvernement wallon confirme son soutien à un outil essentiel destiné à protéger la compétitivité de l'industrie européenne, à garantir une concurrence plus équilibrée avec les produits importés et à encourager la décarbonation à l'échelle mondiale. ... [lire plus](#)

La Wallonie lance les premiers « contrats de confiance » avec les acteurs de l'action sociale

Le Gouvernement wallon lance un appel à manifestation d'intérêt destiné à sélectionner dix opérateurs de terrain qui participeront à un projet fondamentalement créateur de liens : les « Contrats de confiance ». Cette initiative s'inscrit dans la Stratégie wallonne de lutte contre la pauvreté 2025-2029 et vise à construire une nouvelle relation entre pouvoirs publics et acteurs de l'action sociale, fondée sur la confiance, la simplification administrative et l'évaluation de l'impact réel des actions menées auprès des bénéficiaires. ... [lire plus](#)

Modernisation de l'administration : le SPW se dote d'une stratégie de la donnée

Moins de paperasse, moins de démarches répétées, une administration plus efficace : le Gouvernement wallon approuve aujourd'hui le lancement de la toute première stratégie de la donnée du

Service public de Wallonie. Cette stratégie marque une étape majeure dans la modernisation de l'administration régionale. Elle vise à mieux gérer les données publiques afin de simplifier les démarches des citoyens et des entreprises, d'améliorer les services publics, de renforcer le pilotage des politiques publiques et de préparer le déploiement d'une intelligence artificielle fiable, éthique et sécurisée. Pilier du Choc de simplification administrative, elle permettra notamment de généraliser progressivement le principe du « Only Once », afin qu'une même information ne doive plus être demandée plusieurs fois lorsque l'administration en dispose déjà. ... [lire plus](#)

La Wallonie mise sur 5 Domaines d'Innovation Stratégiques pour renforcer sa compétitivité

Un cadre stratégique jusqu'en 2034 pour aligner recherche, innovation et économie autour des forces, des atouts de la Région. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 154 vom 14. Juli 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. Juni 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen**, S. [37857](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 150 vom 09. Juli 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. März 2024 - **Gesetz zur Schaffung der gemeinsamen Datenbank "Terrorismus, Extremismus, Radikalisierungsprozess" ("T.E.R.") und zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten, des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zur Einrichtung von Büros für lokale integrale Sicherheit in Sachen Radikalismus, Extremismus und Terrorismus und des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [36640](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Juli 2025 - **Programmggesetz** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache von Auszügen, S. [36655](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
30. April 2026 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler im Hinblick auf die Übertragung der Kommission für Glücksspiele und der Zuständigkeit für Glücksspiele an den Föderalen Öffentlichen Dienst Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie** - Deutsche Übersetzung, S. [36660](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. September 2024 - **Königlicher Erlass über den Bürgermeisterat** - Deutsche Übersetzung, S. [36663](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. Dezember 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Mai 2018 zur Festlegung der Tätigkeitssektoren und der zuständigen Verwaltungsbehörden**

den wie in Artikel 22quinquies § 7 des Gesetzes vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen, -bescheinigungen und -stellungennahmen erwähnt - Deutsche Übersetzung, S. [36665](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
28. Januar 2019 - **Königlicher Erlass über die Ausführung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches und die Führung der Register in den Kanzleien der Gerichtshöfe und Gerichte** - Deutsche Übersetzung, S. [36668](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C — 2026/005277]

18. JUNI 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen, Artikel 79 § 3, abgeändert durch das Dekret vom 13. November 2023;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen;

Aufgrund des Vorschlags des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. April 2026;

In Erwägung des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Auf Vorschlag des für Familien zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 § 1 des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. September 2025, wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 1 Buchstabe c) wird die Wortfolge „Frau Laurie Van Isacker“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt;

2. in Nummer 2 Buchstabe b) wird die Wortfolge „Frau Lara Radermacher“ durch die Wortfolge „Frau Rita Ernst“ und die Wortfolge „Herr Dirk Vandriessche“ durch die Wortfolge „Herr Samuel Deneffe“ ersetzt;

2. in Nummer 2 Buchstabe c) wird die Wortfolge „Frau Brigitte Cloot“ durch die Wortfolge „Frau Rita Ernst“ ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.**Art. 3** - Der für Familie zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 18. Juni 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit

L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be